

RAPPORT 2025

FEMMES DU NORD

UNE HISTOIRE DES JAMÉSIENNES
Au 20e siècle

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA BAIE-JAMES

Alexandrine Langlois
Martin Paquette
Marie-Claude Duchesne
Margot Genty



Mitacs



Entente de développement culturel



Québec

Tous droits réservés.
Reproduction intégrale ou partielle interdite.

Ce rapport de recherche a été réalisé grâce au soutien financier de l'*Administration régionale Baie-James*, du programme *Mitacs* et de *Denis Lamothe, député d'Ungava*. Il a aussi été rendu possible grâce à l'appui de l'*Université du Québec à Chicoutimi*, de la *Ville de Matagami* et du *Comité Condition féminine Baie-James*.

Nous tenons à remercier *François-Olivier Dorais*, professeur agrégé d'histoire de l'*Université du Québec à Chicoutimi*, pour son soutien dans la mise en œuvre de ce petit chantier.

Un merci spécial à *Émélie Rivard-Boudreault* de la *Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or*, qui a nourri nos recherches et réflexions en nous partageant ses découvertes pendant la réalisation du projet *Val-d'Or au féminin*.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations	4
Avant-propos	5
Mise en contexte	7
Femmes de la frontière	
Période de colonisation et de prospection (1900-1950)	11
Villebois, Val-Paradis et Beaucanton :	
La colonisation de l'Abitibi	11
Profils des femmes	12
Dénombrement	14
Conditions de vie	15
Occupations	18
Vie sociale et culturelle	22
Chapais et Chibougamau :	
Les campements miniers	23
Profils de femmes	24
Dénombrement	27
Conditions de vie	28
Occupations	32
Vie sociale et culturelle	33
Des femmes dans la ville	
Période d'aménagement (1950-1987)	35
Dénombrement	35
Organisation Domestique	40
Éducation	52
Santé	61
Religion	69
Emplois	72
Politique	78
Sports, loisirs et culture	82
Organisations communautaires	88
Conclusion	93
Bibliographie	96

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BAC	Bibliothèque et Archives Canada
BAnQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
EOL	Détournement Eastmain-Opinaca-La Grande
LG-1	Aménagement hydroélectrique La Grande-1
LG-2	Aménagement hydroélectrique La Grande-2
LG-3	Aménagement hydroélectrique La Grande-3
LG-4	Aménagement hydroélectrique La Grande-4
MBJ	Municipalité de la Baie-James
SDBJ	Société de développement de la Baie-James
SEBJ	Société d'énergie de la Baie-James
SHBJ	Société d'histoire de la Baie-James

AVANT-PROPOS

Faire l'histoire des femmes de la Baie-James n'est pas une chose aisée. D'abord, parce que la Baie-James est un territoire aussi vaste que la Finlande, qui évolue en marge de la province. Invisible dans les médias et de la recherche historique en général, l'histoire du territoire a principalement été traitée sous l'angle industriel et économique. Il s'agit en effet d'une région-ressource, dont la majorité des communautés sont nées pour des besoins extractivistes¹.

La Baie-James est un territoire en mouvement. Au XIXe siècle, le territoire fait partie de la *Terre de Rupert*. Après la Confédération, et jusqu'en 1898 (pour le sud) et 1912 (pour le nord), la Baie-James fait partie des Territoires-du-Nord-Ouest. Si l'idée d'une Baie-James comme entité territoriale particulière naît peu à peu avec la création de la Municipalité de la Baie-James, avant 1987, le territoire reste partagé entre l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Nouveau-Québec... En demeurant toujours à la marge de ces 3 régions. Au début du XXIe siècle, le territoire est surnommé *Jamésie*, mais depuis une décennie, le terme a muté pour parler de Baie-James. Celle-ci représente le territoire allochtone inclus dans l'*Eeyou Istchee Baie-James*.

Travailler sur l'histoire Jamésienne est particulièrement laborieux, puisque les archives sont dispersées sur un territoire vaste, parfois dans les régions avoisinantes, mais aussi au sein des grandes sociétés industrielles du sud qui ont façonné le développement régional. Les liens régionaux et des réalités historiques éclatées de chacune des communautés ajoutent une couche de complexité. Faire l'histoire des femmes constitue encore un défi supplémentaire. Invisibles des grands récits de prospecteurs, d'ingénieurs, de colons-agriculteurs ou de bûcherons, les femmes n'ont pas eu leur place au sein de l'histoire industrielle. C'est pourtant elles qui ont transformé ces villes-dortoirs, conçues pour héberger des travailleurs, en communautés. Les femmes et leurs familles ont eu un impact considérable sur l'enracinement de la population jamésienne. Elles représentent la raison même de la fondation des villes et des localités.

Il est difficile de définir qui sont les *Jamésiennes*. Les allochtones qui ont habité les postes de traite sur le territoire, du XVIIe au XXe siècle, sont-elles les premières Jamésiennes ? Et ces femmes qui ont vécu quelques mois ou quelques années dans les camps de prospecteurs, les sont-elles ? Les premières femmes qui ont peuplé Villebois, Val-Paradis et Beaucanton sont arrivées dans les années 1930, dans le cadre du plan Vautrin. Étaient-elles des Jamésiennes, puisqu'elles venaient à l'époque pour coloniser l'Abitibi, et ont longtemps vécu en tant qu'Abitibiennes ? Que dire

¹ L'extractivisme est un régime économique qui repose sur l'extraction des ressources naturelles.

de celles qui ont travaillé et vécu sur les chantiers hydroélectriques de la Baie-James, dans les années 1970 ? Elles sont venues en grand nombre, mais sont aussi nombreuses à être reparties après quelques années. La population jamésienne est extrêmement mobile. Elles sont plusieurs à naître ailleurs et à mourir à la Baie-James. Nombreuses sont celles qui naissent ici mais quittent au cours de leur vie.

Au cours de l'été 2024, la Société d'histoire de la Baie-James, grâce au soutien de l'Université du Québec à Chicoutimi, a reçu une stagiaire du baccalauréat en histoire, Alexandrine Langlois, dans le cadre du programme *Mitacs*. L'objectif du projet était de réaliser la première recherche documentaire sur l'histoire des Jamésiennes. Le soutien financier de l'Administration régionale Baie-James et de Denis Lamothe, député d'Ungava, a permis à l'équipe de la SHBJ de consacrer plus de temps et d'énergie au projet. En cours de recherche, l'équipe s'est agrandie, et la réalisation de ce rapport a pu être possible également grâce au travail de nouveaux employés de la Société d'histoire, Martin Paquette et Margot Genty.

Ce rapport se concentre sur les femmes qui ont vécu, un temps, sur le territoire qui correspond aux actuelles villes et localités de la Baie-James, de 1900 à 1987². Il est probable qu'aucune d'entre-elles ne se percevait comme une *Jamésienne*. Leurs actions et vécus ont toutefois contribué à façonner les communautés qui composent la Baie-James actuelle. Il faut considérer ce rapport comme un *débroussaillage*. Ce mot est important. En effet, nous souhaitons broser un portrait général des conditions de vie de ces invisibles de l'histoire régionale. Il sera assurément incomplet : en si peu de temps, il est impossible de réaliser une recherche complète et détaillée de l'histoire des femmes sur un territoire aussi vaste et diversifié. Un tel travail requiert plusieurs années de travail, voire un mémoire ou une thèse. En brossant les grandes lignes de cette histoire, nous espérons toutefois paver la voie et offrir un levier à des recherches ultérieures, qu'elles proviennent de la Société d'histoire ou d'autres chercheurs et institutions. Le rapport ne se penchera pas sur l'histoire des femmes d'*Eeyou Istchee*, qui n'est pas de notre juridiction, et dont l'*Institut culturel cri Aanischaaukamikw* est le mieux placé pour réaliser une telle étude. Nous espérons toutefois voir un jour une histoire intégrée des femmes du territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, et même des femmes de tout le Nord-du-Québec. Elles le méritent bien.

² Année de création de la région administrative Nord-du-Québec.

MISE EN CONTEXTE

Le territoire qui correspond à l'actuelle Baie-James a changé plusieurs fois de configuration au fil des décennies. Jusqu'en 1868, le territoire fait partie de la *Terre de Rupert*, administrée par la *Compagnie de la Baie d'Hudson*. Cette année-là, il est transféré à la fédération canadienne contre une compensation de 300 000 £. L'Abitibi et le Nord-du-Québec actuels font alors partie des Territoires du Nord-Ouest, et sont seulement rattachés au Québec en 1898 et 1912. À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, les gouvernements fédéraux et provinciaux commencent à s'intéresser aux ressources de ce *nouveau* territoire. Dans les premières décennies du XXe siècle débute une période de prospection au sud de la Baie-James. Pour la première fois, les hommes s'aventurent à l'intérieur des terres à la recherche d'accumulations naturelles de minéraux, susceptibles d'être exploitées³. Les rapports produits sont élogieux : le territoire a un riche potentiel géologique, forestier et hydraulique. Néanmoins, cet enthousiasme s'essouffle au moment de la Première Guerre mondiale. Le territoire a certes un potentiel économique, mais il reste pour le moment inaccessible⁴.

L'entre-deux-guerres marque la fondation des premiers villages jamésiens. À cette époque, le gouvernement du Québec encourage la colonisation de régions périphériques comme l'Abitibi-Témiscamingue. Dans le but d'atténuer les effets de la crise économique, le plan de colonisation Vautrin est mis en place. La colonisation de l'Abitibi s'étend vers le nord, menant à la création des villages de Villebois, Beaucanton et Val-Paradis. Néanmoins, la rigueur du climat limite les possibilités de culture dans ces nouveaux villages. De plus, l'éloignement des grands centres urbains empêche les agriculteurs de vendre leurs surplus. En conséquence, l'agriculture commerciale n'y connaît pas le succès escompté⁵.

Sous l'impulsion des activités de prospection en Abitibi, les explorations se multiplient vers l'Est de la Baie-James. L'augmentation de la valeur du cuivre entraîne une croissance de la fréquentation allochtone sur le territoire. Entre 1934 et 1939, environ 1000 personnes vivent dans les campements miniers du secteur de Chapais et Chibougamau. Pour acheminer le matériel aux premiers sites miniers, des routes temporaires et des chemins d'hiver sont construits entre la Baie-James et ses régions limitrophes. Cependant, les problèmes de transport persistent et limitent

³ Jean Désy, François Huot. *La Baie-James des uns et des autres*. Productions FH, 2009, p.112-115.

⁴ Girard, Camil ; Perron. Normand. *Histoire du Saguenay – Lac-Saint-Jean*. PUL, IQRC, 1989, p.419.

⁵ Réjean Girard et al. *Histoire du Nord-du-Québec*. PUL, INRS, 2012, p.244-245.

le développement industriel du secteur. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le secteur se vide⁶.



Photo : groupe de chibougamaises, 1953. SHBJ \ P005,S2,SS4,D57,P27

⁶ Désy, Huot, *op. cit.*, p.126-130.

La reprise des activités minières commence en 1949 avec la construction de la route gravellée permanente entre le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chibougamau. Peu de temps après, d'autres routes sont tracées, notamment celle reliant le lac Matagami à l'Abitibi. Au cours des années 1950, le Québec assiste alors à l'ouverture d'une nouvelle région ressource. Les grandes entreprises industrielles administrent d'abord ces villages de compagnie, en mettant notamment en place les premiers services essentiels pour accommoder les employés et leurs familles. Chibougamau (1954) et Chapais (1955) constituent la première génération de ces villes de compagnie⁷. La seconde génération émerge au cours des années 1960. Matagami (1963), Joutel (1965) et Lebel-sur-Quévillon (1966) sont fondées à l'ouest de la Baie-James afin d'accueillir les familles et les travailleurs de l'industrie minière (Matagami, Joutel) et de l'industrie des pâtes et papiers (Lebel-sur-Quévillon)⁸.

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, les villes jamésiennes sont reliées au sud de la province de Québec par des routes et des voies ferroviaires. Les villages industriels se transforment en villes, connaissant un important essor économique. De nombreuses familles, arrivent dans ces villes qui souvent ne disposent pas d'un nombre de logements adéquat. De 1960 aux années 1970, la région de Chapais-Chibougamau devient l'un des plus grands centres de production de cuivre dans l'Est du Canada. À partir des années 1980, le secteur minier connaît des difficultés. Les coûts de production augmentent à mesure que les réserves minérales se creusent. De plus, la surproduction mondiale entraîne la baisse du prix du cuivre. Les mines de la Baie-James deviennent alors beaucoup moins rentables pour les compagnies minières, qui préfèrent ouvrir de nouvelles mines ailleurs. Joutel est l'exemple le plus frappant, la localité est démantelée en 1998⁹.

La population allochtone de la Baie-James augmente jusqu'au début des années 1980, période marquant la fin de la première phase des chantiers hydroélectriques de la Baie-James. Le territoire compte toutefois deux types de résidents : les permanents, établis durablement, et les temporaires¹⁰. À compter des années 1960, le gouvernement provincial lance des explorations sur le territoire nordique afin d'analyser le potentiel énergétique des rivières. Ces explorations aboutissent au projet d'aménagement hydroélectrique de la Grande Rivière, choisie pour l'installation de centrales. Les chantiers hydroélectriques créent plus de 100 000 emplois. Ce nombre important de travailleurs a des conséquences sur certaines villes jamésiennes comme Matagami, qui devient la porte d'accès vers le Nord. Sa population double et son économie est florissante¹¹. Les grands

⁷ Girard, Perron, *op. cit.* p.425 ; 433-435.

⁸ Désy, Huot, *op. cit.* p.155-165 ; 170-175 ; 228.

⁹ Odette Vincent *et al.* *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Presses de l'Université Laval, IQRC, 1995, p.456-460.

¹⁰ Girard *et al.* *op. cit.* p.288-289.

¹¹ Désy, Huot, *op. cit.* p. 170-171.

chantiers mènent à la construction de villages pour loger les travailleurs et les cadres. Radisson est fondé comme un village permanent en 1974, pour loger les cadres du chantier LG-2 et leurs familles. Des villages temporaires sont fondés par la suite : Les Mélèzes (rivière Eastmain), Sakami (LG-3), Keyano (LG-4) et Caniapiscau (réservoir Caniapiscau). Ceux-ci sont des villages fermés, où seuls les cadres des chantiers de la SDBJ et de la SEBJ vivent avec leurs familles, alors que les travailleurs vivent dans des sections séparées¹². Le projet d'aménagement hydroélectrique, conçu sans la consultation des communautés autochtones, menace de détruire le territoire ancestral des Cris et des Inuits. En 1975, une entente est signée, la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ) avec le Grand Conseil des Cris et les Inuits du Québec. Cette convention divise le territoire en trois catégories de terres, certaines étant réservées aux Cris et aux Inuits. Elle mène aussi à un mode de partage du territoire unique au Québec. Finalement, en 1979, l'aménagement LG-2 est mis en marche. En 1984, la première phase des chantiers hydroélectriques arrive à son terme. Les campements aménagés pour les travailleurs sont démantelés, à l'exception de Radisson. Les travaux hydroélectriques de la Grande rivière se poursuivent dans la région jusqu'en 1996, 17 ans après la mise en marche de LG-2¹³.

La fin des travaux hydroélectriques marque un ralentissement économique dans la région, qui rencontre déjà des difficultés dans les secteurs minier et forestier depuis les années 1980. Ces difficultés entraînent une décroissance démographique. Néanmoins, les secteurs minier et forestier demeurent des piliers économiques de la région. Ainsi, des initiatives locales émergent pour adapter et diversifier ces secteurs. Par exemple, dans les années 1990, une usine de cogénération est créée à Chapais. Cette dernière alimente une partie de la ville en énergie. Encore aujourd'hui, les administrations jamésiennes cherchent des solutions pour améliorer l'économie régionale, pour retenir la population et pour attirer de nouvelles personnes sur le territoire nordique. Par ailleurs, depuis quelques décennies, le secteur touristique émerge comme un nouveau pilier de l'économie régionale. Les vastes paysages nordiques, ainsi que les activités de plein air et culturelles, attirent de nombreux touristes sur le territoire de la Baie-James¹⁴.

Depuis les dernières décennies, la population jamésienne développe une identité régionale qui lui est propre. La création de la circonscription électorale d'Ungava en 1980, suivie de l'établissement de la région administrative du Nord-du-Québec en 1987, renforce sans doute ce sentiment d'appartenance au Nord. En effet, l'implantation de nouvelles institutions et la mise en place de divers programmes transforment la vie publique de la région depuis quelques années. La dissolution de la Municipalité de la Baie-James en 2013, la fondation du Gouvernement régional

¹² Girard *et al. op. cit.* p.267-268.

¹³ Désy, Huot, *op. cit.* p.180-196

¹⁴ Girard. *op. cit.*

Eeyou Istchee Baie-James et la refonte de l'Administration régionale Baie-James en 2014 sont les exemples les plus marquants. Aujourd'hui encore, les efforts des populations crie et jamésiennes, soutenus par des initiatives gouvernementales et locales, continuent de forger une identité régionale forte et dynamique propre au Nord québécois¹⁵.

FEMMES DE LA FRONTIÈRE

Période de colonisation et de prospection (1900-1950)

VILLEBOIS, VAL-PARADIS, BEAUCANTON : LA COLONISATION DE L'ABITIBI

Au cours des années 1930, la crise économique touche durement le Québec et le taux de chômage est élevé. La situation est catastrophique ; les gouvernements sont contraints d'intervenir pour résorber le chômage. La valeur de la production industrielle chute de 45% au Québec de 1929 à 1933. Le pays compte 377 000 chômeurs en 1930, et 826 000 en 1933. Dans les régions rurales, les habitants désertent les paroisses pour se réfugier en ville, notamment à Montréal, en espérant avoir accès à des mesures d'aide organisées. L'État doit intervenir et, en 1932, le gouvernement fédéral met en place le *plan Gordon*. Il vise à financer un vaste mouvement de retour à la terre, tout en poursuivant la colonisation des frontières. Ce plan s'adresse aux chômeurs urbains miséreux, n'ayant pas nécessairement d'expérience du monde rural ou agricole. Il se solde par un échec : plusieurs familles de nouveaux colons en difficultés finissent par plier bagage vers les grands centres. L'Abitibi est la région québécoise ayant alors le plus haut taux de désertion, soit 28%¹⁶.

Les voix s'élèvent – notamment au sein du clergé – pour réclamer l'intervention du gouvernement provincial. Suite aux pressions, le *plan Vautrin* est créé en 1934. Il vise aussi un retour à la terre, mais cible cette fois les fils de cultivateurs et chômeurs ruraux, plus familiers avec le travail agricole. Le plan vise aussi les célibataires qui ne parviennent pas à trouver une terre ou un emploi comme ouvrier. Le programme a aussi comme objectif la rétention des colons¹⁷. En échange de leur engagement, les colons reçoivent 300\$ et une terre, libre ou à défricher. Une fois

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Vincent, *op. cit.*, p. 238 ; 241.

¹⁷ *Ibid.*, p. 242.

établis, ils doivent également participer à des corvées rémunérées, comme la construction de routes et de bâtiments, le tout supervisé par des employés du gouvernement. De l'équipement et des chevaux sont mis à leur disposition. C'est ensuite que la famille est autorisée à venir rejoindre le colon. La participation des femmes et des autres membres du ménage aux travaux de la terre leur vaut aussi des primes. C'est dans ce contexte que les localités de Villebois, Val-Paradis et Beaucanton sont fondées.

Profils des femmes

S'appuyant sur le clergé, le gouvernement confie à des *sociétés diocésaines de colonisation* le recrutement de colons et la charge de leur établissement. À Villebois, le plan est sous l'égide de la *Société de colonisation du diocèse de Chicoutimi*. Par conséquent, les premières femmes s'installant dans la paroisse sont généralement originaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean ou de Charlevoix.¹⁸ Du côté de Beaucanton, elles proviennent principalement de La Tuque, de la Haute-Mauricie et de Charlevoix¹⁹. À cette époque, l'autorité de l'Église est importante dans la vie socio-politique québécoise. Dans ce contexte, le double rôle « missionnaires-colonisateurs officiel » favorise la colonisation des terres au nord de l'Abitibi²⁰. Une campagne de recrutement et de promotion est déployée dans les régions du Québec. Des curés²¹ se déplacent directement chez les familles et rencontrent chaque fois les potentiels colons²². Cette invitation à l'aventure trouve écho chez bon nombre de femmes, inquiètes pour l'avenir et le bien-être de leur famille²³.

Les paroisses du canton Rousseau étant développées dans le cadre du *plan Vautrin*, on peut supposer que de nombreuses pionnières de Villebois, Beaucanton et de Val-Paradis étaient justement familières avec le mode de vie agricole. Il arrive toutefois que l'expérience agricole soit relative pour certains. Rappelons que les premières familles ont quitté des paroisses bien établies pour repartir de rien. Pour les familles pionnières, la provenance des arrivants a probablement été

¹⁸ Benoît-Beaudry Gourd. *De ressources et de vaillance. Mémoire de la génération pionnière du Nord-du-Québec*. Table régionale de concertation des Aînés du Nord-du-Québec, 2010, p. 241.

¹⁹ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

²⁰ Frédéric Lemieux, « Les missionnaires-colonisateurs « gouvernementaux » entre Église et État, 1911-1936 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 72, no 2 (2018), p.1, 57-58. ; Gourd, *op. cit.*, p. 245.

Lemieux définit le *missionnaire-colonisateur* comme un prêtre créant la liaison entre l'Église et l'État. Ce dernier s'oriente autour de 4 sphères : exploration, promotion, organisation et inspection.

²¹ Dont le père Félix-Antoine Savard (1896-1982).

²² Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

²³ Jean-Philippe Bernard. « *Emparons-nous du sol !* » *Chômage, retour à la terre et colonialisme durant la grande dépression au Québec*, [thèse], UQAM, 2022, p. 303-306.

un facteur facilitant. Originaires des mêmes régions – certains se connaissaient déjà entre eux – le contexte a favorisé un sentiment d'appartenance et la constitution rapide de réseaux d'entraide.

Les premières femmes à s'établir dans le canton Rousseau sont, avant leur arrivée, recrutées parce qu'elles répondent aux normes attendues de leur époque. Les politiques de recrutement ciblent les familles nucléaires. On attend des hommes qu'ils soient des pourvoyeurs et que les femmes assurent le rôle de ménagères et veillent au bon fonctionnement du foyer. Une bonne réputation dans la paroisse d'origine et une bonne morale sont exigées. Les femmes sont particulièrement surveillées dans le processus de recrutement, car elles sont perçues comme les piliers des familles. Les nouvelles terres ouvertes à la colonisation sont éloignées des centres urbains. On attend des femmes qu'elles soient débrouillardes, en mesure de gérer la maison, le budget familial (en partie composé de fonds alloués par l'État), de travailler à la ferme et d'assumer les besoins familiaux. Elles doivent être en bonne santé, car la famille dépend de leur travail²⁴. Les femmes sont en fait perçues – sans le nommer – comme des partenaires essentielles. Le succès de l'établissement d'une famille repose sur elles. En 1932, le *Comité de retour à la terre* du gouvernement du Québec inscrit d'ailleurs parmi ses critères de sélection des colons : avoir une femme *qualifiée*²⁵.

Cette recherche ne permet pas de brosser des portraits détaillés des profils et des parcours des premières Jamésiennes à s'installer à Villebois, Beaucanton et Val-Paradis. Il est probable qu'avant l'arrivée des premières familles, la première femme (allochtone) dans le secteur fut la *garde-malade* du canton Rousseau, Marie-Louise Gagnon²⁶. Il est aussi difficile de connaître les impressions et le ressenti de celles qui ont posé bagage pour s'établir sur ces terres. Parmi les rares témoignages que nous possédons, notons le récit de Colette Côté, qui raconte que sa mère est immédiatement tombée amoureuse des paysages²⁷. Toutefois, l'arrivée des meubles parfois quelques semaines après la famille, l'éloignement, l'absence d'école, de routes carrossables à l'année, d'électricité et même d'église, donnent le sentiment à certaines femmes que la *galère* se dessine à l'horizon. Rolande Boily raconte son impuissance face à la situation : « *Si j'avais eu de l'argent, je serais tout de suite retourné à Jonquière* »²⁸. Isabelle Boucher relate qu'elle passe sa première journée à Villebois à pleurer accoudée au gramophone, alors que sa sœur semble voir leur nouvelle vie comme une heureuse aventure²⁹. Enfin, certaines se réjouissent de l'occasion de

²⁴ *Ibid.*, p. 306 ; 313-314.

²⁵ Collectif Clio. *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Le Jour, 1992 (2e édition), p.323-325.

²⁶ Localité de Beaucanton. *Beaucanton fête ses 75 ans. 1935-2010*. Beaucanton, 2010, p.21

²⁷ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

²⁸ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *Au pays des pins gris ou cinquante ans de petite histoire à Villebois. Comité Villebois 35-85. 1985*. p.20

²⁹ Isabelle Boucher. *Histoire d'une pionnière de Villebois*. Rouyn-Noranda, Collège du Nord-Ouest, 1977, p. 143-173.

pouvoir apprendre les rudiments de la sciote et des toitures, comme Eva Plourde, qui a dû participer à la finition de sa première maison³⁰.

Dénombrement

Faire un dénombrement des femmes de Villebois, Val-Paradis et Beaucanton, entre 1935 et 1950 constitue un défi complexe pour plusieurs raisons. D'une part, les statistiques tirées des recensements canadiens de cette époque n'ont pas précisé le nombre de femmes dans les dénombremens de district³¹. D'autre part, les trois villages sont inclus dans une sorte de fourre-tout, les « territoires non organisés ». Néanmoins, il est possible de faire une estimation sommaire. La première mention du canton Rousseau dans les recensements canadiens a lieu en 1941. On y mentionne qu'il y a alors 2053 personnes domiciliées dans le canton. Le recensement de 1951 indique, quant à lui, 2297 personnes³². En se basant sur le taux de masculinité en vigueur dans la région de l'Abitibi à cette époque — soit 125% en 1941 et 114% en 1951³³ — on peut estimer qu'il y a, en 1941, environ 912 femmes et, en 1951, environ 1073 femmes résidant dans le canton Rousseau. Cette estimation est toutefois à considérer comme une approximation : le taux de masculinité moyen inclut aussi les villes de l'Abitibi dont le peuplement a commencé avant 1935, et ayant des réalités socio-économiques très différentes.

Selon les sources disponibles, la croissance démographique de Villebois, Beaucanton et Val-Paradis commence déjà à ralentir en 1937, en raison de la reprise économique. L'installation de colons tend à se stabiliser et l'expansion démographique dépend plutôt de l'expansion familiale. De 1937 à 1939, le *plan Rogers-Augers* est mis en place par peur d'une nouvelle chute démographique dans les rangs et de l'effondrement des paroisses qu'on dit « d'une extrême fragilité »³⁴. L'État ne souhaite plus créer de nouvelle paroisse, de telle sorte qu'en Abitibi, seulement 6 sont fondées entre 1940 et 1950, dont Val-Paradis en 1942. L'objectif est maintenant de consolider le monde rural, notamment par la mécanisation agricole et l'électrification rurale, et d'enraciner les colons.

³⁰ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p. 22

³¹ Les feuillets détaillés du recensement canadien de 1941 ne seront disponibles au public qu'en 2033.

³² Canada. Bureau fédéral de la statistique. Neuvième recensement du Canada, 1951. Volume 1, Population : caractéristiques générales, Tableau 5, p.9

³³ Vincent, *op. cit.*, p.99 p.374

³⁴ *Ibid.* p.99, 250

Conditions de vie

Au sein des ménages, les hommes arrivent les premiers, pour entreprendre la construction d'une première maison. Les femmes qui arrivent rejoignent un époux ou un père quelques mois plus tard, lorsqu'une habitation temporaire est sur pied. Les familles s'installent dans ce qu'on nomme la *première maison de colon*, qui sera habitée pendant quelques années, avant la construction d'une maison plus grande et durable, la *deuxième maison*. Les premières maisons du *plan Vautrin* sont construites sensiblement sur le même modèle. La maison est en bois rond, généralement de 24 pi x 24 pi, sur pilotis. Au rez-de-chaussée se trouvent un salon, une grande cuisine et une petite chambre. Au deuxième étage, il y a généralement 4 chambres. La maison possède quelques fenêtres et les murs sont calfeutrés avec de la mousse goudronnée³⁵. Au début, les premières maisons ne comptent parfois que peu de meubles : les lits sont faits de planches, les sièges et les bancs sont improvisés. Autrement, les meubles sont livrés par camion depuis La Sarre. Lauretta Brassard relate qu'à l'arrivée de sa famille à Villebois en 1935, alors qu'elle a 7 ans, son logis ne comptait aucun meuble. Ceux-ci sont arrivés quelques jours plus tard³⁶. Quant à Isabelle Boucher, arrivée à Villebois à Noël 1935, les meubles avaient été livrés avant leur arrivée... et éparpillés dans la neige³⁷. Malgré tout, ces maisons ne sont pas, comme le véhicule la fiction, inhospitalières, froides, démunies ou vides. Colette Côté raconte, au sujet de sa visite au *musée des Filles de Caleb* : « On nous montrait comment était le ménage, misérable puis tout ça, mais j'ai dit c'est pas ça, ça existait pas, j'ai jamais vu ça ! »³⁸. De plus, comme le mentionne Lauretta Brassard, la plupart des familles ont attendu 8 à 10 ans avant de construire leur deuxième maison, démontrant ainsi le relatif confort des premiers logis³⁹.

À l'arrivée des premières femmes, les commodités sont rudimentaires. Les premières maisons sont munies d'un petit poêle, souvent en tôle. Le lavage s'effectue à la cuve, avec de la neige fondue ou de l'eau du ruisseau, alors que l'eau potable est parfois distribuée pour la consommation alimentaire. La responsabilité de l'alimentation de la famille repose sur les mères de famille. Les femmes font le pain plusieurs fois par semaine, fabriquent le beurre, cueillent les fruits de saison. L'entretien d'un potager assure une certaine subsistance aux familles. Ce travail repose généralement sur les femmes. Au début, l'accès aux biens de consommation est limité : s'il est possible de se procurer des aliments tels que des conserves ou de la farine dans les petits

³⁵ Normand Lafleur. *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*. Leméac, 1976, p.53-64.

³⁶ Gourd, *op. cit.*, p.269

³⁷ Boucher, *loc. cit.* p. 143-173.

³⁸ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

³⁹ Entrevue de Lauretta Brassard, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D4,P1

magasins des villages, les autres achats se font à La Sarre. Les ménagères ont toutefois accès à la commande par catalogue⁴⁰.

Un jour que je regardais le catalogue, une belle machine à coudre attira mon attention, mais elle coûtait exactement \$ 35,00 dollars, une fortune quoi ! J'avais des tours dans mon sac, et j'obtins de mon mari qu'il ouvre un compte avec un terme de \$ 3,00 dollars par mois. J'ai habillé toute ma famille grâce à elle et j'ai économisé des centaines de dollars!...

— Mémoires d'Isabelle Boucher de Villebois, 1977.



Photo : Mme Veuve Desbiens et son fils, à Villebois (vers 1935). BAnQ \ P428,S3,SS1,D18,P27

Dans ce contexte, la charge domestique est lourde, mais malgré tout similaire à la réalité des autres Québécoises en région rurale ou du monde ouvrier. Le travail domestique est un travail à part entière. Il est toutefois probable que pour les pionnières du canton Rousseau, issues du milieu

⁴⁰ *Ibid.*

agricole, ce volet du quotidien n'ait pas représenté un chamboulement particulier dans leur quotidien. Jusqu'aux années 1940 et 1950, les québécoises en milieu rural composent généralement avec l'absence d'électricité ou d'appareils ménagers. C'est aussi le cas pour les femmes du canton Rousseau : l'électricité arrive à Val-Paradis en 1955, plus d'une décennie après la fondation du village⁴¹. Toutefois, pour les femmes en situation précaire, la crise économique a pour effet de limiter leur capacité d'achat, notamment par catalogue. L'accès aux vêtements prêt-à-porter et certains biens usinés avait représenté pour les ménagères un allègement dans leurs tâches quotidiennes, n'étant plus obligées de confectionner elles-mêmes les vêtements de la famille. La précarité contraint donc beaucoup de femmes à reprendre la fabrication artisanale des vêtements ou de savon⁴².

Une fois le ménage installé, le potager labouré et la terre défrichée, les cultures peuvent débuter. Les premiers résidents du canton⁴³ ont toutefois la mauvaise surprise de découvrir que les terres allouées sont moins fertiles que prévu... À Villebois, Beaucanton et Val-Paradis, les revenus tirés de l'agriculture sont difficiles à obtenir, et de nombreux hommes se tournent vers la forêt en travaillant sur les chantiers. D'autres se tournent vers la vente de bois aux scieries et papetières. L'agriculture pratiquée relève donc plus de la subsistance que d'une activité commerciale. Dans ce contexte de revenus limités et d'absence prolongée des hommes, les femmes sont en première ligne de la subsistance de la famille. Elles assument et supervisent quasi entièrement la responsabilité de la production de la terre. Certaines parviennent à vendre leur petits surplus (beurre, lait, œufs) au voisinage et au sein du village. Tel que mentionné, le soin du potager et les travaux de subsistance reposent sur elles. La situation précaire des familles oblige aussi les épouses à surveiller les finances familiales. Colette Côté relate que sa mère tient un inventaire serré des denrées et consacre beaucoup de temps et d'énergie à cette gestion⁴⁴.

Ma mère, c'est comme je vous dis, c'était tellement une organisatrice, elle savait tout, à l'automne elle allait à La Sarre ou chez Mercier pour s'acheter par exemple des pois, pour s'acheter des fèves, pour s'acheter de la farine, pour s'acheter du sucre, puis elle mesurait tout. Il fallait par exemple, tant de pois pour faire une soupe, puis on en aurait pour tant de jour, elle savait tout ça elle. Elle était vraiment organisée.

— Une économe ?

⁴¹ *La Patrie*, 22 août 1955

⁴² Collectif Clio, *op. cit.* p.322-323

⁴³ Vincent, *op. cit.* p. 239-243.

⁴⁴ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

Oui. Puis c'est comme ça qu'on passait pour quasiment des riches nous. On ne l'était pas, mais on mangeait bien, on était bien vêtu parce qu'elle s'organisait⁴⁵.



Photo : Mme Luce Guay tenant deux pains devant un four à pain artisanal. Villebois, 1940. BAnQ \ P213,P41

Occupations

À l'époque on attend des femmes mariées que leur occupation principale soit la gestion du foyer. Leur liste de tâches est longue : travaux de couture et de raccommodage, filage, tricot, fabrication du pain, préparation des repas, mise en conserve des aliments, lavage des vêtements et de la vaisselle, nettoyage et entretien de la maison, soin et éducation des enfants, des malades et des aînés⁴⁶. Tel que mentionné, la production alimentaire pour la famille repose surtout sur les femmes, aidées de leurs enfants. Hormis les potagers, on cultive essentiellement du blé, de l'orge

⁴⁵ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

⁴⁶ Louise Bryce. *Les femmes et la quotidienneté à la frontière minière en Abitibi: Val-D'or 1933-1950*. Mémoire de Maîtrise, Université d'Ottawa, 1998, p.33

ainsi que du foin pour nourrir le bétail⁴⁷. Les femmes veillent aussi quotidiennement aux emplettes familiales. Les réseaux d'entraide sont mis à profit : en raison de la distance, les femmes confient leurs courses à une personne qui se rend avec la liste de chacune au magasin général, à Clermont ou à La Sarre. On constate donc la place centrale des mères de famille dans la qualité de vie du foyer. Comme le disait une habitante de l'Abitibi à cette époque, « *on a eu de la misère, mais on n'a pas été misérable* »⁴⁸.

En dehors du foyer, les rares domaines professionnels – religieux ou laïques – accessibles aux femmes sont des extensions du rôle domestique attribué aux femmes : le soin ou l'éducation des enfants. En région éloignée, la profession de *garde-malade* – ou *infirmière de colonie* – s'exerce dans des conditions très différentes de celles des infirmières urbaines. En 1936, le gouvernement provincial crée le *Service médical d'aide aux colons*, afin de fournir aux colons abitibiens et aux résidents de villages éloignés un accès à des soins médicaux essentiels. Un réseau d'infirmières de *colonies* et de dispensaires est mis en place⁴⁹. Le manque de médecins ayant poussé ce décret, cela bénéficie aux infirmières. Le travail en *colonie* leur offre plus d'indépendance professionnelle et un plus large éventail de responsabilités, puisqu'elles obtiennent le droit de pratiquer des actes normalement réservés aux médecins⁵⁰. Les gardes-malades doivent « *fournir un service médical aussi complet que possible* ». Elles ont le droit de procéder aux accouchements avant la construction de l'hôpital de La Sarre en 1959. Elles posent des diagnostics préalables avant d'envoyer un patient à l'hôpital de La Sarre⁵¹, font des prescriptions, administrent les médicaments, font office de dentiste, etc... Qui plus est, le clergé leur accorde le droit de procéder aux baptêmes des nouveaux-nés faibles⁵². Les tâches des infirmières incluent d'ailleurs un important volet de soins aux mères et aux enfants. Suivis prénataux, consultations à domicile, soins d'urgence, éducation sanitaire individuelle et collective, prévention sur l'hygiène maternelle, infantile et scolaire, l'hygiène de l'adulte et du vieillard, la tenue de cliniques de puériculture et d'immunisations, le dépistage et le contrôle des maladies contagieuses, la collaboration avec les agences sociales et les centres de traitement et, enfin, l'exécution de toutes tâches demandées par leur supérieur⁵³. Il faut dire que les habitants font plus facilement appel à l'infirmière, car ses services sont gratuits. La précarité matérielle ainsi que les grandes distances à couvrir compliquent toutefois leur pratique.

⁴⁷ Entrevue de Lauretta Brassard, 2007. SHBJ, P99, S4, SS6, D4, P1

⁴⁸ Lafleur, *op. cit.*, p.99

⁴⁹ La mesure existait avant 1936 dans une trentaine de villages, mais était considérée comme temporaire.

⁵⁰ Johanne Daigle. « Des traces sur la neige : le passage des infirmières de colonie dans les régions isolées du Québec, 1932-1972. » Dans Thiffault *et al.* *L'incontournable caste des femmes*. PUO, 2012, p. 136-143.

⁵¹ Nicole Rousseau, Johanne Daigle. *Infirmière en colonie. Soins et médicalisation dans les régions du Québec, 1932-1972*. Presses de l'Université Laval, 2013, p.24 ; 247

⁵² *Ibid.* p. 24 ; Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.76

⁵³ Rousseau, Daigle, *op. cit.*, p.388

Pour se rendre chez les colons, tous les moyens de transport sont bons: de la marche à pied en passant par la bagnole sur les chemins de pontage, le canot à moteur sur la rivière ou bien l'équitation (...) En saison froide, elle emploie son équipage de chiens⁵⁴.

Les *garde-malades*, représentant presque à elles seules tout le système de santé des colons, constituent un maillon primordial de la communauté. Si elles demeurent sous la juridiction du médecin et surveillées par les autorités religieuses, ces femmes possèdent une grande influence dans leur paroisse d'affectation. De plus, les infirmières composent avec des moyens limités ; la difficulté d'obtenir des médicaments et leur rationnement par les autorités en sont d'autres exemples. Marie-Louise Gagnon, la première garde-malade de la région, assume seule le service aux populations de Villebois et Beaucanton jusqu'en mars 1936. Blanche Pronovost prend alors en charge la région de Villebois. Enfin, les gardes-malades qui ont servi à Villebois, Beaucanton et Val-Paradis résidaient dans des maisons-dispensaires, ce qui faisait d'elles de rares femmes à demeurer seules. Marie-Louise Gagnon est en poste à Beaucanton jusqu'en 1942. Elle est remplacée par Louise Beaudoin, qui met beaucoup d'emphasis sur l'hygiène et la vaccination pour lutter contre la mortalité infantile élevée⁵⁵. Du côté du Villebois, la communauté peut compter sur les gardes-malades Berthe Côté de 1938 à 1943, Gabrielle Lavoie de 1943 à 1947 puis Cécile Leblanc jusqu'en 1962⁵⁶. Finalement, à Val-Paradis, c'est Louise Beaudoin qui est la première à occuper le dispensaire du village. Elle est remplacée en 1948 par Jovite Langis, qui devient d'ailleurs la première infirmière de colonie au Québec à obtenir le droit de se marier en fonction. Mme Langis assure les soins dans la communauté jusqu'à l'incendie du dispensaire en 1983⁵⁷.

Au niveau professionnel, le métier d'institutrice est aussi un des rares métiers accessibles et majoritairement féminin. Le contexte régional est particulier : au moment de la colonisation de l'Abitibi, l'augmentation démographique amène un besoin accru en institutrices. Nécessitant habituellement un brevet d'enseignement, le métier s'ouvre à celles qui n'en ont pas, la capacité de savoir lire et écrire étant jugée suffisante. Elles sont toutefois désavantagées au niveau salarial : la délivrance rapide de permis d'enseignement permet de combler les postes... mais de les payer moins que leurs consœurs qualifiées. Au début des années 1930, le salaire moyen des institutrices en Abitibi est près de 45% moins élevé que dans le reste de la province⁵⁸. À Beaucanton, en 1940, le salaire offert aux institutrices est de 30,00\$ par mois (soit 589 \$ en valeur de 2024)⁵⁹. À

⁵⁴ Pierrette Lavoie. *Portraits de femmes. Tome 1*. Regroupement de femmes de Valcanton, 2012. p.104-105

⁵⁵ Lavoie, *op.cit.*, p.105-107

⁵⁶ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.76

⁵⁷ *Ibid.* p.108 ; 336

⁵⁸ Vincent, *op. cit.*, p.99, p.346

⁵⁹ Le Soleil, 13 octobre 1937

Val-Paradis en 1943, il est de 50 \$ par mois (876\$ en 2024)⁶⁰, et en 1947, il atteint 800 \$ par année (11 618 \$ en 2024)⁶¹. La forte demande en institutrices rend malgré tout plus accessible la profession à de nombreuses jeunes femmes célibataires. Dès 1937, les cantons Clermont et Rousseau sont à la recherche de 12 nouvelles institutrices⁶². À Villebois, le manque d'enseignantes dans la paroisse pousse Maria Boivin, femme mariée, à exercer ce métier⁶³. La paroisse de Beaucanton paie les coûts de formation aux jeunes femmes si elles acceptent de revenir y travailler pour un certain temps. La facilité d'accès à la profession amène son lot de situations cocasses, comme de voir une institutrice de 14 ans dont le plus vieil élève a 13 ans... Colette Côté qui commence l'école a sa grande sœur comme institutrice⁶⁴. En revanche, le métier vient aussi avec des difficultés matérielles, comme le manque de bois de chauffage pour les écoles de rang. Les institutrices et les infirmières sont les rares femmes qui habitent seules. Elles occupent généralement une maison vacante dont une partie fait office d'école. Dans le cas du canton Rousseau, la commission scolaire est créée en 1938. Pour les jeunes filles, si elles n'arrêtent pas leur scolarité pour subvenir aux besoins de leur famille, elles peuvent suivre une formation d'enseignante, d'infirmière ou de religieuse à Amos ou à Rouyn.

Rares sont les professions qui permettent aux femmes de l'époque de s'émanciper du rôle de ménagère, d'accéder à une indépendance financière afin de ne pas avoir à répondre d'un père ou d'un mari. Rappelons que si les Québécoises obtiennent en 1931 le droit de disposer de leur salaire, c'est seulement en 1964 qu'elles obtiennent le droit d'administrer l'ensemble de leurs finances⁶⁵. Tel que mentionné précédemment, ces rôles s'inscrivent dans le prolongement du rôle domestique traditionnellement attribué aux femmes. Comme le souligne Colette Côté, institutrice à Beaucanton : « *C'était à peu près les seules choses qui s'offraient à nous autres à l'époque.* »⁶⁶. De plus, il est important de souligner que ni l'institutrice ni l'infirmière ne pouvaient exercer leur métier lorsqu'elles se mariaient, en tout cas dans les premières années de la colonisation. Au début des années 1950, Jovite Langis est la première infirmière à se marier et à continuer d'exercer ses fonctions au dispensaire de Val-Paradis. Son mari et ses quatre enfants vivent dans le dispensaire avec elle. Jovite emploie d'ailleurs une aide à domicile pour s'occuper des enfants lorsqu'elle est appelée par des malades. Comme elle le disait : « *Ça demanderait de l'organisation et de la planification pour pouvoir être épouse, mère et infirmière* »⁶⁷.

⁶⁰ Le Soleil, 12 août 1943.

⁶¹ L'Action catholique, 14 août 1947

⁶² Le Soleil, 2 août 1937

⁶³ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.28

⁶⁴ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

⁶⁵ Collectif Clio, *op. cit.*, p.350-357

⁶⁶ Entrevue de Colette Côté, 2007. SHBJ, P99,S4,SS6,D1,P1

⁶⁷ Lavoie, *op. cit.*, p.115.

Finalement, les hommes étant régulièrement aux chantiers ou travaillant dans les scieries, certaines femmes sont appelées à assumer la gestion des entreprises de leurs maris. Citons le cas de Lauretta Brassard, qui gère la caisse populaire et le bureau de poste de Villebois à partir de 1956 alors que son mari en est le propriétaire. À Beaucanton, Emma Jolin prend, suite au décès de son mari, la responsabilité du Bureau de poste de 1937 à 1967⁶⁸. Sa fille relate qu'elle « *ne compte pas ses heures et certains frappent à sa porte très tard le soir espérant récupérer du courrier [...] Elle ne refuse jamais d'ouvrir sa porte* »⁶⁹. Notons que ces rôles de collaboratrices dans l'établissement et le maintien des activités économiques et commerciales de la famille passent souvent sous silence. À l'époque, les femmes et les filles qui œuvrent au sein des entreprises familiales, travaillent généralement sans salaire ou reçoivent de très petites sommes, tout en assumant la charge domestique et le soin des enfants. Véritables collaboratrices des entreprises, elles pourtant rarement citées à la mesure de leur implication⁷⁰.

Vie sociale et culturelle

Les habitations en campagne étant distantes les unes des autres, la vie sociale se déroule principalement dans les rangs. Le voisinage représente donc l'essentiel des contacts sociaux en dehors de la famille, les contacts inter-rangs étant plus rares. Ces réseaux d'entraide viennent briser l'isolement des femmes et améliorent leur condition.

Le développement et le maintien de liens sociaux est essentiel à de multiples moments au cours de la vie des femmes, comme pour la transmission des savoirs. Malgré la présence d'un dispensaire, les femmes représentent la première ligne de soins au sein du foyer. Le partage d'expérience et de remèdes maisons sont partagés entre femmes, pour pallier à l'accès difficile aux médicaments. Le soutien du réseau féminin est aussi sollicité lors des accouchements : les femmes expérimentées y assistent souvent les futures mères. Après la naissance d'un enfant, amies, voisines, parentes prennent le relais pendant plusieurs jours pour les relevailles, lors desquelles les femmes doivent rester alitées neuf jours au minimum. Celles-ci prennent alors en charge les travaux domestiques, les repas, le soin des enfants⁷¹. Le cercle social est aussi un des seuls recours sur lequel les femmes peuvent compter en cas de veuvage. Dans une telle situation, c'est non seulement la vie familiale qui est bouleversée, mais aussi la subsistance des femmes. La présence

⁶⁸ Beaucanton, *op. cit.* p.21 et Laurette Brassard, p.24

⁶⁹ Pierrette Lavoie. *Portraits de femmes*. Tome 2. Regroupement de femmes de Valcanton, 2012. p.614

⁷⁰ Collectif Clio, *op. cit.*, p.327-329.

⁷¹ Entrevue de Jeannine Boivin-Thibault, 2007. SHBJ, P99,S4,SS1,D9,P1 ; Denise Lemieux, Lucie Mercier. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*. IQRC, 1992, p.196-197.

d'un réseau familial et social fort à proximité permet d'atténuer la précarité de la situation ou d'éviter la dislocation d'une famille en accueillant les enfants⁷². Finalement, si les témoignages manquent à cet effet, on peut supposer que la présence d'un réseau social de proximité fort peut alléger la situation de femmes en position de vulnérabilité conjugale.

Les *Cercles des fermières*⁷³ s'organisent très tôt au sein des communautés, et deviennent des espaces de socialisation importants. En 1939 le *Cercle* de Villebois est fondé par madame « Joseph » Mailloux. Il réunit alors une trentaine de femmes⁷⁴. Celui de Beaucanton est fondé l'année suivante⁷⁵. Les *Cercles* sont aussi des espaces de formation et d'apprentissage. En plus de développer leurs aptitudes en couture et d'avoir accès à un métier à tisser, les femmes développent aussi leurs connaissances sur l'alimentation, la médecine familiale, l'agriculture, l'entretien d'un poulailler, etc.. De plus, grâce au *Cercle*, les femmes peuvent se procurer leurs semences et peuvent solliciter les conseils d'un agronome⁷⁶. Ce type d'association joue un rôle social important et renforce le réseau féminin. L'une des plus remarquables réalisations du *Cercle* de Villebois est la création d'une caisse des décès pour épauler les familles endeuillées en fournissant notamment des repas. La devise du *Cercle des Fermières* résume bien les préoccupations de ces femmes : « *Pour la Terre et le Foyer* »⁷⁷.

CHAPAIS ET CHIBOUGAMAU : LES CAMPEMENTS MINIERS

Il n'est pas aisé de retracer le parcours des femmes qui ont vécu, un temps, au sein des campements miniers de la région Chapais-Chibougamau, avant la fondation de ces villes. Jusqu'en 1950, le secteur correspond à ce qu'on peut appeler une région *frontière* : un espace éloigné des centres urbains, au développement désorganisé, sans institutions ni services. Les régions *frontières* sont majoritairement peuplées d'hommes attirés par le travail d'extraction des ressources. Prospecteurs, travailleurs journaliers ou spécialisés, gardes-feux, aviateurs... Un important déséquilibre des sexes y règne habituellement. Ce type de milieu isolé favorise une culture de liberté, mais aussi très masculine et virile qui peut être difficile, voire hostile, pour les femmes⁷⁸. Un

⁷² Lemieux, Mercier, *op. cit.* p.339-342.

⁷³ Fondé en 1915, le Cercle des fermières visent à promouvoir le retour à la terre des familles en ciblant les femmes par la valorisation du travail ménager, artisanal et agricole.

⁷⁴ Boucher, *loc. cit.* p.160

⁷⁵ Le Soleil, 26 novembre 1940

⁷⁶ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.67

⁷⁷ Boucher, *loc. cit.* p.160

⁷⁸ Vincent, *op. cit.* p.372-375 ; Bryce, *op. cit.*, p.2-3.

exemple local parmi les plus frappants de cette culture est le meurtre du prospecteur polonais Frank Adamoski, abattu par Hugues Lanctôt, pour avoir fait des avances homosexuelles au fils de ce dernier⁷⁹. Nous tenterons de tracer les grandes lignes de la présence féminine allochtone dans le secteur, en explorant les parcours des rares femmes dont les noms nous sont parvenus et en brossant un portrait du cadre de vie au sein des campements miniers désorganisés.

Profils de femmes

En décembre 1929, madame « Jack P. Peterson », visiteuse de passage, rejoint son époux qui travaille au lac Opémiska. Le couple y loge dans une cabane en bois rond, et madame Peterson accompagne son mari en forêt. De retour au sud, sa visite est célébrée comme un exploit : elle donne une conférence devant des journalistes au Château Frontenac. Elle y dresse un portrait exotique de son expérience, présentée comme celle d'une aventurière, se proclamant la « première femme blanche à se rendre dans le district de Chibougamau ». Celle qui n'avait jamais porté de raquettes auparavant raconte son « affrontement » avec un loup au lac Laura... (Elle précise ensuite qu'un loup rôdait plutôt autour des campements la nuit). Le récit d'aventure qu'elle fait veut exalter l'imaginaire d'un public fasciné par le Nord et la « vie dans les neiges éternelles »⁸⁰.

Si madame Peterson croit – probablement sincèrement – être la première allochtone à fréquenter le territoire, rien n'est moins sûr. Dans un film amateur et muet tourné à l'été 1929, le pilote Lloyd B. Rochester croque les scènes quotidiennes de l'équipe de prospecteurs de Leo Springer. Capté dans ce qu'on nomme alors le district de Chibougamau, mais qui est probablement le lac Opémiska, le film se concentre principalement sur les activités d'une femme. Elle y fait la cuisine, joue avec un chiot, mange avec les membres de l'équipe de prospection, puis, dans une autre scène et un autre décor, quitte au volant d'une automobile⁸¹. L'identité de cette dame est incertaine, mais il pourrait s'agir de Viola MacDonald, épouse de Leo Springer. Ce cas témoigne d'une réalité que nous ne pouvons chiffrer. Si la première découverte de cuivre est faite au lac Chibougamau en 1903, dès 1906, on estime qu'entre 200 et 300 prospecteurs arpentent déjà le secteur. La prospection s'y accélère au cours des années 1920. Le territoire accueille aussi des équipes d'arpenteurs, d'aviateurs, commerçants, de garde-feu ou de journaliers. De nombreuses femmes ont pu accompagner leur proche en forêt, pour des séjours plus ou moins longs, sans jamais que ceux-ci ne soient consignés ni publicisés. C'est notamment le cas pour Thérèse Bernier,

⁷⁹ La Gazette du Nord. « Pour avoir vengé son enfant ». 24 juillet 1936, p.1

⁸⁰ Le Soleil. « Madame Petersen à Québec ». 20 décembre 1929, p.3

⁸¹ BAC, 2001-0170.

épouse de l'arpenteur Jean-Baptiste Gaudreau, qui rejoint son époux fréquemment pour des séjours en forêt de quelques semaines. L'emploi de son mari lui offre une occasion de voyager sur un territoire extrêmement vaste, allant du lac Opémiska jusqu'au lac Sakami en passant par Neokwescaw, des années 1930 aux années 1950. Elle emmène parfois ses enfants, dont sa fille Françoise Gaudreau, qui rencontre d'ailleurs son époux pilote de brousse dans leur campement au lac Opémiska. Au cours de leurs premiers mois de mariage, elle rejoint à son tour son époux basé au lac Caché, et y loge avec lui dans une tente en forêt jusqu'à un stade avancé de sa première grossesse⁸². Le développement de l'aviation de brousse des années 1920 aux années 1940 a facilité l'accès au territoire à de nombreux prospecteurs et travailleurs... mais a aussi probablement facilité la venue de visiteuses temporaires et anonymes. C'est du moins le cas pour mesdames Peterson, Bernier et Gaudreau.



Photo : Mme Thérèse Bernier prenant part à une expédition d'arpentage de son époux. SHBJ \ P171,S1,SS2,SSS29,P12

Tel que mentionné, les régions *frontières* sont des territoires rudes, très masculins, où les femmes ont peu de place. Celles qui s'y aventurent ont certainement davantage à bénéficier d'une sorte de protection d'un frère, d'un père ou d'un conjoint. Les rares femmes qui ont vécu dans le secteur et qui ont laissé des traces de leur séjour sont d'ailleurs généralement venues avec leur époux ou un membre de leur famille. C'est le cas de Catherine Maynard, originaire de

⁸² Françoise Gaudreau. « Aéroplanes et expéditions de J.B.G. », dans : Thomas Fecteau et Françoise Gaudreau, *Au-delà du 48e parallèle*, 2009, p.209-305.

Colombie-Britannique et diplômée de l'*University of British-Columbia*. Elle arrive au lac Chibougamau en 1934 avec son conjoint d'origine allemande Henry C. Giegerich, gérant de la mine *Chibougamau Consolidated Goldfield*, et leurs trois enfants⁸³. Il en est de même pour Ruth Lewis qui arrive la même année avec son époux, le Dr. Oliver Stanton. Madame Lewis a un parcours qui ne la prédestine pas à se retrouver en forêt. Originnaire de Nouvelle-Écosse, elle poursuit des études en art, puis en ergothérapie à New York, puis en soins infirmiers à Toronto. Elle y rencontre son futur époux. Sans emploi pendant la crise économique, même pour un médecin, les jeunes mariés tentent leur chance dans les villes minières du nord. Stanton est embauché par la mine *Consolidated Goldfield*, mais leur séjour est bref. La mine ferme en 1937 et le couple s'installe à Yellowknife⁸⁴. Mentionnons aussi la présence des mesdames « Jos Sabourin » et « Arthur Forest », dont on sait peu de chose, sinon qu'elles sont épouses de prospecteurs et employés de la mine. Quant à Yvonne Lafond, c'est pour aider sa belle-sœur Marguerite Coulombe, (épouse de prospecteur et fille de garde-chasse), qu'elle quitte son emploi de corsetière à Montréal et débarque au lac aux Dorés en décembre 1936. Elle s'unit quelques mois plus tard à Roméo Coulombe⁸⁵ et devient la première femme à se marier au campement minier. Avec la chute du prix des cuivres à la fin des années 1930 et le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, le campement minier se vide presque entièrement, au point où le gouvernement fait incendier les campements abandonnés du lac aux Dorés. Le couple Yvonne Lafond et Roméo Coulombe fait partie des rares personnes à demeurer sur place jusqu'à la fondation de la ville de Chibougamau⁸⁶. La reprise des activités après la guerre amène une nouvelle génération de résidentes au campement minier. Notons Claire Jourdain, fille de pêcheur de la Côte-Nord, qui rejoint son époux en 1945, gardien de la mine Obalski. Si de nombreux profils de femmes nous échappent encore, soulignons toutefois la division nette – même dans la brousse – entre les profils des femmes anglophones, bourgeoises, et les femmes francophones, issues de milieux populaires.

D'autres femmes ayant séjourné dans le secteur ont fait couler beaucoup d'encre, mythifiées et stéréotypées, sans jamais toutefois sortir de l'anonymat. Ces femmes marquent l'imaginaire, aux côtés des prospecteurs, des trappeurs et trafiquants d'alcool... les prostituées. On sait peu de choses sur celles que Louis-Edmond Hamelin surnomme les *cuissinières*, sauf qu'elles fréquentaient les campements miniers, venues par avion depuis Montréal, pour de brefs séjours⁸⁷. Ces visites à Chibougamau qu'on dit sporadiques sont probablement planifiées. À la même époque,

⁸³ Victor Tremblay. « Lettre ouverte ». *La Sentinelle*, 25 octobre 1966, p.11 ; Avis de décès : *Michael Edward Giegerich*, 2021.

⁸⁴ Valorie Lennox. « The Yellowknife years ». *The Yellowknifer*, 7 avril 1995 ; *The Yellowknifer. Ruth Stanton Obituary*. 5 avril 2002.
Note : la famille Griegerich s'installe aussi à Yellowknife à la fermeture de la mine, en 1937.

⁸⁵ Roméo Coulombe est le frère de Marguerite Coulombe. Sans doute se connaissent-ils déjà.

⁸⁶ Lawrence Hart. « Le premier couple marié à Chibougamau ». *Saguenayensia*, vol. 1, no. 1, 1959, p.10-14.

⁸⁷ Louis-Edmond Hamelin. « Le mythe de Jos Chibougamau ». *Saguenayensia*, vol. 35, no.1, 1993, p.4-5.

à Val-d'Or et à Roc-d'Or (Malartic), les femmes viennent de l'extérieur aux 2 semaines, jour de paie des mineurs⁸⁸. Si le séjour est assez payant pour prendre la peine de venir en avion – les prostituées sont d'ailleurs les premières à pouvoir se payer des voitures à Val-d'Or – leurs frais doivent aussi être très élevés : hébergement, transport, soins médicaux, contraceptifs, avortements (clandestins), et amendes reçues dans les villages miniers dotés de forces policières⁸⁹. Certaines s'installent plutôt dans les premiers établissements hôteliers, comme l'hôtel Obalski, premier bâtiment érigé en 1949 sur le site de la ville de Chibougamau⁹⁰. Le surnom d'une seule d'entre-elles nous est parvenu, *Boxcar Annie*, d'origine suédoise ou polonaise, venue de Val-d'Or⁹¹. Au cours des années 1930 et 1940, les prostituées sont nombreuses à visiter l'ensemble des camps miniers du Nord, toujours pour de brefs séjours. La prostitution est un mode de survie à la misère et témoigne de la détresse de celles qui n'ont aucune autre option. C'est aussi une situation transitoire⁹² qui prend fin lorsqu'une femme parvient à améliorer son sort. En pleine crise économique, les prostituées vont là où on trouve de l'argent, et là où les femmes sont rares. C'est ainsi que *Boxcar Annie* suit la progression des camps miniers : elle passe de Kirkland Lake, à Rouyn, puis à Roc-d'Or et à Val-d'Or⁹³.

Dénombrement

Pour le recensement de 1931 sur le territoire non-organisé de *Chibougamau, Lac Vert, Lac Doré et Barrage City* (district de l'Abitibi), on ne compte que 3 femmes inscrites : Myriam Moar, et ses filles Gene et Christiana Moar. Myriam Moar est l'épouse d'Alexander "Sandy" Ritchie, gérant du poste de traite de la *Compagnie de la Baie d'Hudson* au lac Chibougamau. Inscrites toutes trois de nationalité écossaise comme Ritchie, Myriam Moar est en réalité d'origine crie⁹⁴. En 1949, 3 femmes seulement sont inscrites sur la liste électorale de l'arrondissement fédéral, sur un total de 44 personnes : Claire Jourdain, Mary Bordeleau (d'origine crie) et Mme « Lucien Demers », toutes domiciliées au Lac aux Dorés. Notons que ce territoire, faisant partie de la circonscription de

⁸⁸ Bryce, *op. cit.* p. 51-54 ; Alexandre Faucher. *De l'or et des putes : Vie et mort d'un village de squatters abitibien*. Mémoire de maîtrise, UdeM, 2013, p.89.

⁸⁹ Bryce, *Ibid.*

⁹⁰ SHBJ. Entrevue de Joachim Bordeleau, 1988.

⁹¹ Tremblay, Victor, *loc. cit.* p.11.

⁹² Bryce, *op. cit.* p. 51-54

⁹³ Denys Chabot. *Val-d'Or*. Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or, 2009, p.110-111.

Voir aussi : Émélie Rivard-Boudreau. *Val-d'Or au féminin*. Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or. 2025. À PARAÎTRE.

⁹⁴ BAC. *Recensement 1931*.

Myriam Moar est originaire de Mistissini et est la fille de Tommy Moar. En 1932, Christiana (Tana) décède de la tuberculose en 1932. Sa mère s'éteint elle aussi en 1935. La petite Gene, et son frère Alexander sont envoyés chez leur grand-parents Moar, alors établis à Mashteuiatsh (autrefois Pointe-Bleue).

Chapleau, inclut les territoires des lacs Chibougamau, aux Dorés, Opémiska, Doda, Bachelor, Mistassini, Obatogamau et Albanel. Fait intéressant, 2 femmes autochtones votent lors de cette élection, et parmi les inscrites, seule Claire Jourdain est en mesure de voter. Nous remarquons aussi l'absence d'Yvonne Lafond et de madame « Arthur Forest » sur la liste électorale et dans la liste des votants⁹⁵. La liste annotée par l'officier énumérateur souligne la mobilité des résidents du secteur, dont la moitié des inscrits sont notés comme absents du secteur ou ayant quitté le secteur. Elle est donc peu représentative de la population occupant le secteur à l'époque. Il est en fait impossible pour le moment d'établir un dénombrement clair de la population du secteur, et des femmes y résidant.

Conditions de vie

À Kirkland Lake, le Dr Stanton n'a trouvé qu'un travail à temps partiel auprès d'un médecin local. Pendant la dépression, Stanton souligne : « Vous pouviez travailler d'arrache-pied et il n'y avait pas d'argent ». Les perspectives étaient un peu meilleures dans une autre ville minière du Nord, à Chibougamau. « C'était en plein milieu de la brousse. Nous vivions dans une cabane en bois rond, avec des seaux d'eau ». Petit à petit, ils ont commencé à bâtir une vie dans la communauté. Et puis, brusquement, ce fut fini. « La mine a fermé. Un après-midi seulement, la mine a fermé ses portes », raconte Stanton. « Nous venions d'acheter de nouveaux meubles et nous avons dû les quitter ». Le coût du déménagement à Chibougamau était prohibitif.

Entrevue de Ruth Lewis (traduction libre)⁹⁶.

Au cours des années 1930 et 1940, la population du secteur est disséminée dans divers campements temporaires et cabanes en forêt, en particulier le long du lac aux Dorés, et à proximité des mines *Obalski* et *Chibougamau Consolidated Goldfield*⁹⁷. En 1939, le campement Obalski prend la forme d'un village d'une dizaine de cabanes en bois rond⁹⁸. Le type d'habitations évolue pas ou peu avant la fondation de la ville, et le secteur brille par son absence de commodités. Les cabanes et installations industrielles qui bénéficient d'électricité sont fournies par des génératrices au gaz⁹⁹. Il n'y a pas d'eau courante ou de réseau d'égout. En 1939, le campement du lac aux Dorés est relié

⁹⁵ SHBJ, P5,S2,SS7,D8.

⁹⁶ Lennox, *loc. cit.* p.5.

⁹⁷ Girard *et al.*, *op. cit.* p. 243-244.

⁹⁸ Le Soleil. « Un centre de Québec rapidement ouvert au progrès ». 11 février 1939, p.10.

⁹⁹ The Chibougamau Miner. « Chibougamau Power ». Janvier-Février 1950.

par la ligne téléphonique. L'unique téléphone est alors installé chez le couple Lafond-Coulombe¹⁰⁰. Le camp possède aussi une station radio-météorologie. Autrement, les communications extérieures et avec les campements isolés en forêt sont assurées par le service aérien.



Photo : Mme Yvonne Lafond à Chibougamau (Cedar Bay), 1939. SHBJ \ P005,S2,SS4,D57,P23

Les témoignages sur les conditions de vie dans les campements miniers du secteur sont rares et parcellaires. Ceux recueillis à Val-d'Or auprès des premières arrivantes peuvent toutefois nous éclairer sur le quotidien des femmes du secteur : leur milieu de vie est au départ similaire. Ces dernières relatent qu'elles ont beaucoup souffert du froid en hiver, puisque les cabanes en rondins sont mal isolées et ne possèdent pas de fenêtres et de portes doubles. L'absence de pavement à l'extérieur crée aussi une charge de travail supplémentaire aux femmes, le sable et la boue étant omniprésents¹⁰¹. Si le milieu de vie est rudimentaire, la situation peut être vécue par certaines femmes comme un avantage. Françoise Gaudreau déclare en 2013 avoir vécu ses plus beaux moments à vivre dans une tente en forêt. Elle se sent libre et mentionne le bonheur de ne pas avoir

¹⁰⁰ Le Soleil, *loc. cit.* p.10.

¹⁰¹ Bryce, *op. cit.* p.25-27.

de ménage à faire. Notons toutefois qu'elle y a vécu de manière temporaire, le couple ayant une maison à Senneterre¹⁰². L'expérience de Claire Jourdain semble plus abrupte: son époux ne l'a pas informée de ce qui l'attendait. Elle le rejoint au lac aux Dorés en 1945 et découvre seulement en débarquant de l'avion qu'ils n'ont qu'une tente comme logis. Elle arrive en forêt en robe et souliers à talons, sans avoir emporté de vêtements adaptés à sa nouvelle vie. C'est seulement après plusieurs mois que le couple emménage dans une cabane en bois rond au bord du lac aux Dorés, qu'ils habitent jusqu'en 1957 ou 1958¹⁰³.

Les épouses qui occupent la charge domestique et gèrent la consommation au sein du foyer doivent composer avec le défi de l'éloignement. Après une visite à Chibougamau en février 1939, le journaliste saguenéen Paul Tremblay note dans *Le Soleil* que le prix des aliments est particulièrement élevé, puisque ceux-ci sont acheminés par avion¹⁰⁴.

*Ça coûte 1,75\$ à 2\$ par jour pour nourrir un homme, 3,50\$ à 4\$ par jour pour un cheval et 10\$ par mois pour nourrir un chien. [...] Comme les chiens offrent le meilleur moyen de transport à Chibougamau, tous les prospecteurs et les gens de l'endroit en ont deux, trois et même quatre, ce qui coûte très cher. Le sucre se vend 13\$ la poche et les patates 8\$, et tout le reste est à l'avenant.*¹⁰⁵

Notons que 1\$ en 1939 vaut environ 21\$ en 2024. À titre de comparaison, dans le même numéro du journal *Le Soleil*, le prix du marché des denrées vendues en gros à Québec est de 0,75\$ pour 80 lbs de patates du Québec ; 10\$ pour une tonne de foin pressé ; 0,25\$ pour un poulet ou un dindon. Le ravitaillement par avion perdure jusqu'à l'ouverture de la route permanente reliant le secteur au lac Saint-Jean, en 1949. Devant des prix aussi prohibitifs, les résidents se tournent vers la chasse et la pêche, prenant une grande place dans l'alimentation¹⁰⁶. Certains résidents du campement cultivent aussi des potagers¹⁰⁷. Les sources à propos de la place occupée par les femmes des campements miniers au sein des activités de subsistance manquent. En 2013, Thomas Fecteau témoigne que c'est son épouse Françoise Gaudreau, qui a déjà une bonne expérience de la vie en forêt, qui lui a tout appris : chasser, pêcher, vivre dans les bois¹⁰⁸. Les archives illustrant les séjours en forêt de ses parents témoignent de la part active que prend Thérèse Bernier dans ces

¹⁰² Témoignage de Françoise Gaudreau dans le documentaire *L'Amour a des Ailes*, Netima, 2014.

¹⁰³ SHBJ. *Fiche de renseignements 1 – Claire Jourdain*. P5,S2,SS1,D81,P1

¹⁰⁴ *Le Soleil*, *loc. cit.* p.10.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Feuille de calcul de l'inflation*, Banque du Canada.

¹⁰⁷ The Chibougamau Miner. « Fine potatoes ». Décembre 1949 ; SHBJ,P5,S2,SS7,D9.

¹⁰⁸ Témoignage de Thomas Fecteau dans le documentaire *L'Amour a des Ailes*, Netima, 2014.

activités¹⁰⁹. Quant à la culture de petits potagers, on peut supposer que les femmes assument aussi ce rôle, comme c'est généralement le cas dans les régions agricoles. Les denrées et biens de premières nécessités peuvent être obtenus dans les commerces de fortunes, comme ceux d'Hugues Lanctôt (jusqu'en 1936), de Lucien Demers, d'Edmond Litalien à la baie des Cèdres (qui fait aussi office d'hôtel et de salon de coiffure)¹¹⁰ ou encore au poste de traite de la *Compagnie de la Baie d'Hudson*. Ce dernier ferme d'ailleurs ses portes en 1942, après la désertion du camp minier pendant la guerre, sa rentabilité étant étroitement liée à la présence du campement¹¹¹. La *Consolidated Chibougamau Goldfield* importe aussi de grandes quantités de denrées manufacturées, de fruits et de légumes¹¹². Les familles des employés peuvent-elles aussi s'approvisionner aux cuisines des mines, comme c'est la pratique en Abitibi ? Nous l'ignorons.

Un autre manquement important sur les conditions de vie des femmes au campement minier touche la santé, la maternité et le soin des enfants. À son arrivée à la baie des Cèdres, Catherine Maynard est mère de 3 enfants : Margaret Giegerich, 9 ans, ainsi que des jumeaux Henry et Catherine, âgés de 6 ans¹¹³. En avril 1937, elle donne naissance à son dernier enfant, Michael. Il est le premier enfant allochtone (connu) à naître au campement minier de Chibougamau¹¹⁴. Nous ne disposons d'aucun détail sur la manière dont Madame Maynard a vécu sa grossesse et son accouchement. Tel que mentionné, la mine *Chibougamau Consolidated Goldfield* avait à son emploi le Dr. Oliver Stanton. Il est fort probable qu'elle ait bénéficié d'un suivi et de l'assistance du médecin, surtout que Madame Maynard a un statut particulier, même dans la *brousse*. Elle est l'épouse du gérant de la mine. L'épouse du médecin, Ruth Lewis, ayant une formation d'infirmière et d'ergothérapeute, a aussi pu jouer un rôle dans le soutien aux mères du campement. Alors sans enfants, a-t-elle aussi été à l'emploi de la mine et assisté son époux ? Mystère. Quant à Marguerite Coulombe, elle accouche de son premier enfant, Laurence Lafond, à Montréal en 1938¹¹⁵. C'est probablement cette enfant que Paul Tremblay décrit en février 1939 comme le « premier bébé blanc » de Chibougamau, qui déjà âgée de 4 mois, « semble vouloir faire un bon prospecteur »¹¹⁶. Si Mme Coulombe est contrainte de se rendre si loin, c'est que le secteur ne compte plus de médecin. Il en va de même en 1947 : Claire Jourdain doit quitter le campement minier en avion pour accoucher de

¹⁰⁹ SHBJ, fonds P171 Thomas Fecteau et Françoise Gaudreau.

¹¹⁰ Mansion, Hubert. *Chibougamau, dernière liberté*. Michel Brûlé. coll. « La Saga du Nord ». 2009.

¹¹¹ Frenette, Jacques. *L'histoire des Cris de Chibougamau. Une bande amérindienne révèle son identité*. Centre indien cri de Chibougamau, 1985, p.38-40 ; 45.

¹¹² SHBJ, P5,S2,SS7,D41

¹¹³ Avis de décès : *Margaret Sloan*, 2016 ; Avis de décès : *Hank Giegerich*, 2020 ; Avis de décès : *Betty Wetmore*, 2018.

¹¹⁴ Tremblay, *loc. cit.* p.11

¹¹⁵ SHBJ, collection P58 Laurence Lafond-Guérin.

¹¹⁶ Le Soleil, *loc. cit.* p.10

son premier enfant, Raoul, puisqu'il n'y a aucun médecin sur place. Elle séjourne à cette occasion chez sa sœur, à Saint-Antoine de Tilly¹¹⁷.



Photo : Mme Yvonne Lafond et sa nièce Laurence Lafond à Chibougamau, 1939. SHBJ \ P058,D1,P1

Occupations

Les rares femmes vivant au sein des campements miniers pour lesquelles nous disposons de renseignements semblent occuper des emplois traditionnellement féminins. Claire Jourdain, issue d'une famille de pêcheurs de la Haute Côte-Nord, a eu un parcours scolaire bref et elle a dû quitter le foyer dès 14 ans pour subvenir à ses besoins. Lorsque les problèmes d'alcool de son

¹¹⁷ SHBJ. *Fiche de renseignements 1.*

Note : le fils de Claire Jourdain est d'ailleurs considéré (à tort) comme le premier enfant né à Chibougamau.

conjoint affectent la subsistance de la famille, elle doit se débrouiller seule, et entreprend de laver le linge des hommes en forêt pour subvenir aux besoins de ses enfants. Elle occupe par la suite de multiples emplois de cuisinière et de ménagère tout en continuant d'être un des piliers économiques du foyer¹¹⁸. Catherine Maynard s'emploie plutôt à la scolarisation de ses enfants et possiblement de ceux des autres membres de la communauté anglophone. Elle poursuit, du moins dans cette voie, quand la famille s'établit à Yellowknife en 1937. Yvonne Lafond, quant à elle, occupe un rôle de téléphoniste pour le seul téléphone du campement de Chibougamau en 1939. Par ailleurs, certaines femmes ont probablement travaillé avec leur époux. Pensons à Thérèse Bernier qui participe sporadiquement aux expéditions d'arpentage de son conjoint. Notons aussi le cas de Joyce Oakley, anglaise d'origine bourgeoise, qui collabore aux travaux de prospection minière de son conjoint. Elle assume la gestion et l'intendance du campement, mais travaille aussi aux activités de forage¹¹⁹. Pour ces collaboratrices, quel salaire ? Nous ne disposons pas de renseignements actuellement sur ce que les femmes obtenaient pour ces travaux. Tel que mentionné précédemment, il est toutefois courant à l'époque que les femmes qui travaillent au sein des entreprises familiales ou collaborent au travail salarié de leur conjoint ne reçoivent aucun salaire...Même pour des rôles occupés à temps plein. En parallèle, celles-ci assument aussi la gestion du foyer¹²⁰.

Vie sociale et culturelle

La vie dans les campements miniers offre à ses habitants une certaine liberté. On n'y trouve aucune présence religieuse permanente avant l'implantation de villages miniers organisés. Lorsqu'Yvonne Lafond s'y marie en mars 1937, c'est le curé de Parent, en Mauricie, qui vient par avion pour une cérémonie expéditive célébrée sur le lac aux Dorés. Accompagnée des pères des mariés venus pour l'occasion, la cérémonie a lieu sans autres témoins, puis le curé et les parents repartent rapidement. Si, au cours des années 1930 et 1940, les femmes échappent à l'encadrement religieux, on peut toutefois envisager qu'elles sont même célibataires, soumises à la surveillance de leur père, de leurs proches, voire des autres hommes et femmes des environs. Yvonne Lafond relate qu'elle a passé les jours précédents son mariage à peindre la cuisine et à redécorer leur logis¹²¹, ce qui laisse penser que le couple a respecté les conventions et qu'elle n'habite pas encore avec Roméo Coulombe. Ceci dit, l'absence du voisinage ou de son frère Laurent pour le mariage est peut-être révélatrice. Les hommes travaillent en forêt, ils ne sont pas

¹¹⁸ SHBJ. *Fiche de renseignements 1*.

¹¹⁹ Mansion, *op. cit.* p.221

¹²⁰ Collectif Clio, *op. cit.* p.327-329

¹²¹ Hart, *loc. cit.* p.10-14.

dans les alentours. Leur travail quotidien éloignant les hommes des campements, il est possible que ce soit pour les femmes une occasion de sociabilité, d'intimité ou un moment de plus grande liberté.

Pour le couple Jourdain, la chasse, la pêche et la cueillette de fruits sauvages permettent d'occuper le temps – surtout lorsque Joseph obtient un emploi lui offrant plus de temps libre – tout en contribuant à la subsistance du ménage¹²². Un article du journal *La Presse* nous révèle que certains loisirs s'organisent au sein de la communauté du campement minier. Ainsi, en 1950, Claire Jourdain assiste aux leçons de peinture à l'huile offertes par un ingénieur minier dans une cabane en bois rond du lac aux Dorés¹²³.



Photo : Claire Jourdain au lac aux Dorés, 1949. SHBJ \ P149,S1,D3,P16

¹²² SHBJ, *Fiche de renseignements 1*.

¹²³ *La Presse*. *Dans les solitudes nordiques*. 5 mai 1950.

DES FEMMES DANS LA VILLE

Période d'aménagement (1950-1987)

La période 1950-1974 marque la naissance de 6 villes et localités jamésiennes. Si celles-ci sont nées à des moments différents, sur un territoire extrêmement vaste, elles ont toutes en commun le fait d'être nées pour des raisons industrielles et extractivistes. Chibougamau et Chapais sont les premières à émerger de la forêt, d'abord sous forme de campements miniers, respectivement en 1951 et 1952. L'achèvement de la route gravelée entre Chibougamau et Saint-Félicien en 1949 offrant un accès permanent au territoire ; ainsi que l'explosion de la demande mondiale en minerai permettait le développement de l'industrie minière locale. La deuxième génération de villes de compagnie voit le jour une décennie plus tard, à l'ouest de l'actuelle Baie-James. Tour à tour, Matagami (1963), Joutel (1965) et Lebel-sur-Quévillon (1966) émergent de la forêt. Matagami et Joutel sont fondées par et pour les besoins de l'industrie minière (cuivre et zinc), alors que Lebel-sur-Quévillon est fondée par et pour la compagnie *Domtar*, qui aménage une usine de pâte kraft. Au même moment, la région de Villebois, Val-Paradis et Beaucanton, connaissent une période de consolidation, mais aussi de rayonnement économique et d'affirmation politique¹²⁴. Quant à Radisson, elle est fondée en 1974 comme un campement permanent et privé destiné aux cadres des chantiers hydroélectriques et à leur famille.

Nous pouvons entrevoir les conditions de vie des femmes au cours de cette période et sur un territoire aussi vaste, principalement grâce à une collection de 19 entrevues de femmes, réalisées en 2007 par Benoît-Beaudry Gourd, et une dizaine d'entrevues réalisées en 2024 dans le cadre de cette recherche. Bien que restreint, cet échantillon ouvre une porte vers le vécu d'une partie des femmes jamésiennes.

DÉNOMBREMENT

Dans le cadre de cette recherche, il nous a été possible que de faire un dénombrement partiel de la population féminine de la Baie-James, entre 1961 et 1981, à l'aide des recensements canadiens. L'estimation genrée de l'évolution de la population régionale est toutefois soumise à

¹²⁴ Au niveau économique, notons la fondation et la croissance des entreprises Perron (Normick Perron) et, au plan politique, l'effervescence entourant la construction de la Route des Conquérants.

quelques impondérables. Les recensements canadiens de 1956 et 1976 ne précisent pas le nombre de femmes et d'hommes. Afin de mettre en relief l'évolution de la population féminine jamésienne et le déséquilibre femmes-hommes, le *taux de féminité*¹²⁵ a été calculé. Celui-ci concerne les recensements de 1961, 1966, 1971 et 1981. Une autre limite du calcul de la population féminine à partir de recensements canadiens, est que Villebois, Beaucanton, Val-Paradis et Joutel sont diluées dans l'ensemble des « territoires non organisés » de l'Abitibi. Quant à Radisson, la localité se retrouve dans la « Baie-James ». Il n'a pas été possible de connaître leur population au cours de cette période pour la présente recherche, ainsi que leur population féminine. Notons que les recensements ne tiennent compte que des habitants permanents. Mentionnons qu'avant 1987¹²⁶, il n'existe aucune statistique propre à la région, qui était scindée entre le Saguenay-Lac Saint-Jean et l'Abitibi. Les statistiques d'avant et d'après 1987 incluent aussi généralement les membres des nations cries et inuites, ce qui rend une étude centrée sur les Jamésiennes encore plus complexe.

Tableau 1

CHIBOUGAMAU	1956	1961	1966	1971	1976	1981
Femmes	—	2 229	4 173	4 632	—	5 065
Hommes	—	2 536	4 729	5 069	—	5 720
Total	1262	4 765	8 902	9 701	10 536	10 785
Taux de féminité	—	87,89%	88,24%	91,37%	—	88,54%

L'analyse des résultats pour Chibougamau (tableau 1), montre qu'il s'agit de la ville ayant toujours eu la plus grande population féminine. Cela s'explique parce qu'il s'agit aussi de la municipalité jamésienne la plus peuplée. La ville est également celle ayant le taux de féminité le plus stable de la région et le plus élevé pour la période (moyenne de 89,01%). Cela peut s'expliquer par le fait que des familles sont déjà présentes sur le site depuis 1951, alors que la fondation de la municipalité s'officialise en 1954.

¹²⁵ Le taux de féminité représente la proportion des femmes pour 100 hommes (en pourcentage).

¹²⁶ Année de fondation de la région Nord-du-Québec.

Tableau 2

CHAPAIS	1956	1961	1966	1971	1976	1981
Femmes	—	1 054	1 149	1 365	—	1 425
Hommes	—	1 309	1 310	1 549	—	1 660
Total	380	2 363	2 459	2 914	3 147	3 085
Taux de féminité	—	80,52%	87,71%	88,12%	—	85,84%

À Chapais (Tableau 2), on note qu'en 1961 le taux de féminité est de 7% plus bas qu'à Chibougamau. Cela peut s'expliquer par l'arrivée plus tardive des familles sur le site. Si les villes sont officiellement fondées à un an d'intervalle (1954 et 1955), le secteur de Chibougamau comptait déjà des familles en 1951. À Chapais, la première famille (les Francoeur) n'arrive qu'en 1953 dans ce qu'on nomme alors le village Opémiska. Pour 1966, le taux est semblable à Chibougamau. Le taux de féminité est légèrement plus bas (-3%) en 1971 et 1981 par rapport à Chibougamau.

Tableau 3

MATAGAMI	1956	1961	1966	1971	1976	1981
Femmes	—	—	919	1 138	—	1 790
Hommes	—	—	1 325	1 273	—	1 940
Total	—	—	2 244	2 411	4 043	3 725
Taux de féminité	—	—	69,36%	89,39%	—	92,27%

Matagami (Tableau 3), ayant été fondée en 1963, son recensement de 1966 indique un déséquilibre majeur du nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes. Comme nous le verrons dans les sections suivantes, cela peut aussi s'expliquer par l'implantation progressive des familles à Matagami, en raison d'un accès difficile aux maisons. Par la suite, le taux de féminité se place à un taux similaire au reste de la région, pour en arriver, en 1981, au taux de féminité le plus haut recensé.

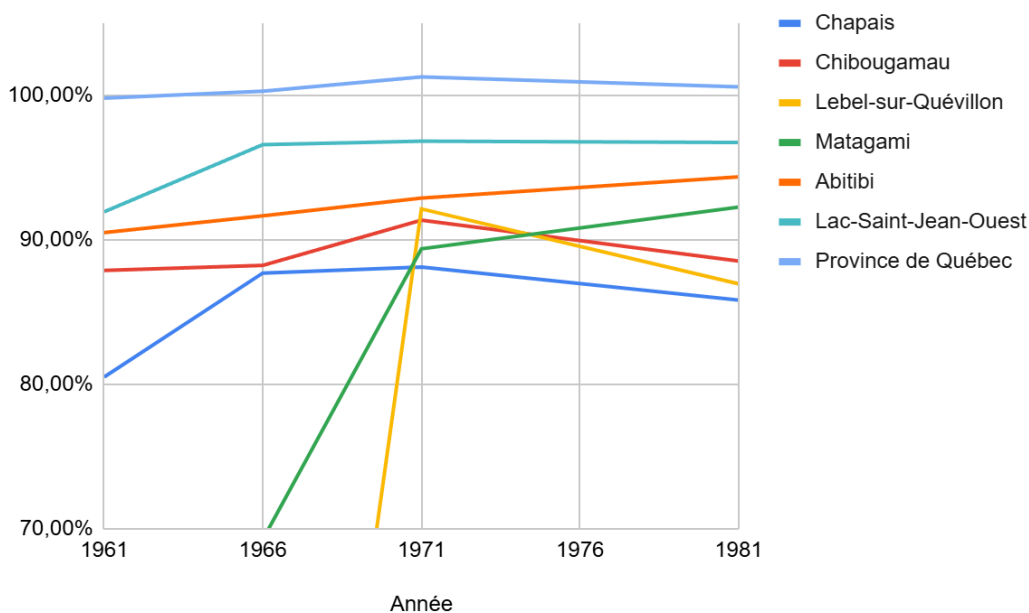
Tableau 4

LEBEL-SUR-QUÉVILLON	1956	1961	1966	1971	1976	1981
Femmes	—	—	47	1 408	—	1 700
Hommes	—	—	345	1 528	—	1 955
Total	—	—	392	2 936	3 591	3 655
Taux de féminité	—	—	13,62%	92,15%	—	86,95%

Enfin, à Lebel-sur-Quévillon (Tableau 4), nous observons un déséquilibre femmes-hommes stupéfiant en 1966, avec un taux de féminité de 13,64%. Une nuance est nécessaire ici : ce recensement a lieu l'année de fondation de la ville et de l'arrivée des premières familles. Toujours en phase de construction des habitations, la plupart des familles ne sont pas encore installées dans la ville. Pour preuve, dès le recensement de 1971, le taux de féminité monte à 92,15%. Il fait ensuite une rechute de près de 6% en 1981.

Graphique 1

Évolution du taux de féminité dans les villes jamésiennes (1961-1981)



Le graphique 1 démontre l'évolution du taux de féminité pour ces 4 villes, de 1961 à 1981. Ces données sont aussi comparées aux taux observés dans les districts de recensement *Abitibi* et *Lac-Saint-Jean Ouest* puis dans le reste de la province. D'emblée, nous remarquons une légère tendance à la diminution du taux de féminité de 1971 à 1981 dans ces communautés, sauf dans le cas de Matagami. Nous n'avons aucune explication définitive pour cette diminution. L'époque correspond à la fondation du réseau des cégeps et de l'Université du Québec. Alors que les perspectives d'emplois sont nombreuses pour les hommes dans la région, elles sont plus limitées pour les jeunes femmes. Le manque d'accès régional aux études postsecondaires est-il la cause de cette légère diminution du nombre de femmes, contraintes de quitter la région – temporairement ou définitivement – pour bénéficier de meilleures possibilités de formation et d'avancement ? Mystère. Par la suite, la comparaison avec les deux régions limitrophes montre que les taux de féminité des 4 localités restent modérément plus bas que dans les districts voisins et bien au-dessous par rapport au reste de la province. Ainsi, il sera donc juste d'affirmer qu'il y a un déséquilibre marqué de femmes par rapport au reste de la province, mais relatif par rapport aux régions voisines.

Tableau 5

Proportion de la population féminine des 4 villes jamésiennes (1961-1981)

RECENSEMENT	1961	1966	1971	1981
Chapais	31,10%	18,27%	15,98%	14,27%
Chibougamau	67,90%	66,36%	54,21%	50,75%
Lebel-sur-Quévillon	—	0,74%	16,48%	17,03%
Matagami	—	14,60%	13,32%	17,93%
TOTAL	3 283	6 288	8 543	9 980

Enfin, le tableau 5 souligne la part féminine de chacune des 4 villes dans leur total commun de femmes. Remarquons que la part de Chibougamau et Chapais diminue entre 1971 et 1981 alors que celle de Lebel-sur-Quévillon et Matagami augmente. De plus, si l'on ajoute le nombre inconnu de femmes au canton Rousseau, Radisson, Joutel et dans les chantiers de la Baie-James, on peut estimer qu'il y a plus de 11 000 femmes résidant à la Baie-James en 1981.

ORGANISATION DOMESTIQUE

Au cours des premiers mois suivant leur fondation, la plupart des villes jamésiennes ont un point en commun majeur : elles brillent par leur absence de commodités. Depuis la Révolution industrielle, l'espace du foyer a été largement associé aux femmes. Ce travail de l'ombre et non rémunéré implique l'éducation des enfants, la cuisine, le ménage, la lessive, l'entretien de la maison et la gestion de la consommation du ménage. L'accès à l'eau et l'électricité a un impact particulièrement important sur la charge domestique des femmes. Les témoignages dont nous disposons ne détaillent pas toujours précisément les défis quotidiens vécus dans ces villes de compagnies *neuves*. La vie quotidienne apparaît souvent pour celles qui l'ont vécue comme une réalité banale, qui mérite peu d'attention. Les premières femmes à emménager dans l'actuelle Baie-James avaient pour la plupart bénéficié des commodités modernes, comme l'eau courante et l'électricité, mais aussi des premiers électroménagers qui allégeaient les tâches quotidiennes. Celles qui s'établissent dans des villes encore en aménagement doivent apprendre à composer avec une réalité et un quotidien plus laborieux que ce qu'elles connaissaient. Nous pouvons présumer que cette fracture a été encore plus grande pour les femmes provenant de centres urbains. Elle se dessine parfois, avant même d'arriver dans leur nouvelle maison, comme en témoigne Louise Méthivier. Elle aperçoit lors son premier voyage vers Lebel-sur-Quévillon, à Louvicourt, une dame qui lave ses vêtements à l'extérieur avec une planche à laver. Elle est surprise d'être témoin d'une pratique qu'elle n'a pas vue depuis très longtemps¹²⁷. Un survol des conditions matérielles d'existence au sein des villes et de l'accès aux commodités nous permet d'entrevoir les défis auxquels les premières résidentes des villes sont confrontées dans la gestion quotidienne du foyer.

À ses débuts, Chibougamau compte un nombre insuffisant de logements, et les nouveaux arrivants s'entassent dans de petits logements ou dans des maisons de chambres. Les loyers sont élevés en raison de la rareté. Certaines familles habitent aussi entassées dans de petites cabanes en périphérie de la ville¹²⁸. Il arrive que plusieurs familles partagent une même maison. C'est le cas de la famille de Jocelyne Grondin : à leur arrivée à Chibougamau, ses parents emménagent dans une maison boulevard Campbell... Une maison partagée par 7 familles¹²⁹, qui occupent alors chacune une chambre. Lorsque possible, les enfants partagent les chambres, tandis que le couple parental en partage une autre, parfois avec les plus jeunes enfants. La situation peut être vécue comme une intrusion dans l'intimité, et n'est pas toujours facile à accepter. Après un certain temps, les familles achètent ou construisent une maison qui comporte souvent des logements ou des

¹²⁷ Entrevue de Louise Méthivier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D4,P1

¹²⁸ La famille de Monique Adams habite dans un chalet à la sortie de Chibougamau (Gabriel Lodge).

¹²⁹ SHBJ. Entrevue de Jocelyne Grondin, 2024.

chambres, qui sont loués aux travailleurs de passage dans la ville¹³⁰. Les ménages dont l'époux est employé par la compagnie *Campbell*, peuvent emménager dans une maison fournie par la mine. Elles sont toutefois rares au début. La location de la maison est d'abord gratuite. Plus tard, la mine vend ces maisons à prix modique. À titre d'exemple, Monique Adams-Nadeau achète sa maison pour 18 000 \$¹³¹.



Photo : Groupe de femmes à Chibougamau, 1953. SHBJ \ P005,S2,SS4,D57,P26

À Chapais, la situation est similaire. Les mineurs ont la possibilité d'acheter des maisons construites par la mine ; d'autres se construisent eux-mêmes. Simone Ricard relate qu'aux débuts de la ville, le bruit des travaux de construction est perpétuel : on entend bûcher et frapper dans les rues, jour et nuit. Avec son époux, ils s'installent dans un campement construit pour héberger leur famille, aucune maison n'étant disponible. La maison qu'elle nomme le *shack*, n'est au départ pas rattachée au réseau électrique. Chauffée au bois, elle comporte deux pièces et une salle de toilette. Celle-ci comprend uniquement une toilette, mais aucun bain. Pour se laver, elle prend un bain de vapeur, en utilisant une machine à vapeur et une toile. La situation est semblable pour Lucette

¹³⁰ Auparavant les mineurs étaient logés dans des « bunkhouses » à l'extérieur de la ville.

¹³¹ Gourd, *op. cit.*, p.23, 31-36

Larochelle, qui arrive en 1959 et dont la famille réside pendant 6 ans dans un logement de deux pièces, avec une toilette¹³². En 1956, l'électricité n'est pas encore disponible pour l'ensemble des résidents de Chapais et Chibougamau, et les pannes sont fréquentes. Des génératrices privées sont utilisées pour éclairer certains établissements commerciaux¹³³. À Chibougamau, l'hôtel offre des services absents dans beaucoup de foyers. Il n'y a ni télévision ni radio dans les maisons. Pour se tenir informées, les résidentes se rendent à l'hôtel pour téléphoner à leur proches.

Matagami est fondée elle aussi pour l'industrie minière, en 1963. Avant la formation officielle de la ville, les travailleurs de la mine *Mattagami Lake* se regroupent en communauté, à proximité. Le lieu est nommé « *Ready-Mix* » et comprend une épicerie, une cafétéria tenue par la mine, un club de curling, une école de chantier, une banque, un salon de barbier et quelques campements destinés aux travailleurs¹³⁴. Les femmes y sont absentes au début. Les premières qui arrivent se retrouvent en pleine forêt, alors que les travaux de construction de la ville ne font que commencer. Quarante roulottes sont installées près de la mine pour les familles, tandis que les célibataires logent dans des *bunkhouses*¹³⁵. Après la construction de la route d'hiver, des maisons permanentes sont construites sur le site, s'ajoutant aux campements existants. En 1962, la mine commande la construction de 51 maisons¹³⁶, et une quarantaine de maisons supplémentaires s'ajoutent l'année suivante. Les campements sont progressivement délaissés et les familles s'installent sur le nouveau site urbain¹³⁷. L'ouverture de nouvelles mines attire de nombreux travailleurs. La population augmente rapidement, au point que le nombre de maisons disponibles ne suffit plus. Des immeubles à loyer sont construits durant cette période, pour héberger temporairement les familles, comme c'est le cas pour Johanne Fecteau¹³⁸. Les maisons appartiennent à la mine *Mattagami Lake*, et les résidents paient un loyer à la mine, qui est déduit de la paie des travailleurs. Certaines familles sont installées dans les campements temporaires pendant des années avant d'obtenir une maison permanente, puisqu'on considère qu'elles ont déjà un toit¹³⁹. Estelle Larivière raconte qu'elle n'a obtenu sa maison qu'après 4 années¹⁴⁰. Pendant ce temps, elle et sa famille vivent dans une roulotte près de la mine. La situation peut d'ailleurs être source de tensions : la vie à l'étroit avec des enfants pour une longue période, le manque de service et l'éloignement pèse sur celles qui sont habituées à des conditions de vie plus confortables. Bernadette Larochelle relate que beaucoup de couples se brisent dans ces

¹³² SHBJ. Entrevue de Lucette C. Larochelle, 2024.

¹³³ *Ibid.*, p.31 et 67

¹³⁴ Comité du 25e anniversaire de Matagami. *Matagami, la rencontre des eaux...tres*. 1988, p.25 ; Huot, Désy, *op. cit.*, p.169

¹³⁵ Gourd, *op. cit.*, p. 168

¹³⁶ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.26

¹³⁷ Huot, Désy, *op. cit.*, p.170

¹³⁸ SHBJ. Entrevue de Johanne Fecteau, 2024.

¹³⁹ Entrevue de Bernadette Larochelle, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

¹⁴⁰ Entrevue d'Estelle Larivière, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D1,P1

roulottes, certaines femmes choisissant de repartir¹⁴¹. Par la suite, les projets hydroélectriques à la Baie-James créent de nouveaux problèmes de logement, alors que beaucoup de maisons privées se mettent à offrir un gîte aux travailleurs, fournissant ainsi un revenu supplémentaire à la famille. Bernadette Laroche décrit la situation comme suit :

*À un moment donné dans les années 71-72, les maisons ne fournissaient pas. Les gars qui montaient en haut pour travailler à la Baie-James prenaient l'avion ici, à Matagami. Mais quand il faisait mauvais, l'avion ne partait pas. Ces gars-là, il fallait qu'ils aillent quelque part. Les motels étaient trop petits. Il y en a qui se sont rebâti des motels, puis d'autres qui ont agrandi leur motel pour avoir plus de place, mais encore il n'y avait pas assez de place. Ça fait que les maisons privées qui avaient des chambres de libres ou de la place pour coucher du monde. Ils chargeaient 10 \$ par soir pour coucher les gars qui montaient en haut, parce que des fois, il fallait qu'ils attendent jusqu'à deux jours ici pour attendre que les avions partent !*¹⁴²

Pour résorber la situation, le territoire urbain de Matagami se développe jusqu'aux années 1980, et des nouveaux quartiers de maisons mobiles et de résidences unifamiliales et bifamiliales sont construits¹⁴³. À ses débuts, le réseau électrique de la ville n'est pas encore pleinement aménagé, et les résidents doivent limiter leur consommation.

*[...] c'était la mine qui fournissait l'électricité. Puis eux autres, bien leur chose n'était pas assez forte. C'était juste pour le principal, l'électricité. On n'avait pas droit aux sècheuses, pas le droit de... C'était ni chaufferette. C'était juste les lumières. »*¹⁴⁴

Soulignons qu'en raison du chauffage au mazout en période de grands froids d'hiver, le risque d'incendie était très présent dans les roulottes. Quant au téléphone, malgré une mauvaise qualité de ligne au début, il est rapidement implanté ainsi que le câble pour la télévision¹⁴⁵. Dès l'été 1961, quelques temps avant l'arrivée des premières familles, on entreprend des travaux de création des premières rues et en même temps de l'aqueduc et des égouts¹⁴⁶.

¹⁴¹ Entrevue de Bernadette Laroche, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.27

¹⁴⁴ Entrevue d'Estelle Larivière, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D1,P1

¹⁴⁵ Girard, *op. cit.*, p.292

¹⁴⁶ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.26



Photo : La localité de Joutel en construction, 1965. SHBJ \ P152.S4.D2.P1

À Joutel, les conditions de logement sont plus avantageuses pour celles qui rejoignent un conjoint. Au milieu des années 1960, 4 campements sont déjà aménagés dans le secteur. Le plus important regroupe plusieurs roulottes sur le site de la future localité. Au début de l'été 1965, le gérant de la mine Poirier invite un groupe d'épouses d'employés à visiter le site. Les retours sont positifs et elles décident de rejoindre leurs conjoints à Joutel. Dès l'été, les premières maisons sont construites et, en septembre, les premières familles arrivent. Contrairement à Matagami, les Joutelloises s'installent dans des habitations neuves. La peinture est terminée, l'eau courante est en place, le couvre-plancher est posé, l'électricité fonctionne et n'est pas rationnée, et chaque maison possède sa propre connexion téléphonique. Des appartements sont également déjà disponibles. Le terrassement et l'extérieur des maisons ne sont toutefois pas terminés. Grâce à la qualité de ses installations et sa planification, les conditions de vie des premières femmes à s'installer à Joutel ne sont guère différentes de celles des femmes des classes moyennes urbaines, leur foyer ayant les mêmes confort matériels¹⁴⁷. Notons tout de même que l'éclairage des rues n'est terminé qu'en 1966. Mary-Ann Sullivan relate que beaucoup de citoyennes n'osent pas sortir de chez elles une fois

¹⁴⁷ Comité du 25e anniversaire de Joutel. *Joutel, 1965-1990*. 1990, p.10-11

la nuit tombée, de peur de croiser un ours¹⁴⁸. Malgré tout, le quotidien des ménagères n'y est pas forcément de tout repos : jusqu'en 1967, l'eau potable est rationnée, car elle est transportée quotidiennement par camion depuis la mine de Poirier. De plus, la communauté est relativement isolée avant la construction d'un pont sur la rivière Harricana : pour quitter la ville les habitants doivent traverser la rivière par barge ou sur un pont de glace. Lors des entre saison, il arrive que des résidents doivent passer d'une rive à l'autre à pied sur la glace, en s'agrippant à des cordes de sécurité¹⁴⁹.

Le cas de Lebel-sur-Quévillon est un peu différent. La communauté n'est pas isolée : un noyau d'habitations, Rapide-des-Cèdres, est à proximité. On y compte en 1951 une dizaine de familles installées dans des petites maisons de plain-pied¹⁵⁰. Dans les premiers temps, Rapide-des-Cèdres est à la fois une extension de Lebel-sur-Quévillon (les bureaux administratifs de la *Domtar* s'y trouvent) ainsi qu'un point de service (magasin général et garage). À Lebel-sur-Quévillon, les premières familles arrivent en 1966, alors que la ville n'est pas totalement aménagée. Certaines sont logées dans un parc de maisons mobiles¹⁵¹, d'autres attendent la construction de la maison avant d'arriver. La papetière *Domtar* se charge de l'aménagement de la ville, acheminant des maisons préfabriquées. Elle construit aussi des immeubles pour loger temporairement les familles¹⁵². Ceux-ci possèdent souvent une seule laveuse et une seule sècheuse communes pour tout l'immeuble, ce qui crée souvent d'intenses va-et-vient dans les couloirs¹⁵³. Souvent, le choix de la maison et son emplacement sont faits uniquement par le mari et selon des plans de la compagnie¹⁵⁴. Contrairement à Joutel ou Matagami, les résidents de Lebel-sur-Quévillon sont propriétaires de leurs maisons dès l'ouverture de la ville¹⁵⁵. La possession rapide d'une maison représente une opportunité d'affaires pour les femmes. Plusieurs citoyennes en profitent pour y aménager de petits commerces visant à pallier le manque de services dans la jeune communauté. Notons l'exemple de Denise Christofferson qui aménage une lingerie dans son sous-sol¹⁵⁶. Intégrer un travail rémunéré à son domicile permet aux femmes d'apporter des revenus supplémentaires au ménage, en plus d'assumer leur charge domestique au quotidien. Bien qu'un château d'eau et un système d'égout soient aménagés en 1965, l'électrification, le pavage des rues et l'installation du téléphone ne sont pas terminés lors de l'arrivée des premières familles un an plus tard. Dans un

¹⁴⁸ SHBJ, P152.S1.D1

¹⁴⁹ SHBJ. Fiche de renseignements 3.

¹⁵⁰ Marie Gagné et Stéphane Pelletier. *Lebel-sur-Quévillon : la fierté d'une ville du Nord !* L'ABC de l'Édition, 2016. p.33

¹⁵¹ Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon. *Lebel-sur-Quévillon, 1966-1991*. 1991, p.6

¹⁵² Entrevue de Jeanne Poirier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D10,P1

¹⁵³ Gagné, Pelletier, *op cit.*, p.58

¹⁵⁴ Entrevue de Denise Corbeil, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D11,P1

¹⁵⁵ Gourd, *op. cit.*, p.89

¹⁵⁶ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.72

premier temps, le téléphone est installé uniquement à l'hôtel, puis ensuite à l'ensemble des habitations. Pour pallier l'absence de téléphone, plusieurs foyers utilisent des *walkie-talkies* pour communiquer à distance avec leurs voisins. Le câble de télévision arrive en 1966, et l'offre est élargie en 1975¹⁵⁷. Ainsi, contrairement à la décennie précédente, où Chapais et Chibougamau manquaient de plusieurs services à leur fondation, les premières résidentes de Matagami, Joutel et Lebel-sur-Quévillon acquièrent plus rapidement un certain confort qui correspond à celui de la classe moyenne québécoise.

Du côté de Radisson, fondé en 1974, et des villages temporaires des chantiers (Sakami, Caniapiscau, Les Mélézes, Keyano), la réalité du logement est différente. Fondées par le gouvernement du Québec dans le cadre des projets de développement hydroélectrique, les populations de Radisson et des autres campements ont joui d'infrastructures modernes, bien planifiées, bien financées et, du même coup, contrôlées par l'État. On y trouve alors deux types d'aménagements : les villages pour les cadres des chantiers et les campements réservés aux travailleurs. Notons que parmi les villages aménagés pour les cadres, Radisson est le seul à avoir été planifié comme un village permanent. Au sein des camps dédiés aux travailleurs et travailleuses, les familles et conjoints ne sont pas autorisés. Les travailleuses y logent dans des dortoirs féminins, sous la supervision d'une matrone. Celle-ci est chargée d'assurer l'absence d'hommes. Cette séparation hommes-femmes a pour but de diminuer les sources de conflits, de dangers et de distractions dans ces milieux majoritairement masculins. Les cadres et leurs familles logent dans les villages dédiés et séparés. Les familles reçoivent un *bachelor* au sein de ces villages, mais n'en sont pas propriétaires¹⁵⁸. Le loyer est alors de 60 à 110\$ par mois¹⁵⁹. Il n'y a pas d'autre option de logement : l'achat ou la construction d'une maison est impossible. À Sakami (LG-3), les *bachelors* des cadres sont de grandes maisons mobiles avec 3 chambres, une grande cuisine, un grand salon, élevées du sol, sans cave. Ces habitations temporaires sont reliées par des *utilidors*, sortes de caissons reliant les maisons au réseau électrique et à l'aqueduc¹⁶⁰. Radisson, les femmes cadres ne bénéficient pas des mêmes privilèges que leurs collègues masculins. Alors que la localité est conçue pour héberger les familles des cadres hommes, les femmes cadres se voient au départ prohibées de faire venir leur conjoint. Cette situation discriminatoire est portée devant la Commission des droits de la personne du Québec en 1980 et pousse la SDBJ à revoir ses pratiques. L'attribution de maisons à Radisson demeure toutefois limitée à certaines femmes cadres, la priorité d'attribution des maisons étant calculée avec l'importance et la durée qu'on leur accorde

¹⁵⁷ *Ibid.*, p.57-60 et 87

¹⁵⁸ Entrevue de Cécile Leclerc, 2007. SHBJ, P99,S4,SS5,D2,P1.

¹⁵⁹ Répertoire du Patrimoine culturel du Québec. *Maisons du quartier Desgroseillers*. [En ligne].

¹⁶⁰ SHBJ. Entrevue de Christine Rochette et Rachel Dorion, 2024.

sur le chantier¹⁶¹. Les conditions matérielles de vie des femmes de Radisson, Sakami, Caniapiscau ou Les Mélèzes n'ont donc rien à voir avec les Jamésiennes arrivées plus au sud.

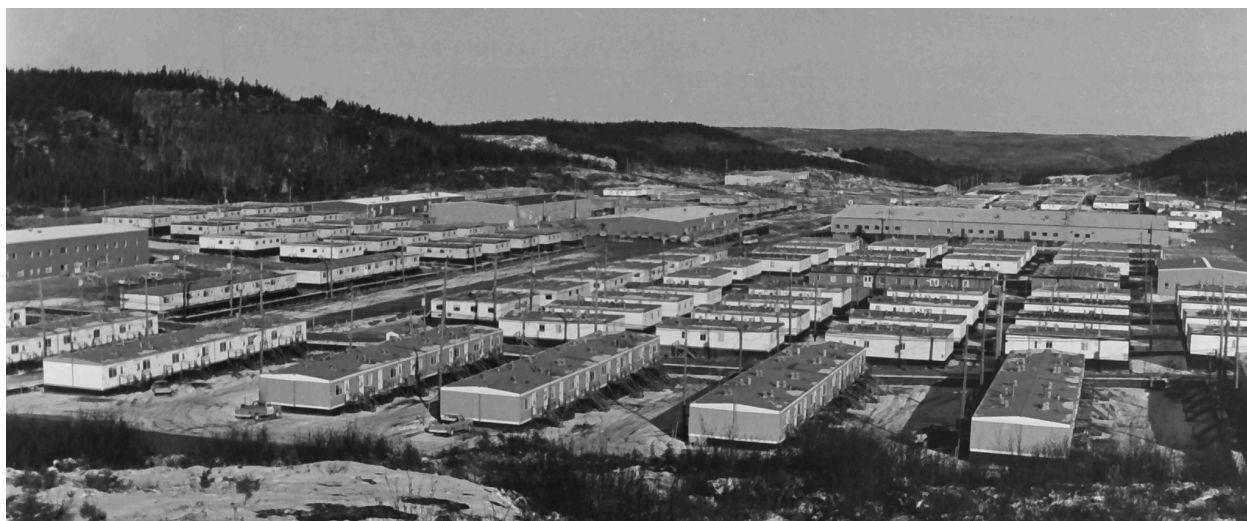


Photo : Campement des travailleurs de LG-2, octobre 1979. Ronald Brisson \ SHBJ \ P146,S1,D5

Enfin, au cours des années 1950, les familles de Villebois, Beaucanton et Val-Paradis bénéficient de l'électrification des rangs et villages, facilitant le travail domestique des femmes. Près de deux décennies après l'arrivée des premières familles, nous pouvons présumer que l'ensemble des résidents ont délaissé la *maison de colon* pour s'installer dans la *deuxième maison*, plus confortable et conçue pour durer. Nous présumons aussi que les résidents de l'époque ne sont pas affectés par un manque de logements, la région commençant à se dépeupler vers la fin de la décennie 1950¹⁶².

Parmi les défis quotidiens qui touchent particulièrement les premières ménagères jamésiennes, l'absence de pavage des rues et de terrassement des terrains des villes en chantier occupe une place insoupçonnée. Par beau temps, le vent crée de véritables tempêtes de sable, qui s'infiltre partout. Elles causent des difficultés quotidiennes aux femmes, notamment pour l'étendage de la lessive, mais représentent aussi une charge de travail supplémentaire pour l'entretien de la maison. Pour supprimer la poussière, on épand de l'huile et du calcium dans les villes, mais la pluie en élimine rapidement l'efficacité¹⁶³. Les ménagères prennent l'habitude de tenir leurs fenêtres fermées, même par grande chaleur, et ont toujours des bottes en caoutchouc à porter de main pour

¹⁶¹ *Ibid.* p. 109

¹⁶² Comité du 50e anniversaire de Villebois. *op. cit.*, p.84

¹⁶³ Girard *et al.*, *op. cit.*, p..290

les jours de pluie. Certaines relatent devoir aller dépêtrer régulièrement les bottes de leurs enfants prises dans la boue et devoir nettoyer leurs planchers à une fréquence exaspérante¹⁶⁴. Devant la situation, les premiers conseils municipaux entreprennent des travaux d'asphaltage des rues et de construction de trottoirs pour réduire les inconvénients du sable, surtout les tempêtes. Lebel-sur-Quévillon possède un sol argileux, ce qui accentue l'importance de procéder aux travaux. Cette omniprésence du sable et de la boue ne donne pas une bonne impression aux nouveaux arrivants, qui sous-estiment parfois le problème¹⁶⁵. Le déboisement autour des principaux bâtiments de la ville prend aussi un certain temps, contraignant les femmes à cohabiter avec les insectes et les animaux.

Un autre défi qui attend les femmes dans la gestion du foyer est l'accès aux biens de consommation. Bien que des commerces se développent, l'éloignement rend l'accès à certains produits plus difficiles par leur rareté ou leur prix élevé. De manière générale, les Jamésiennes pallient ce problème par leur débrouillardise, par l'entraide, mais surtout par une planification méthodique. Les Chibougamaises sont choyées, la ville compte un nombre conséquent d'établissements commerciaux, même s'ils sont peu nombreux au début. Certaines marchandises plus spécialisées sont toutefois difficiles d'accès. Jeannine Tremblay raconte que « *se marier [en 1967] n'était pas aussi simple que dans une grande ville [...] on ne trouvait pas nécessairement de tout dans les magasins pour préparer un beau mariage* »¹⁶⁶. Le couple se rend à Chicoutimi pour acheter la marchandise nécessaire. Peu à peu, des boutiques sont ouvertes et des entrepreneurs profitent du boom économique de la nouvelle ville minière¹⁶⁷. Dans le cas de Chapais, le développement de commerces se fait plutôt rapidement, et il est possible pour les ménagères de s'approvisionner uniquement en ville dès l'arrivée des premières familles. La commande par catalogue permet également de combler les besoins en biens inaccessibles localement.

À ses débuts, Matagami ne possède aucun commerce. Certains services sont accessibles à la mine, au *Ready-Mix*. La cafétéria *Crowley McCracken* sert de dépannage et vend de la nourriture aux habitants. L'accès aux terrains de la mine est toutefois exclusif aux hommes. Les femmes seules se voient refuser l'accès à ce service d'approvisionnement et doivent être accompagnées d'un homme pour se procurer de la nourriture¹⁶⁸. Ce type de chaperonnage est également imposé aux femmes pour utiliser la première et seule ligne téléphonique de la ville, ainsi qu'à la banque. Comme l'offre est limitée et les prix élevés, plusieurs femmes rebaptisent la cafétéria *Crowley Mc*

¹⁶⁴ Entrevue de Louise Méthivier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D4,P1 ; Entrevue de Denise Corbeil, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D11,P1

¹⁶⁵ Entrevue de Jeanne Poirier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D10,P1

¹⁶⁶ Entrevue de Jeannine Tremblay, 2007. SHBJ, P99,S4,SS1,D6,P1

¹⁶⁷ Gourd, *op. cit.*, p.32

¹⁶⁸ Entrevue de Bernadette Laroche, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

*qu'on crève*¹⁶⁹. Pour pallier la situation, une certaine madame Lemieux ouvre un dépanneur à même sa maison¹⁷⁰. Une épicerie Montemurro ouvre ses portes en 1964, alors que la population croît rapidement. Malgré la concurrence (madame Lemieux ouvre une deuxième épicerie), les prix demeurent élevés, notamment pour la viande. Les résidents préfèrent souvent se rendre à Amos pour se ravitailler. Les ménagères choisissent donc d'acheter en grande quantité et de stocker leurs provisions. Ces restrictions exigent des femmes une planification serrée de la consommation du foyer. À la fin des années 1960, Matagami compte plusieurs magasins, dont des boutiques de vêtements, de meubles, ainsi qu'un magasin La Baie et deux hôtels.



Photo : Première épicerie de Matagami, 1962. Société d'histoire de Matagami via la Ville de Matagami.

Du côté de Joutel, l'absence d'épicerie au début force aussi les femmes à tenir une planification serrée. Chaque semaine, le bureau de la mine de Poirier reçoit les listes d'épicerie des familles et passe une commande à Amos. Les sorties à l'extérieur de Joutel demeurent tout de même incontournables pour obtenir bon nombre de biens de consommation. Nicole Saint-Pierre explique qu'à « (...) toutes les deux fins de semaine, les familles partaient magasiner dans d'autres villes de la région pour acheter des produits et des articles qui n'étaient pas encore disponibles sur place ». Ces sorties nécessitent beaucoup de planification : elles allient les visites aux proches, le

¹⁶⁹ Entrevue d'Estelle Larivière, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D1,P1

¹⁷⁰ Entrevue de Bernadette Laroche, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

dentiste, l'optométriste ou autre spécialiste médical. Elles servent aussi à acheter divers articles moins chers qu'à Joutel et d'autres biens pour la famille¹⁷¹.

Les premières résidentes de Lebel-sur-Quévillon aussi ont peu d'endroits pour s'approvisionner en nourriture ainsi qu'en biens divers. La ville ne compte aucune épicerie avant décembre 1966, bien qu'il existe déjà une forme d'épicerie à Rapide-des-Cèdres. D'ailleurs, avant que cette dernière n'ouvre ses portes, les résidents de Rapides-des-Cèdres se débrouillent en attachant leurs listes d'épiceries sur un cerceau, au bout d'une perche plantée le long du chemin de fer. Le chauffeur du train la récupère alors, et dépose les commandes près de la voie ferrée lors du retour du train¹⁷². Comme à Matagami et Joutel, le contexte des débuts de Lebel-sur-Quévillon oblige à appliquer une planification serrée de l'approvisionnement du foyer. Le lundi, le laitier passe de porte en porte dans les maisons, et les femmes laissent leur commande sur une note manuscrite, dans une pinte de lait. Il est alors important de ne rien oublier. Le vendredi suivant, les courses sont livrées depuis Senneterre¹⁷³. En décembre 1966, Lisette Guay et son époux ouvrent la première épicerie de Lebel-sur-Quévillon, affiliée aux supermarchés Montemurro. Elle se situe dans trois bâtiments en bois fournis par la Compagnie *Domtar*. Les résidentes y trouvent à peu près tout, sauf de la bière. Le couple n'a alors pas de licence ; mais la demande étant importante, ils vendent tout de même de l'alcool, ce que la police locale tolère. En 1967, le couple obtient sa licence, et un quatrième bâtiment, destiné à la vente d'alcool, est ajouté. Lisette s'occupe de la comptabilité de l'épicerie jusqu'à la vente de cette dernière dans les années 1970. Couvrant les besoins essentiels de la communauté, l'épicerie des Guay vit quelquefois des difficultés d'approvisionnements. Les ruptures de stock sont compensées par la solidarité entre amies et voisines, comme le relate Denise Corbeil concernant la pénurie d'oignons. Il arrive aussi que des commandes d'épicerie soient passées aux résidents devant aller à Senneterre ou Val-d'Or¹⁷⁴. Les services se développent toutefois rapidement, facilitant la gestion des besoins du foyer. En 1967, un centre commercial temporaire est aménagé : des maisons sont alignées pour regrouper les services commerciaux, notamment un magasin de vêtements, une tabagie, un barbier, un bureau de poste, une banque, ainsi que le magasin de tissus de Monique Ouellette. Madame N. Dandurand ouvre un magasin de chaussures où elle vend, entre autres, des bottes en caoutchouc, appropriées pour le sol argileux de la ville¹⁷⁵. Lise Sylvain ouvre quant à elle le premier salon de coiffure à même son domicile¹⁷⁶.

¹⁷¹ Comité du 25e anniversaire de Joutel, *op. cit.*, p.13

¹⁷² Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.36

¹⁷³ Entrevue de Jeanne Poirier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D10,P1

¹⁷⁴ Entrevue de Denise Corbeil, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D11,P1 ; Entrevue de Louise M.thivier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D4,P1

¹⁷⁵ Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon, *Lebel-sur-Quévillon, 1966-1991*. Lebel-sur-Quévillon, 1991, p.11

¹⁷⁶ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.p.71-72

Pour Villebois, Beaucanton et Val-Paradis, les ménagères ont accès à quelques commerces pour obtenir des biens de consommation de base pour leur foyer. À Beaucanton, on trouve un magasin Coop fondé en 1944¹⁷⁷, alors qu'à Villebois – en plus de quelques dépanneurs de rang (parfois à même les maisons) – le village compte deux magasins généraux. Celui de Gilbert et Léandre Lacasse permet d'obtenir des meubles, de la quincaillerie et de l'épicerie en vrac. Les propriétaires y acceptent même le paiement en morceaux de bois¹⁷⁸. Le deuxième magasin général offre en plus aux résidentes d'habiller leur famille¹⁷⁹. Toujours à Villebois, madame Valentine Girard (née Boivin) et ses sœurs fondent leur entreprise Boivin & Sœurs ; elles ouvrent alors un restaurant, un dépanneur, des chambres à louer et une station-essence. Ce sont les dernières commodités avant de monter dans la Baie-James. De plus, leur entreprise n'emploie que des femmes, dont les filles et petites-filles de Valentine Boivin, et cette dernière mettait un point d'honneur à employer des femmes en situation vulnérable.

Enfin, pour Radisson, si le village offre dès le début des services d'approvisionnement bien implantés, il arrive que certains produits essentiels soient difficilement accessibles et régulièrement en rupture de stock. Hélène Pelletier doit par exemple réserver d'avance le lait maternel en poudre pour son nourrisson, sans quoi, en raison de la forte demande, elle risque de ne pas pouvoir s'en procurer. La situation la pousse d'ailleurs à se tourner vers l'allaitement¹⁸⁰. Pour combler les besoins de Radisson, Sakami, Caniapiscau, Keyano et Les Mélézes, plusieurs résidentes organisent souvent des commerces à même leur maison, comme des salons de coiffure ou des boutiques d'artisanat. En raison de l'éloignement, le coût de l'épicerie est très élevé dans la région. Cela incite les femmes de Sakami à confectionner de nombreuses choses elles-mêmes, notamment leur propre pain¹⁸¹.

Dans l'ensemble, les résidents de chacune des communautés étudiées ont dû composer avec des routes non-asphaltées lors des voyages visant à s'approvisionner en biens à coût moindre ou spécialisés. Les déplacements sont parfois difficiles, surtout en hiver. Les accidents de la route sont d'ailleurs très fréquents à l'époque. Les femmes comptent sur la commande par catalogue pour les aider à combler certains besoins familiaux et personnels. Pour conclure cette section, la gamme de services disponibles aux femmes est assez variable entre les communautés ; certaines ont accès à une grande diversité pour combler les besoins en services essentiels du ménage. D'autres doivent quitter la région pour combler leurs besoins. Par conséquent, les Jamésiennes doivent s'adapter en

¹⁷⁷ Localité de Beaucanton, *op. cit.*, p.22

¹⁷⁸ Ils les revendent ensuite aux industries, ce qui témoigne de l'importance de l'industrie forestière là-bas

¹⁷⁹ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.62-64

¹⁸⁰ SHBJ. Entrevue d'Hélène Pelletier, 2024.

¹⁸¹ SHBJ. Entrevue de Christine Rochette et Rachel Dorion, 2024

planifiant les dépenses de manière serrée, en organisant des sorties régulières vers les grands centres ou encore en ouvrant des commerces à même leur domicile.

ÉDUCATION

L'histoire de l'éducation se décline sous une multitude d'aspects. Elle concerne les enfants, les programmes, les institutions, les services, l'organisation et le personnel scolaire déployé. Elle touche également l'influence exercée sur les parcours et le vécu des enfants, dont l'école occupe une place centrale dans le quotidien. Le système scolaire représente un pilier de chaque communauté, mais aussi une opportunité d'action et d'influence des femmes dans leur milieu. Jusqu'aux années 1960, l'éducation est un des rares domaines d'emploi accessibles pour les femmes, et ce métier salarié jouit d'un aura de respectabilité. Beaucoup de femmes, avant d'emménager dans la région, ont suivi une formation en enseignement à l'école normale¹⁸² et ont parfois déjà enseigné avant de se marier. Avec l'augmentation rapide de la population, le manque de main-d'œuvre est important, et les femmes sont rapidement engagées comme enseignantes. D'autres, sans formation, enseignent également dans les écoles. Les femmes, tant laïques que religieuses, sont impliquées à chaque stade du développement du réseau scolaire jamésien.

Le cas d'Yvonne Francoeur (née Gervais) à Chapais est emblématique de l'organisation scolaire parfois chaotique lors de l'arrivée des premières familles dans la région. Originaire de l'Outaouais, elle obtient son brevet d'institutrice et enseigne pendant 4 ans dans une école de rang. Elle met un terme à sa carrière lors de son mariage en 1936 afin de se consacrer à son foyer. Sa famille établie, son époux obtient un emploi de mineur à la mine Opémiska en 1952. 8 mois plus tard, la famille arrive dans le campement minier Opémiska (Chapais). Le camp accueille peut-être peu d'enfants... mais il y en a. Rien n'a alors été prévu pour les scolariser. Un mois après son arrivée, Yvonne Francoeur ouvre la première classe de Chapais. Elle dispense ses cours dans un dortoir de la mine. La classe ne compte que 19 élèves, mais c'est un défi : elle enseigne aux enfants de la 1^{ère} à la 7^e année... À la fois en anglais et en français. Après une année scolaire exigeante, une deuxième institutrice est embauchée pour la classe anglophone. En 1955, ses conditions de travail s'améliorent. Pendant 5 ans, elle est affectée à l'enseignement des 6^e et 7^e années du primaire en français, et dans une école neuve. En 1960 toutefois – et jusqu'à sa retraite en 1969 – elle est affectée aux classes anglophones. Elle retourne alors à des conditions exigeantes : les

¹⁸² Institution d'enseignement visant à former de futur enseignant d'école primaire. On peut alors y décrocher trois types de brevet: le C, donnant le droit d'enseigner l'élémentaire seulement et le B et le A, couvrant les langues, les sciences et la philosophie.

classes sont très nombreuses et les élèves de niveaux variés¹⁸³. Les Sœurs du Bon-Pasteur arrivent en 1956 et participent à l'ouverture du couvent Notre-Dame-de-Lourdes¹⁸⁴. L'institution dispense des cours aux garçons et aux filles dans des classes séparées, avant la construction du collège Saint-Dominique-Savio. Les Soeurs du Bon-Pasteur œuvrent également au sein de l'école no 1. Chapais compte aussi une école catholique anglophone, Springer Mountain, qui accueille l'ensemble des enfants anglophones, mais qui accueille parfois des classes francophones, fautes d'espace pour tous les enfants¹⁸⁵.



Photo : Les soeurs Claire, Thérèse et Monique Fortin, institutrices à Chibougamau (195-). SHBJ \ P005,S2,SS4,D55,D25

À Chibougamau, l'éducation francophone est d'abord prise en charge par des communautés religieuses. La première école, Saint-Marcel, est dirigée par les sœurs du Bon-Pasteur arrivées en

¹⁸³ A.F.É.A.S. *Dans l'histoire...des femmes aussi... au Saguenay-Lac-St-Jean*. Volume 1, Éditions Sc. Modernes, 1978, p.32-34

¹⁸⁴ Répertoire du patrimoine culturel du Québec. *Ancien couvent Notre-Dame-de-Lourdes*, <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=215644&type=bien>

¹⁸⁵ SHBJ. Entrevue de Dorys Bélanger, 2024.

1954. Elles résident d'ailleurs dans l'école. Avec l'augmentation de la population et la demande, les Soeurs participent à la fondation des écoles Notre-Dame-du-Rosaire et Bon-Pasteur. Certaines habitent également au sein de l'école Notre-Dame-du-Rosaire. En 1967, elles sont appelées à œuvrer aussi à l'école Vatican II dont la direction est assumée par Sœur Alma-Rose Girard¹⁸⁶. Ces écoles engagent aussi de nombreuses enseignantes laïques. Monique Nadeau (née Adams Robenhymmer) étudie la musique pendant 12 ans. À son arrivée à Chibougamau, elle enseigne le chant bénévolement au primaire, avant d'être engagée comme professeure de chant. Elle enseigne de la 1^{ère} année à la 6^e année dans les écoles Bon-Pasteur, Notre-Dame-du-Rosaire, Vatican II, et à l'école catholique anglaise, Holly Family. À l'ouverture de la polyvalente, elle enseigne la musique en secondaire 1 et en secondaire 2 pendant 15 ans. Au cours de ces années, elle suit quelques cours à l'université ; cependant, elle enseigne sans permis. Un passe-droit qu'elle obtient, car l'âge de la retraite approche¹⁸⁷. Un autre exemple intéressant est celui de Jeannine Tremblay qui arrive avec ses parents à Chibougamau. La jeune femme enseigne depuis quelques années au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Les conditions de travail y sont difficiles dans certaines commissions scolaires : les petites paroisses peinent à payer leurs enseignantes. À Chibougamau, sa situation est différente. Les enseignantes trouvent un emploi rapidement et sont mieux rémunérées. Les perspectives de progression professionnelle sont plus importantes pour les jeunes femmes. La population est jeune, et Jeannine, avec 8 ans d'expérience dans le milieu, est considérée comme une « vieille enseignante ». Elle enseigne à l'école élémentaire Vinette et à une classe de garçons de 8^e année. Depuis le début de sa carrière, elle se préoccupe des conditions de travail des enseignants. En 1965, elle est présidente du syndicat local des enseignants. L'année suivante, elle devient directrice de l'école élémentaire Bon-Pasteur, elle est la première laïque à occuper ce poste. À l'ouverture de la polyvalente la Porte-du-Nord, après quelques années à s'occuper de ses enfants et à suivre des cours pour terminer son brevet B, son brevet A, ainsi qu'un baccalauréat en administration, elle retourne enseigner. Madame Tremblay termine sa carrière comme directrice à l'école Bon-Pasteur et obtient la médaille de bronze de la *Fédération des commissions scolaires du Québec*. Elle se déclare chanceuse, attribuant en partie son succès aux enseignantes peu nombreuses dans la région. Selon elle, la situation rend les promotions professionnelles plus fréquentes, ce qui est un avantage de la vie d'enseignante à Chibougamau¹⁸⁸.

¹⁸⁶ Répertoire du patrimoine culturel québécois, *École Vatican II*, <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=205987&type=bien>

¹⁸⁷ Gourd, *op. cit.*, p.38-39

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.47-51



Photo : Huit étudiantes de l'école Holy Family de Chibougamau, 1963 ou 1964.. SHBJ \ P025,D3,P19

Comme mentionné précédemment, la région de Villebois, Beaucanton et Val-Paradis possède déjà des commissions scolaires et des écoles de rang en 1950. Au cours de cette décennie, ces écoles commencent à fermer, et l'éducation des jeunes filles s'organise au sein de couvents gérés par des religieuses. Un couvent est construit à Villebois en 1955 dirigé par 4 religieuses : sœur Marie-Julienne Garon comme supérieure, sœur Marie-Madeleine Lemieux, sœur Marie-de-la-Protection Lafleur et sœur Marie-Dominique Martel. À ses débuts, il est fréquenté par 105 jeunes filles francophones réparties en 4 classes. En 1958, le couvent de Villebois est agrandi pour accueillir 170 élèves dans 6 classes. Malgré l'agrandissement, le couvent ne parvient pas à subvenir à la demande. L'ancienne écolière Micheline Audet relate qu'elle a failli ne pas avoir de place à l'école et qu'une fois obtenue, elle a dû apprendre à s'imposer pour avoir l'attention de la professeur débordée par la quantité d'élèves¹⁸⁹. Au début des années 1960, il ne reste que 2 classes de rang sur les 7 d'autrefois ; le couvent de Villebois devenant de plus en plus attrayant.¹⁹⁰ L'enseignement y est dispensé jusqu'à la 11e année inclusivement. Pour la 12e année, les jeunes filles doivent poursuivre leurs études à l'extérieur. L'institution s'associe avec la commission scolaire Lalonde de La Sarre pour l'enseignement du secondaire en 1964¹⁹¹. À Beaucanton, le couvent Notre-Dame-du-Sacré-Cœur assure déjà l'enseignement aux jeunes filles depuis 1943. Il est reconstruit et agrandi en 1956 suite à un incendie. Pour Val-Paradis, l'école le Beauvalois est fondée

¹⁸⁹ Lavoie, *op.cit.*, tome 1, p.152

¹⁹⁰ J.-D Bégin, *Hommage du Ministère de la Colonisation a Sainte-Camille-de-Villebois*. 1960. p.15 et 18

¹⁹¹ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op.cit.*, p.75

en 1954 et gérée par les Oblates franciscaines de Saint-Joseph¹⁹². De 1964 à 1967, une entente financière est convenue par la commission scolaire Lalonde pour chaque élève du secondaire de Villebois qui fréquente le couvent de Beaucanton. Après 1967, la cité étudiante Polyno de La Sarre prend le relais¹⁹³. En 1970, la commission scolaire locale est dissoute pour ultimement faire partie de la commission scolaire de l'Abitibi. En 1978, devant affronter une baisse démographique, les localités de Villebois, Val-Paradis et Beaucanton s'unissent pour mieux desservir en éducation leurs jeunes. Un système de niveau rotatif est mis en place : la maternelle, la 1^{ère} et la 2^e années sont offertes à Beaucanton, la 3^e et la 4^e années à Val-Paradis et la 5^e et la 6^e année à Villebois.¹⁹⁴ Ainsi, les jeunes étudiants du canton étaient amenés à se déplacer énormément pour avoir accès à l'éducation, notamment l'éducation secondaire, obligeant parfois des pensions La Sarre.

À Matagami, l'éducation s'organise avant même la création d'une commission scolaire. Il y a déjà une classe anglophone en 1961, quand Bernadette Laroche y commence l'enseignement primaire francophone. Elle n'a qu'un seul élève la première journée. Son chèque de paye venant de ce qu'elle nomme la « commission scolaire de colonie », elle accomplit son travail dans une ancienne cafétéria de la *Crowley McCracken*, sur le site de la mine. Il y a alors 4 classes... mais aucune toilette fonctionnelle, au début. Elle y enseigne à la maternelle, et en 1^{ère}, 2^e et 3^e années. L'année suivante, le premier édifice construit sur le futur site de la ville est l'école, signe que la population s'accroît rapidement. L'école Galinée est alors une école primaire et secondaire bilingue, qui devient aussi le cœur de la communauté. Les messes y sont célébrées, faute de locaux adéquats¹⁹⁵. À son ouverture, l'école compte 59 élèves et l'électricité fait souvent défaut¹⁹⁶. La construction de l'édifice incite Bernadette à venir s'établir sur le site de la ville pour y travailler. Elle relève de la direction francophone de l'école, les anglophones ayant leur propre direction, et y enseigne en 1^{ère} année¹⁹⁷. La commission scolaire Matagami-Joutel est créée en 1965. Le cursus secondaire est enseigné dans une extension de l'école Galinée, constituée d'anciennes roulottes de la mine. L'installation laisse à désirer : les toits des bâtiments ont plusieurs problèmes d'étanchéité. Il faut attendre 1981 avant que l'école secondaire Le Delta ne voit le jour à Matagami. L'école offre l'enseignement jusqu'au secondaire 4. Les étudiants doivent ensuite poursuivre leur formation à Amos. Ils habitent alors en pension dans leur école la semaine¹⁹⁸.

¹⁹² Répertoire du patrimoine culturel du Québec. *École Beauvalois* : <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=217492&type=bien>

¹⁹³ Localité de Beaucanton, *op. cit.*, p.18,21, *Ibid.*, p.18

¹⁹⁴ Comité du 50^e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.75

¹⁹⁵ Entrevue de Bernadette Laroche, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

¹⁹⁶ Comité du 25^e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.28 et 34

¹⁹⁷ Entrevue de Bernadette Laroche, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D5,P1

¹⁹⁸ Entrevue d'Estelle Larivière. SHBJ, P99,S4,SS4,D1,P1

À Joutel, une première école temporaire est aménagée dans une ancienne roulotte. Cette dernière est victime d'un incendie avant même d'avoir pu servir. Le temps de réaménager un bâtiment, la maternelle est alors dispensée dans un appartement de la ville, alors que les classes jusqu'en 3e secondaire sont dispensées dans une maison de la rue des Grenats. Malgré ce début chaotique, les premières enseignantes joutelloises, Pauline et Suzanne Massé, s'adaptent. L'école est ensuite établie dans une ancienne menuiserie. Nicole Saint-Pierre, qui y enseigne dès 1967, relate « *qu'elles n'ont manqué de rien... et surtout pas de moustiques lors des récréations* ». En 1967, l'école Laurent Bélanger compte 150 élèves... Pour l'instant. La ville compte en fait déjà 683 enfants. Comme la population augmente rapidement, 3 Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge débarquent à Joutel pour prêter main-forte en éducation. Sœur Jeanne Parizeau, sœur Patricia Perrault et sœur Eddyenne Thérberge auraient été particulièrement efficaces dans l'enseignement des mathématiques, au point où les élèves du secondaire envoyés à Matagami et à Amos sont vus comme ayant un niveau trop avancé¹⁹⁹. L'éducation à Joutel est dispensée jusqu'en 2e secondaire. Les étudiants de 3e et 4e secondaire fréquentent l'école de Matagami et doivent donc faire près de 2 heures d'autobus par jour. Ils doivent ensuite terminer leurs études à Amos. Les jeunes filles y logent en pension dans un ancien couvent, mais poursuivent des études laïques²⁰⁰. Soulignons que, contrairement aux communautés jamésiennes fondées précédemment, l'éducation offerte aux fillettes et aux adolescentes est mixte. À Matagami, à Joutel, de même qu'à Lebel-sur-Quévillon et Radisson, elles fréquentent les mêmes classes et les mêmes écoles que les garçons.

Avant la fondation de Lebel-sur-Quévillon, c'est à Rapides-des-Cèdres que naît la première classe du secteur. Elle est dispensée par madame Vaillancourt dans sa propre maison, avec l'aide d'une ou deux autres institutrices. Elle est alors en charge d'une quinzaine d'élèves provenant de Rapides-des-Cèdres et de Beattyville²⁰¹. Du côté de Lebel-sur-Quévillon, la ville se dote dès 1966 d'une commission scolaire, hébergée à même les locaux de l'hôtel de ville²⁰². Ce sont les Sœurs de la Charité de Jésus prennent en charge la fondation d'une première école. D'abord installée dans des locaux administratifs de la *Domtar*, à l'extérieur de la ville, son ouverture est chaotique. Le temps et les matériaux manquent pour ouvrir les classes. En seulement deux semaines, les Sœurs réussissent, non sans mal, à ouvrir l'école, en dépit d'une livraison de pupitres sans couvercle et d'un déficit de chaises forçant souvent les enfants à les partager²⁰³. Cette école temporaire bilingue compte alors 15 classes : 13 pour les francophones et 2 pour les anglophones. Le nombre d'élèves croît très vite, les locaux de la *Domtar* deviennent trop petits. En 1967, l'école J. A Tremblay est

¹⁹⁹ Comité du 25e anniversaire de Joutel, *op. cit.*, p.16-17

²⁰⁰ SHBJ, Fiche de renseignements 3.

²⁰¹ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.31

²⁰² Entrevue de Louise Méthivier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D4, P1

²⁰³ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.60

construite... mais le nombre de places devient aussi rapidement insuffisant. L'école Boréale ouvre ses portes en 1970, dont la directrice est Sœur Françoise Lacaille²⁰⁴. Progressivement, l'école J. A. Tremblay est affectée aux élèves du secondaire, mais est mal adaptée. Finalement, la ville obtient le budget pour rénover l'ancienne école. Elle devient l'école secondaire Taïga en 1979 sous la direction de Juliette Gale. Dès lors, les étudiants peuvent compléter leur secondaire 5 à Lebel-sur-Quévillon. Auparavant ils devaient se déplacer à Senneterre²⁰⁵.



Photo : Étudiantes de l'École Boréale de Lebel-sur-Quévillon, 1974. SHBJ \ P114,S8,D12,P17

Les villages nés des chantiers de la Baie-James relèvent de la commission scolaire du Nouveau-Québec, dirigée depuis Québec²⁰⁶. Les filles et les garçons fréquentent les mêmes écoles où l'enseignement est laïque. Comme la création de ces communautés est très rapide, l'embauche des enseignants l'est tout autant. Cécile Leclerc, enseignante de maternelle à Radisson de 1976 à 1979, décrit un processus d'embauche et d'entrée en poste à Radisson en moins d'une semaine. À son arrivée, l'école Jacques-Rousseau compte déjà 900 élèves de niveau primaire et secondaire. Il

²⁰⁴ *Ibid*, p.80 ; Entrevue de Louise Méthivier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D4, P1

²⁰⁵ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.121

²⁰⁶ Girard, *op. cit.*, p.300

y a aussi une école du côté de Sakami et de Keyano. Quand Christine Rochette fréquente l'école de Sakami, elle est la seule élève de secondaire 1, ce qui lui permet de sauter directement au secondaire 2. Comme l'école est petite, les élèves se connaissent bien et connaissent aussi très bien leurs enseignants... qui sont souvent leurs voisins. Une ambiance saine en découle selon elle. La grande distance qui les sépare des grands centres oblige néanmoins une certaine adaptation. Cécile Leclerc nous révèle qu'elle réutilise les jouets de ses enfants devenus vieux pour sa classe de maternelle, évitant des dépenses et des voyages dans le sud supplémentaires²⁰⁷



Photo : Mme Muguetta Benedetti, (197-). SHBJ \ P130,S6,D5,P1

Les villes et localités possèdent leurs propres commissions scolaires locales, pour le niveau primaire. Le niveau secondaire (francophone) est alors chapeauté par la Commission scolaire Harricana, à Amos (à l'exception de Radisson et des villages de chantiers). En 1967, Mme Muguetta

²⁰⁷ Entrevue de Cécile Leclerc, 2007. SHBJ, P99,S4,SS5,D2,P1

Benedetti (née Labonne) de Chapais est élue à titre de commissaire scolaire. Elle est une des premières femmes à occuper ce rôle en Abitibi-Témiscamingue. Son engagement implique des voyages de près de 400 km sur une route non asphaltée pour se rendre à Amos, aller-retour, deux fois par mois. Elle occupe ce poste pendant 8 ans. Elle occupe aussi la vice-présidence de la Commission scolaire Harricana pendant 5 ans²⁰⁸. En 1972, les commissions scolaires de Chapais et Chibougamau, ainsi que celles de Matagami et Joutel. Muguette Benedetti est appelée à travailler à la fondation de la Commission scolaire de Chapais-Chibougamau, et en occupe la présidence pendant de nombreuses années. Elle porte notamment le dossier de la construction d'une école secondaire à Chapais, la polyvalente Le Filon, inaugurée en 1977²⁰⁹.

Au cours des années 1970, les besoins sont criants pour l'enseignement secondaire régional, et des écoles sont construites dans toutes les villes, sauf à Villebois, Val-Paradis et Beaucanton, dont les élèves fréquentent la Polyno de La Sarre. À Chapais, Chibougamau, Matagami et Joutel, la 12e année du secondaire est toutefois toujours dispensée à Amos, jusqu'en 1978 pour Chapais et Chibougamau, et jusqu'en 1985 pour Matagami et Joutel²¹⁰. Tel que mentionné précédemment, la situation amène les étudiants à résider l'entièreté de leur année scolaire à Amos. Si nos informatrices de Joutel et Matagami ont mentionné avoir pu résider dans une résidence féminine, dans un ancien couvent d'Amos, toutes n'avaient pas cette chance. Il arrive que certaines jeunes filles doivent vivre en appartement, faute de place à la résidence. Une informatrice de Chapais nous relate avoir sauté une classe, et s'être retrouvée à 15 ans, à vivre seule en appartement avec 3 autres filles de 15 à 17 ans. Dans une telle situation, les parents étaient tenus de payer le loyer des étudiantes. Avec des revenus limités, les filles se partageaient 2 lits, fautes de meubles, et étaient laissées à elles-mêmes au cours de cette année scolaire à Amos²¹¹. Une telle situation offre aux adolescentes une grande liberté, mais les place aussi en position de vulnérabilité.

L'accès réel aux études supérieures et à la formation professionnelle des jeunes femmes demeure un sujet à explorer. Si en 1981 le premier Centre d'études collégiales du Québec voit le jour à Chibougamau, l'accès aux études post-secondaires exige pour la majorité des Jamésiennes de quitter la région. En 1983, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue est fondée à Rouyn. Dans quelle mesure l'institution attire les Jamésiennes ? Nous l'ignorons. Notons toutefois que le niveau de scolarisation global des Jamésien est inférieur aux autres régions du Québec au cours des années 1970 et 1980. L'accès plus laborieux à l'éducation postsecondaire et à la formation

²⁰⁸ A.F.É.A.S. *Dans l'histoire...des femmes aussi... au Saguenay-Lac-St-Jean*. Volume 2, Éditions Sc. Modernes, 1978, p.106-109.

²⁰⁹ *Ibidem*.

²¹⁰ Girard *et al. op. cit.* p.298-303

²¹¹ SHBJ, *Fiche de renseignements 8*.

professionnelle ont des impacts majeurs²¹². La présente recherche ne nous a pas permis de comparer le niveau de scolarisation spécifique des jeunes femmes de la région. Mentionnons toutefois qu'une telle situation est propice au développement et au maintien d'un lien de dépendance économique des plusieurs jeunes femmes à l'égard d'un conjoint.

SANTÉ

Jusqu'au milieu du XXe siècle, santé rime avec bienfaisance. De nombreuses organisations caritatives voient le jour, chapeautées par des membres du clergé. Ce n'est qu'à partir des années 1940 et surtout 1950 que le nombre d'infirmières explose au Québec : de 4167 en 1940, elles passent à 27 396 en 1965²¹³. Ce phénomène est principalement dû à la laïcisation de la société québécoise, qui s'amorce dès le milieu du XXe siècle. Les communautés religieuses se retirent progressivement de la gestion du milieu médical, mais demeurent longtemps présentes. Les jeunes femmes ne sont toutefois plus obligées d'entrer en religion pour devenir infirmières²¹⁴. Bien que cette profession permette une certaine autonomie financière, elle reste néanmoins un métier typiquement féminin ; aux yeux de la société, la santé et le soin relèvent avant tout des femmes, puisqu'il s'agit toujours d'une extension de leur travail au sein du foyer.

La fondation des villes jamésiennes s'accompagne du défi de doter ces communautés de soins de santé adéquats et modernes en parallèle d'un accroissement soutenu de leur population. L'accès à ces soins et leur nature influent sur la condition féminine des Jamésiennes, tant sur leur propre bien-être que sur le bien-être familial. La facilité de l'accès aux soins a aussi un impact sur la charge domestique des femmes, qui organisent les rendez-vous et les suivis, et se voient également octroyer le rôle d'aidantes naturelles au sein de leurs cellules familiales. De plus, elles jouent un rôle prépondérant dans la prestation des soins de santé par leur profession, leur bénévolat ou encore en s'impliquant dans l'administration des soins de santé.

Tel que mentionné précédemment, les premiers soins de santé accessibles à Villebois, Val-Paradis et Beaucanton sont administrés par les infirmières de *colonie*. La profession subit de nombreux changements au cours de la période. À l'aube de la Révolution tranquille, plusieurs voix réclament des services médicaux étatiques au Québec. En 1972, le rapport de la commission

²¹² Girard *et al. op. cit.* p.298-303

²¹³ Collectif Clio, *op.cit.*, p. 275-277 ; 428.

²¹⁴ Dumont, Jean, Lavigne, Stoddart, *op. cit.*, p. 425.

Castonguay-Nepveu²¹⁵ présente les *infirmières de colonie* comme des assistantes du médecin, ce qui tel que mentionné précédemment, n'était pas le cas. Il faut dire que la situation a beaucoup changé dans les anciennes *colonies* abitibiennes. L'amélioration du réseau routier et l'arrivée de l'automobile amènent une centralisation des soins médicaux. Dès 1962, une refonte du poste d'*infirmière de colonie* s'exerce, les mettant sous la responsabilité des unités sanitaires régionales. Commence alors la lente disparition de ces infirmières qui, lorsqu'elles quittent, ne sont généralement pas remplacées. Si, en 1962, on compte 110 infirmières de colonie dans la province, en 1972, il n'en reste que 61²¹⁶. La fermeture des dispensaires entraîne des protestations dans bon nombre de villages. À Villebois, le départ de Cécile Leblanc en 1962 est pallié par Jovite Langis de Val-Paradis. Elle se retrouve ainsi avec deux dispensaires sous sa responsabilité²¹⁷. La fondation de l'hôpital de La Sarre en 1959 change particulièrement le travail de Jovite Langis et de Louise Beaudoin, toujours en poste à Beaucanton. Les accouchements et tout autre cas médical complexe et urgent sont confiés à l'hôpital de La Sarre. Les réformes du gouvernement obtiennent un succès mitigé : les gens ne se déplacent pas forcément pour recevoir des soins et les médecins ne démontrent pas un vif intérêt à s'établir en région. On oscille dès lors entre maintien et abolition des infirmières de colonies. Un des pouvoirs qui fait le plus débat est le droit de ces infirmières à fournir un diagnostic et un traitement pharmaceutique. En 1972, les infirmières de *colonies* restantes cessent d'exister sous ce nom en même temps que de perdre leur privilège de pratique. L'infirmière de *colonie* du canton Rousseau devient infirmière du CLSC Beaucanton. C'est ce qui a poussé Jovite Langis, à terme, à quitter la profession en 1983. La prévention en milieu scolaire lui langue particulièrement²¹⁸. Pour ce qui est de la présence d'un médecin, il faut attendre 1979 pour en voir un exercer à temps partiel dans le secteur pendant seulement 6 à 8 mois, avant de voir le service reprendre en 1983²¹⁹.

Au début, Chibougamau ne dispose d'aucun hôpital. Lucie Lamontagne et son époux assurent un service de taxi-ambulance pour transporter les accidentés ou les femmes prêtes à accoucher jusqu'à la clinique Opémiska de Chapais, qui ouvre en 1957. Mme Lamontagne accompagne son époux et conduit la voiture pour le retour à la maison. Une sage-femme, madame Labrie, s'occupe des accouchements à son domicile ; toutefois, le décès en couches d'une femme la pousse à cesser ses activités²²⁰. La présence d'une sage-femme à Chibougamau est en soit inusitée

²¹⁵ La *Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social* (Castonguay-Nepveu) a comme mandat d'enquêter sur tout le domaine de la santé et du bien-être social, en vue de faire les recommandations nécessaires à la formulation d'une charte de la santé et du bien-être social. du Québec. Elle se déroule de 1967 à 1972.

²¹⁶ Daigle, Rousseau, *op.cit.*, p.56-58

²¹⁷ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.76

²¹⁸ Rousseau, Daigle, *op cit.*, p.381

²¹⁹ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.77

²²⁰ Gour, *op. cit.*, p.32-33

et révélatrice. Depuis la fin du 19^e siècle, la pratique de la sage-femmerie est en perte de vitesse au Québec. D'abord encadrées, leur action est limitée et restreinte, alors que l'accouchement se médicalise²²¹. L'absence d'infrastructures de santé impose aux premières chibougamoises la nécessité de s'organiser elles-mêmes. Par la suite, les accouchements doivent obligatoirement se dérouler à l'hôpital de Roberval ou, dès 1957, à Chapais. Même après la construction de l'hôpital de Chibougamau, inauguré en 1963, tous les soins médicaux ne sont pas offerts. Pour des soins spécialisés, les résidents de Chibougamau et Chapais doivent aller au Lac-Saint-Jean. L'équipe de soignants laïques de l'hôpital est d'ailleurs rejointe en mai 1963 par 10 religieuses de la congrégation des Dominicaines de l'Enfant Jésus²²². C'est toutefois à Chapais que le premier hôpital de la région voit le jour.



Photo : L'hôpital Opémiska de Chapais, 1957. SHBJ \ P125.S1.D6.P4

Fondé par la mine, l'hôpital Opémiska ouvre ses portes en 1957. À partir de ce moment, et jusqu'à l'ouverture de l'hôpital de Chibougamau, les femmes de Chibougamau et de Chapais s'y rendent pour accoucher. En 1974 toutefois, la mine entreprend des démarches pour fermer l'hôpital afin de régionaliser les soins à Chibougamau. Les pressions de la communauté sont fortes et les réactions sont vives. Les membres de l'AFEAS (Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale) de Chapais sont particulièrement inquiètes quant à la réduction de l'accès aux soins des

²²¹ Hélène Laforce. *Les grandes étapes de l'élimination des sages-femmes au Québec du 17^e au 20^e siècle*. Dans Francine Saillant et Michel O'Neill, *Accoucher autrement*. Saint-Martin, 1987, p.184-207.

²²² Répertoire du Patrimoine culturel du Québec. Hôpital de Chibougamau, [En ligne]. <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=212982&type=bien>

femmes. Leur pression porte fruit : une de leurs représentantes, Mme Lucette Larochelle (née Corriveau) est nommée au conseil d'administration de l'hôpital de Chibougamau. Elle y siège pendant plus de 20 ans, en plus de représenter la région sur de nombreux comités régionaux du milieu de la santé. L'hôpital de Chapais est converti en CLSC en 1974, mais n'entre en opération qu'en 1978. Ce changement marque d'ailleurs la fin des services hospitaliers : les femmes de Chapais doivent dès lors se rendre à Chibougamau pour leur suivi de grossesse et leurs accouchements²²³.

Dans le contexte du mouvement de réformes entamé au début des années 1960, les villes de Matagami, Lebel-sur-Quévillon et Joutel ne verront aucune infirmière de *colonie* s'implanter. Le gouvernement québécois adopte dans ces nouvelles villes, où l'on prévoit une forte augmentation démographique, le nouveau modèle de soins de santé, c'est-à-dire des soins administrés par des infirmières sous l'autorité d'un médecin. Fait curieux, le hameau de Desmaraisville est toutefois doté d'une infirmière dite de *colonie* de 1964 à 1967²²⁴. Du côté de Matagami, la première organisation médicale est amorcée en 1963 par la *Mattagami Mines Lake* qui embauche un médecin²²⁵. Estelle Larivière relate toutefois que les services de celui-ci étaient au début réservés pour les travailleurs de la mine. Les soins aux autres habitants de Matagami reposent alors sur les conseils d'une infirmière. En novembre de la même année, le nouveau conseil de ville obtient du ministère des Ressources naturelles la cession de terrains pour l'établissement d'une clinique médicale. Un comité représentant la ville et l'industrie minière fait alors pression pour obtenir un établissement hospitalier. Une clinique est ouverte en 1965, suivie, en 1969 d'un hôpital de 23 lits²²⁶. L'hôpital offre également un service de pharmacie en son sein jusqu'en 1972²²⁷. Ainsi, avant la création du centre, les femmes sont contraintes d'accoucher à Amos. Les déplacements sont dangereux l'hiver, et la route est en gravier. Nous ne disposons pas de témoignages sur l'organisation que de tels déplacements engendrent, mais nous pouvons présumer que la situation exige une grande planification. En plus de devoir se tenir prêtes au départ, les femmes doivent notamment prévoir le soin et la garde des autres enfants en leur absence. La mère de Johanne Fecteau fait partie des premières infirmières engagées à la clinique, vers 1963-1964²²⁸. L'hôpital accueille aussi une mission de la congrégation des Augustines. Dès 1965, les premières démarches sont entreprises pour organiser la venue de ces religieuses hospitalières. Les 5 premières arrivent en 1969 pour servir à l'hôpital Isle-Dieu. Jusqu'en 1981, 18 Augustines y servent dans tous les départements de l'hôpital : soins généraux,

²²³ La Sentinelle. "De l'hôpital Opémiska au CLSC des Grands Bois.". 28 août 1990

²²⁴ Daigle, Rousseau, *op. cit.*, p.424-425,

²²⁵ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.37

²²⁶ Il prend le nom de Centre de santé Isle-Dieu en 1983.

²²⁷ Entrevue d'Estelle Larivière, 2007. SHBJ, P99,S4,SS4,D1,P1

²²⁸ SHBJ. Entrevue Johanne Fecteau, 2024

urgence, obstétrique, pouponnière, cours pré-nataux, pharmacie, laboratoire²²⁹. Comme la région est éloignée, Matagami a eu énormément de difficulté dans les années 1970 à attirer des médecins et à les retenir. À tel point qu'il est arrivé quelquefois que des urgentologues de Montréal viennent travailler quelques jours à Matagami pour assurer à la population le maintien du service²³⁰. Le sujet reste à explorer, mais la situation soulève la question de la place accordée aux infirmières dans un tel contexte de pénurie et des responsabilités qu'elles peuvent hériter dans de tels cas.

Pour les Joutelloises, l'accès aux soins de santé est plus laborieux. La première infirmière n'y entre en poste qu'en 1975 (fait curieux pour une ville minière). Myriam Boulay relève alors du département de santé communautaire de Matagami, et son bureau est situé à même les locaux du club de curling. Avant cela, l'accès local aux soins repose sur l'implication bénévole d'une infirmière de formation, Florence Saint-Jacques. Au départ de Myriam Boulay en 1978, les services médicaux sont dispensés par le centre de santé de Matagami, jusqu'à l'embauche en 1979 de Raymonde Gamache. Cette dernière pratique dans le sous-sol de son propre domicile, avant de déménager sa clinique de nouveau au club de curling. En l'absence de médecin résident à Joutel, les accouchements se font systématiquement à Amos ou à Matagami (après 1969). Les femmes doivent aussi prévoir un séjour à l'extérieur d'une durée incertaine et tout ce que cela implique : l'entretien de la maison et la garde des enfants, entre autres. Il arrive que certaines femmes n'aient pas le temps de se rendre jusque là. C'est à son domicile que Cécile Boyer se retrouve à accoucher, assistée par l'infirmière. De plus, il n'y a pas de dentiste ni de pharmacie à Joutel pour la période étudiée. La planification des rendez-vous médicaux à l'extérieur de la ville est une tâche supplémentaire qui revient aux femmes. En 1984, sous la pression du centre de santé de Matagami, un bureau de santé ouvre finalement ses portes à Joutel. En plus de ce bureau composé de 5 personnes, les citoyens peuvent aussi bénéficier d'un service ambulancier sous la supervision de Mme Noëlla Bégin et de son mari²³¹.

²²⁹ Frédéric David. *Liste des missionnaires – Mission de Matagami, 1969-1981*. Archives du Monastère des Augustines de Québec

²³⁰ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.38

²³¹ Comité du 25e anniversaire de Joutel, *op. cit.*, p.18, 29-33



Photo : Trois religieuses des Filles de la Charité à Lebel-sur-Quévillon, 1967. Gérald Bolduc \ SHBJ \ P130,S6,D5,P1

Lebel-sur-Quévillon se dote très rapidement d'infrastructures de santé. En juillet 1966, la municipalité accueille sa première clinique médicale, dans le complexe *Atco* à l'extérieur de la ville. Une pharmacie ouvre en septembre de la même année. Par la suite, un comité sur lequel siègent Marie-Laure Rioux, Hélène Hunt et Jeanne Poirier se forme pour rapatrier la clinique en ville. La compagnie *Domtar* fournit 2 maisons-mobiles et ainsi naît en octobre 1966 le premier hôpital-roulotte de la province. Le personnel de la clinique s'occupe des premiers accouchements, le seul médecin étant secondé par les infirmières Denise Saint-Pierre, Monique Whittom et Lisette Duguay. Certaines femmes s'impliquent aussi bénévolement pour le développement des services et pour soutenir son fonctionnement. Jeanne Poirier, infirmière de formation mais sans droit de pratique, ressent le besoin de contribuer. Elle fournit sa propre vaisselle pour les besoins de la cuisine de la clinique²³² ! Trois religieuses de la congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus joignent l'équipe médicale : Sœur Catherine de Jésus, Sœur Germaine de Jésus et Sœur Léon de Rome²³³. Sœur Léon ainsi que Marie-Laure Rioux siègent sur le conseil d'administration de l'hôpital en plus de voir la gestion confiée à Sœur Hélène de l'Eucharistie²³⁴. Malgré une équipe que

²³² Entrevue de Jeanne Poirier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D10,P1 ; Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon, *op. cit.*, p.14

²³³ Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon, *op. cit.*, p.9-10

²³⁴ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.58-65

Jeanne Poirier qualifie de compétente, il faut parfois procéder à l'envoi de patients en ambulance vers Val-d'Or, sur une route difficilement praticable en hiver²³⁵. La clinique peut compter également sur le travail bénévole des Dames auxiliaires. Cette organisation de femmes offre du soutien aux patients. Elles leur tiennent compagnie, servent de relais pour transmettre leurs besoins au personnel et fournissent aux plus pauvres certains articles de base. Ces dames sont aussi appelées à jouer des rôles d'intermédiaires et de soutien aux patients autochtones qui fréquentent l'hôpital²³⁶. Présente aussi à Matagami, l'organisation fondée en septembre 1968 à Lebel-sur-Quévillon est active dans le financement du nouvel hôpital. Les Dames auxiliaires organisent des levées de fonds comme le *Bal de Coton* avec repas gastronomique²³⁷. Après un agrandissement en 1967, la clinique compte maintenant 5 maisons mobiles, qui accueillent notamment une pouponnière, une petite pédiatrie, une cuisine et des chambres de quatre lits²³⁸. Malgré tout, il manque un dentiste, un optométriste et un chirurgien pour la ville en devenir, selon le chef de la clinique. Le premier dentiste arrive en 1969²³⁹. En 1975 est inauguré le centre de santé de Lebel-sur-Quévillon²⁴⁰. Les résidents peuvent compter sur les services de plusieurs médecins ; nous dénombrons même deux femmes médecins parmi eux, étant les Dr. Hélène Guay et les Dr. Linda Maolli vers 1981²⁴¹.

Radisson et les villages des chantiers possèdent chacun un service en santé, administré par le centre hospitalier de la Grande-Rivière. Certains endroits (4 en tout) possèdent un centre complet de services avec des médecins où l'on peut trouver des services d'urgence, d'hospitalisation, dentaires et diagnostiques. D'autres (12 en tout) possèdent uniquement des services de premiers soins en cas d'accidents²⁴². Du côté de Radisson et Sakami, des services complets sont offerts. Selon Rachel Dorion et Christine Rochette, les femmes sur le point d'accoucher sont envoyées à Montréal par avion²⁴³. Au point de service de Sakami, on sait que la médecin Françoise Pagé y pratique en 1976²⁴⁴. À Radisson, Dr. Constance Goulet commence à pratiquer en 1977 et demeure en poste jusqu'en 1982. Elle revient à Radisson en 1983 et y travaille jusqu'en 2023.

L'éloignement et l'établissement parfois lent des services de santé dans les villes jamésiennes poussent parfois les femmes à devoir s'organiser entre elles... ou seules. L'accès plus

²³⁵ Entrevue de Jeanne Poirier, 2007. SHBJ, P99,S4,SS3,D10,P1

²³⁶ SHBJ. Fiche de renseignements 4.

²³⁷ Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon, *op. cit.*, p.25

²³⁸ Gourd, *op. cit.*, p.107

²³⁹ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.71-77

²⁴⁰ Girard, *op. cit.*, p.297

²⁴¹ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.101 et 131

²⁴² C. Favreau, *Radisson 1975-1985*, Comité du 10e anniversaire de Radisson, 1985, p.23

²⁴³ SHBJ, Entrevue Christine Rochette et Rachel Dorion, 2024

²⁴⁴ Barrette, *op. cit.*, p.111

difficile à des services de base est une charge supplémentaire au travail domestique des femmes : celles qui sont en charge d'organiser les suivis médicaux de la famille doivent planifier des visites à l'extérieur de leur communauté et les faire concorder pour tous les membres de la famille. La venue d'un nouvel enfant dans la famille nécessite aussi une logistique particulière. Les femmes qui quittent leur foyer pour des périodes indéterminées, plus ou moins longues, doivent planifier la gestion de la maison et la garde des enfants en leur absence. Ces réalités partagées par les femmes du territoire mettent en relief l'importance d'avoir un réseau social ou familial fort. Le sujet mérite d'être creusé, mais nous pouvons présumer que les premières femmes arrivées dans la région, et celles qui se retrouvent sans famille élargie, ont pu vivre plus difficilement la naissance ou les enjeux de santé de leurs enfants. La nature des emplois occupés par les conjoints ajoute à l'anxiété de certaines femmes face à l'éloignement des services²⁴⁵. La situation amplifie leur rôle de soignante de première ligne. Le travail dans les mines, les scieries, les chantiers ou à l'usine est difficile et les accidents de travail sont fréquents. Si nous n'avons pas pu accéder à des témoignages sur les rôles de proches aidance occupés par les femmes, la quantité d'accidents de travail recensés est éloquente. Entre 1950 et 1960, à Chapais et Chibougamau seulement, 24 travailleurs meurent dans les mines²⁴⁶. La fréquence des blessures de travail et des maladies professionnelles est encore plus grande. La vie de nombreuses femmes se retrouve rythmée par les enjeux de santé d'un conjoint à la santé hypothéquée et par les responsabilités de soins qu'elles se retrouvent à assumer.

La recherche actuelle ne nous a pas permis d'explorer ce champ, mais pour les Jamésiennes qui bénéficiaient d'infrastructures de santé, qu'en était-il de la qualité des soins ? Une de nos informatrices mentionne avoir été rudoyée par une religieuse lors de son accouchement à Lebel-sur-Quévillon en 1967. Employée à la Domtar, elle est frappée d'épuisement professionnel quelques années plus tard, mais se voit prescrire des pilules plutôt qu'un arrêt de travail. Son état ne s'améliore pas, et elle en paie les frais pendant plusieurs années. Elle considère que la gestion de la clinique par la compagnie est la cause du manque de soutien médical adéquat²⁴⁷. L'accès à la contraception mérite aussi d'être exploré. Si la taille des familles québécoises diminue depuis le début du 20^e siècle²⁴⁸, c'est seulement en 1969 que la contraception est officiellement décriminalisée au Canada. De nombreuses méthodes sont toutefois connues et utilisées depuis des décennies, la méthode Ogino (calendrier) est également de plus en plus enseignée lors des cours de préparation au mariage... Mais les méthodes demeurent rudimentaires. La pilule contraceptive

²⁴⁵ SHBJ. Fiche de renseignement 3.

²⁴⁶ Girard, op. cit. p.312.

²⁴⁷ SHBJ. Fiche de renseignements 2.

²⁴⁸ Rappelons que le baby-boom est une illusion statistique. Les femmes n'ont généralement pas plus d'enfants. C'est en fait le nombre de femmes qui ont des enfants qui a augmenté au cours de la période.

est finalement commercialisée dès 1960. Est-elle seulement accessible localement pour les Jamésiennes ? Ou fait-elle partie de la longue liste des articles à se procurer lors des sorties d'approvisionnement des familles ? Chibougamau voit la fondation d'une organisation SÉRÉNA²⁴⁹ dans les années 1960, qui offre aux couples des formations sur la méthode thermique de régulation des naissances. En 1964, 9 couples de moniteurs dispensent des formations aux couples qui souhaitent conjuguer leur foi catholique en gardant le contrôle de l'arrivée d'un enfant²⁵⁰. Ce sujet ouvre d'ailleurs la question de l'accès des Jamésiennes à l'avortement. Cela est particulièrement tabou pour la période étudiée, puisque ce soin n'a été décriminalisé qu'en 1988 au Canada. La criminalisation de l'avortement n'a jamais eu pour effet d'empêcher les interruptions volontaires de grossesses, mais elle interdit toutefois l'accès à ce soin de manière sécuritaire. L'éloignement géographique et la vie au sein de petites communautés où tout le monde se connaît ont le potentiel de présenter un défi particulier dans ce contexte²⁵¹.

RELIGION

La religion influe sur le quotidien des femmes. Les croyances, le conditionnement et l'encadrement religieux des mœurs et des comportements féminins influent aussi sur les dynamiques familiales et sociales. Jusqu'aux années 1960, les discours religieux et sociaux martèlent que le rôle des femmes est d'abord d'être des mères de famille et des maîtresses de maison dévouées et présentes. Plusieurs femmes sont aussi actives dans cette dynamique, par une implication laïque ou en embrassant la profession religieuse. L'implication laïque peut prendre une forme communautaire, une participation aux activités paroissiales, mais aussi par la transmission des rites et croyances religieuses aux enfants. Quant à celles qui prennent le voile, elles occupent un rôle déterminant jusque dans les années 1970, dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

La région de Villebois, Beaucanton et Val-Paradis tend à se dépeupler au tournant des années 1960. Avec la diminution du nombre de paroissiens, les trois paroisses sont desservies par le curé de Beaucanton. L'administration de la paroisse de Villebois est alors laissée à des religieuses : Sœur Simone Leduc de 1973 à 1979 et Sœur Noëlla Veillette nommée en 1981²⁵². À Chibougamau, les Sœurs du Bon-Pasteur, arrivées en 1954, administrent au début le réseau

²⁴⁹ *Service de régulation de naissances*. L'organisme de planification de naissance canadien à but non lucratif, fondé en 1955 au Québec, et s'emploie à l'enseignement de méthodes contraceptives naturelles.

²⁵⁰ SHBJ. P006,S6,SS2,SSS17,SSSS33

²⁵¹ Suzanne Marchand. *Partir pour la famille. Fécondité, grossesse et accouchement au Québec, 1900-1950*. Septentrion, 2012, p.39-77

²⁵² Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.70

scolaire catholique²⁵³. En santé, les Dominicaines de l'Enfant-Jésus s'installent en 1963²⁵⁴. Entre 1954 et 1980, 32 Soeurs du Bon-Pasteur œuvrent à Chibougamau. Certaines y demeurent longtemps : mentionnons Sœur Marie-Luce Gagnon de 1954 à 1957 puis de 1974 à 1981, Sœur Gabrielle Lapointe de 1959 à 1989, Sœur Fernande Bouchard de 1967 à 1981 et Sœur Alice Lacasse de 1969 à 1985²⁵⁵. Chapais n'accueille aucune congrégation féminine hospitalière. Les religieuses y sont toutefois très présentes en éducation. En 1956, quatre Soeurs du Bon-Pasteur s'installent à Chapais et assurent – avec des enseignantes laïques – l'éducation des enfants catholiques à l'école no 1. Sœur St-Léopold (Laetitia Lapointe) prend la tête de l'institution, qui accueille aussi les célébrations religieuses avant la construction de l'église. Devant la croissance de la population et l'augmentation des besoins, le couvent Notre-Dame de Lourdes ouvre ses portes en 1958. Il fait office d'école secondaire, mais aussi de résidence pour les religieuses jusqu'en 1969. Entre 1956 et 2005, 36 religieuses de cette congrégation servent à Chapais²⁵⁶.

Les sources sont maigres quant à la vie religieuse de Matagami. Mentionnons toutefois qu'un esprit de tolérance s'y développe : les trois religions dominantes de Matagami, le catholicisme, l'anglicanisme et l'unitarisme, se partagent l'unique église de la ville²⁵⁷. Tel que mentionné précédemment, 18 sœurs Augustines sont déployées à l'hôpital de Matagami, entre 1969 et 1981. Si elles œuvrent au soin des patients, elles sont aussi appelées à préparer des formations pré-natales, à animer et à participer aux activités pastorales de la paroisse²⁵⁸. À Joutel, trois religieuses de la congrégation de l'Assomption de la Sainte Vierge arrivent en 1968 pour s'impliquer dans l'enseignement. Elles quittent temporairement la ville pour finalement y revenir à la fin des années 1970, pour s'affairer à l'animation pastorale cette fois²⁵⁹. En 1966, il n'y a pas encore de chapelle à Lebel-sur-Quévillon. Il faut trouver une salle assez grande pour accueillir la population qui croît rapidement. Le choix du local se porte étonnamment, et surtout temporairement, sur la taverne du campement de roulottes *Atco* sur le chantier. Le bar laisse alors place aux messes le dimanche, en attendant la fin de la construction de la chapelle en 1968²⁶⁰. Les femmes étant interdites dans les tavernes au Québec jusqu'en 1979, c'est donc exceptionnellement que les femmes pouvaient y entrer, pour fins religieuses. Comme nous l'avons vu, les Sœurs de la Charité du Sacré-Cœur de

²⁵³ Répertoire du Patrimoine culturel du Québec. *Maison des Soeurs du Bon-Pasteur*. <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=205992&type=bien>

²⁵⁴ Répertoire du Patrimoine culturel du Québec. *Hôpital de Chibougamau*. <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/detail.do?methode=consulter&id=212982&type=bien>

²⁵⁵ SHBJ, Fond P063 Sœur Thérèse Ouellet

²⁵⁶ Comité du 50e anniversaire de Chapais, *op. cit.* p. 89-91 ; 95-97

²⁵⁷ Comité du 25e anniversaire de Matagami, *op. cit.*, p.33

²⁵⁸ Frédéric David. *Liste des missionnaires – Mission de Matagami, 1969-1981*. Archives du Monastère des Augustines de Québec

²⁵⁹ Comité du 25e anniversaire de Joutel, *op. cit.*, p.29

²⁶⁰ Gagné; Pelletier, *op. cit.*, p.56 et 68

Jésus y œuvrent en éducation ainsi qu'en santé. Quant à Radisson, la localité est fondée plus d'une décennie après la Révolution tranquille. La pratique religieuse y est moins prenante, et la sécularisation des services d'éducation et de santé y est bien affirmée. Outre la présence d'un prêtre et d'une chapelle, aucune congrégation religieuse féminine n'y est présente. Quant aux résidentes et résidents des autres villages de chantier, ils reçoivent la visite du prêtre une fois toutes les deux semaines²⁶¹.

Les années suivant la naissance des villes jamésiennes marquent une époque où les pratiques religieuses au Québec s'assouplissent et où les milieux de l'éducation et de la santé commencent à se séculariser. L'urbanisme des villes fondées à partir des années 1950 en témoigne : les églises ne sont pas les points centraux des aménagements urbains. Si la culture et les normes sociales suivent, ce genre de changement s'effectue sur le long terme. Des années 1950 aux années 1980, de nombreuses Jamésiennes s'impliquent au sein d'organisations communautaires de tradition catholique, axées sur les savoirs traditionnels et sur la charité chrétienne, telles que les *Cercles des Fermières*, les *Filles d'Isabelle*, le *Mouvement des femmes chrétiennes* ou au sein de leur paroisse. De nombreuses femmes retirent beaucoup de fierté de leurs implications, qui varient de l'animation pastorale, au rôle de marguillière ou à la participation active aux célébrations liturgiques. D'autres entretiennent des relations plus difficiles avec la morale religieuse. Les femmes, considérées comme les gardiennes de l'ordre moral, sont particulièrement surveillées au sein de la communauté. À Chibougamau, Jeannine Tremblay devient directrice de l'école Bon-Pasteur en 1966. Femme mariée, elle fréquente les soirées dansantes à l'hôtel ... La situation crée des tensions entre les parents et la direction, mais qui se résorbe grâce à l'intervention de l'aumônier de l'école²⁶². À Chapais, la jeune Doris Bélanger perd son emploi d'enseignante au collège Saint-Dominique Savio en 1964 pour avoir dispensé un cours en extérieur aux garçons de sa classe de 3^e année. Doris avait au cours des années, fait l'objet de plusieurs plaintes et d'une surveillance étroite. Elle est monitrice pour des groupes de jeunes de la paroisse, qu'elle nomme le *Club des Copains*. Certains parents portent plainte parce qu'elle leur apprend à danser au presbytère. Ses sorties en ville avec des amis sont aussi scrutées. Elle relate qu'une enseignante n'a d'ailleurs pas le droit d'entrer dans un débit de boisson, de boire en public et de porter une robe au-dessus des genoux. Ses sorties en ville avec des amis sont l'objet d'interventions et de tensions avec la direction religieuse de l'école, jusqu'à son renvoie²⁶³.

²⁶¹ Marie-France Barrette. De Bersimis à La Grande : la vie des travailleurs dans les camps et les villes-ressources durant la construction des grands projets hydroélectriques. Rapport, UQAM, 2026, p. 58

²⁶² Entrevue de Jeannine Tremblay, 2007. SHBJ, P99,S4,SS1,D6,P1

²⁶³ SHBJ. Entrevue Doris Bélanger, 2024

EMPLOIS

Les femmes travaillent depuis toujours, mais ont longtemps occupé des emplois intégrés à la vie familiale et au foyer, tels que la tenue d'un commerce familial ou l'exploitation agricole. Depuis la Révolution industrielle, les femmes qui travaillent à salaire hors du foyer le font principalement pour pallier aux bas salaires de leurs conjoints. La décennie 1950 marque un tournant : près du quart des Québécoises entrent sur le marché du travail. L'accès aux électroménagers, la réduction de la taille des familles et le retour de l'accès à des biens de consommation, comme les vêtements prêt-à-porter, allègent la charge domestique des femmes et facilitent leur insertion dans le monde professionnel. Les options sont toutefois rares pour elles, qui sont généralement confinées dans des emplois dits traditionnellement féminins : secrétariat, soins infirmiers, enseignement. Elles tiennent parfois des commerces familiaux ou travaillent dans les services à la clientèle. Il est beaucoup plus difficile pour elles d'intégrer des milieux qui sortent de ce cadre. Jusqu'aux années 1960, le travail féminin est perçu comme secondaire : on considère que le métier premier d'une femme mariée demeure son rôle de ménagère et de maîtresse du foyer²⁶⁴.

Tel que mentionné précédemment, de nombreuses femmes se lancent en affaires après leur arrivée dans les nouvelles villes jamésiennes. Les besoins criants en services sont l'occasion pour elles d'apporter des revenus supplémentaires au ménage, en ouvrant des buanderies, des salons de coiffure ou des petites épiceries à même leur domicile. C'est même le cas au sein des villages de chantiers du Projet Baie-James, où certaines femmes de cadres ouvrent des salons de coiffure ou des petites boutiques à même les maisons²⁶⁵. Pour les ménagères, ce type de métier s'intègre plus facilement dans leurs activités quotidiennes. On attend de celles qui travaillent qu'elles assument simultanément leur rôle domestique, leurs responsabilités familiales en menant une carrière. Les besoins criants en logements représentent aussi une occasion d'affaires pour les femmes. Les chambres vacantes de la maison sont parfois louées aux travailleurs de passage. Les couples vont jusqu'à acheter ou faire construire des maisons à logements, qui sont entretenus par les femmes. Plusieurs travailleurs peuvent occuper ces chambres. À Chibougamau, Lucie Lamontagne gère 4 logements, hébergeant jusqu'à 27 travailleurs²⁶⁶. La gestion d'une maison de chambre est un travail très exigeant pour les femmes. Elles doivent nettoyer la maison pour les chambreurs, et ne peuvent pas quitter la ville longtemps. Ces emplois représentent parfois les

²⁶⁴ Alain Vinet, Francine Dufresne, Lucie Vézina. *La condition féminine en milieu ouvrier – Une enquête*. IQRC, 1982, p.23-29.

²⁶⁵ SHBJ. Entrevue Christine Rochette et Rachel Dorion

²⁶⁶ Entrevue de Lucie Lamontagne, 2007. SHBJ. P99,S4,SS1,D2,P1

seules ressources de la famille. Une informatrice chibougamoise se remémore une amie de la famille, dont le mari avait été rendu infirme dans un accident de travail à la mine. Elle obtient un prêt à la banque pour acheter une maison à convertir en logements de chambreurs et devient ainsi le pilier financier de la famille. Fait notable, elle doit obtenir l'autorisation signée de son époux pour entreprendre cette démarche²⁶⁷. Une autre informatrice relate que les problèmes d'alcool de son père forcent sa mère à cumuler les emplois de serveuse et à faire des ménages, pour assurer la survie de la famille. Elle parvient ainsi à payer des études pour ses enfants²⁶⁸.

Nous ne reviendrons pas sur les métiers du milieu de l'enseignement et de la santé mentionnés précédemment. Notons toutefois que beaucoup de Jamésiennes interrogées associent leur succès professionnel à la région. L'éloignement des centres urbains et le manque de main-d'œuvre donnent ainsi aux femmes plusieurs opportunités de carrière, mais aussi d'indépendance. La période voit l'intégration de certaines femmes à des milieux professionnels masculins. L'économie des villes et localités jamésiennes est fondée sur l'industrie primaire. Les emplois reliés à l'exploitation des ressources minières, forestières et hydroélectriques sont traditionnellement masculins. Il est difficile d'établir une juste proportion de la place des femmes au sein de ces industries dans le cadre de cette recherche préliminaire. Un tel travail impliquerait une recherche exhaustive au sein des archives privées conservées au sein des grandes entreprises régionales. L'étude des archives des mines Copper Rand, Opémiska et Lemoine peut toutefois nous donner quelques pistes. Les femmes sont nettement sous-représentées pour la période étudiée au sein de ces milieux masculins.

Entre 1952 et 1956, la mine Opémiska de Chapais compte à son emploi 3 femmes uniquement²⁶⁹. Les données de 1971 de la mine nous renseignent mieux sur le profil des employées. À l'époque, la mine compte 15 femmes à son emploi, sur un total de 131 employés. De ce nombre, 5 occupent le rôle d'infirmière pour la mine ou à l'hôpital Opémiska, et une femme travaille comme cuisinière à l'hôpital. Les autres femmes occupent des emplois administratifs : commis à la paie, dactylo et sténographe²⁷⁰. 15 ans plus tard, le profil des employées a peu évolué. En 1986, la mine compte 11 femmes cadres sur 76, et 3 femmes salariées sur les 302 employés. La présence des femmes dans des postes de cadres s'explique par le fait qu'elles occupent en grande partie des emplois administratifs (paie, ressources humaines), hors convention collective. Aucune d'entre elles n'occupe toutefois de poste de direction de département ou des rôles décisionnels. En

²⁶⁷ SHBJ, Fiche de renseignement 5

²⁶⁸ SHBJ, Fiche de renseignement 1

²⁶⁹ SHBJ, P121,S2,D18,P1

²⁷⁰ SHBJ, P121,S2,D10,P1

1989, la compagnie compte 70 employés cadres, dont 13 femmes, principalement au sein des départements du personnel et de la paie. Sur 256 employés salariés, la mine compte alors à son emploi 4 femmes qui ne sont pas cadres. En 1989, les femmes employées à l'entrepôt gagnent 9,95\$, celles au service de la géologie gagnent 10\$, soit environ 21,30\$ en valeur de 2024²⁷¹. Quant aux femmes du service au personnel, elles gagnent 10\$ et 15\$ de l'heure²⁷². Notons qu'elles gagnent les mêmes salaires que leurs homologues masculins, affectés aux mêmes postes.

Au cours des années 1960, c'est une quinzaine de femmes qui travaillent à titre d'assistantes de laboratoire (*Assay Office-Lab assistant*) pour les mines de l'entreprise Patino de Chibougamau. En 1959 une assistante de laboratoire 3^e classe gagne 1,16 \$ de l'heure (16,45\$/h en 2024). En 1967, il est de 1,76\$ (15,74\$ / h). Quant aux assistantes de laboratoire 1^{ère} classe, en 1962, leur salaire est de 1,56\$ de l'heure (15,76\$ / h). Il atteint 1,95\$ de l'heure en 1965 (18,60\$/h)²⁷³. À titre de comparatif, le salaire horaire des mineurs dans les mines de cuivre du Nord-Ouest de la province est de 2,02\$ en 1961 (20,37\$ / h), et de 2,55\$ en 1967 (22,81\$ / h)²⁷⁴. Si les années 1980 correspondent à l'arrivée des premières femmes géologues à œuvrer sous terre, elles sont toutefois rares. Lors de ses emplois aux mines Henderson, Lemoine et Selbaie, Ginette Reid est la seule femme sous terre. Pour elle, l'expérience est heureuse et les relations avec les collègues sont cordiales.

Les archives de l'industrie forestière régionale sont toujours conservées au sein des compagnies, les quelques informations dont nous disposons actuellement proviennent de témoignages. On peut toutefois envisager que, pour la période étudiée, la place des femmes au sein de ce milieu masculin doit ressembler à celles employées au sein des minières et de l'industrie hydroélectrique : des emplois majoritairement de bureau et administratifs, rarement décisionnels et principalement de soutien aux activités. C'est un emploi de secrétaire qu'occupe au départ Mme Thérèse Godbout pour la *Domtar* de Lebel-sur-Quévillon. Si la jeune femme originaire de Val-d'Or souhaitait occuper un emploi de plombière ou de débosseuse, elle se résout à choisir le secrétariat. Après des études à North Bay pour apprendre l'anglais, elle réalise en 1967 qu'on n'offre que 30\$ par semaine à Val-d'Or aux secrétaires. Sa connaissance de l'anglais la sert bien, puisqu'elle obtient un poste à 90\$ par semaine à Lebel-sur-Quévillon. Elle est alors la première femme de son département, et elles sont bien peu à l'emploi de l'usine par la suite. Le travail dans

²⁷¹ SHBJ, P121,S2,D11,P1

²⁷² SHBJ, P121,S2,D12,P10

²⁷³ SHBJ, P186,S1 ; Banque du Canada. Feuille de calcul de l'inflation, 2024 [En ligne] : <https://www.banqueducanada.ca/taux/reseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/>

²⁷⁴ *La Voix des travailleurs de Chibougamau Chapais*, 15 mars 1968.

cette nouvelle entreprise implique que tout est à faire dans son domaine et elle doit organiser l'entièreté du système de classement. Le défi est colossal puisque rien n'a été préparé. Elle devient ensuite commis aux statistiques et a comme tâche de calculer la production de papier, mais aussi d'escalader les réservoirs de l'usine pour en calculer le niveau. Elle est la première femme à occuper ce poste²⁷⁵. Chez *Barrette-Chapais*, Muguette Benedetti devient Directrice du personnel en 1976. L'entreprise est jeune, mais compte déjà 450 employés. Elle est alors la seule femme cadre supérieur et elle doit s'assurer les bonnes relations de travail, mais aussi s'imposer dans ce milieu masculin²⁷⁶. Finalement, à Lebel-sur-Quévillon, Guylaine Saucier s'illustre en devenant présidente du *Groupe Saucier* au décès de son père, en 1975²⁷⁷. À 30 ans, elle est à la tête de l'entreprise, qui devient la plus importante productrice de bois de sciage à l'Est des Rocheuses. Elle administre l'entreprise jusqu'en 1989. Elle se fait remarquer dans le monde des affaires et de la gouvernance. En 1986, elle devient la première femme présidente de la *Chambre de commerce du Québec*, et siège par la suite sur des conseils d'administration prestigieux, jusqu'à devenir la Présidente de CBC – Radio-Canada. Elle est nommée membre de l'Ordre du Canada en 1989, son implication et sa réputation dans le monde des affaires la hisse deux fois dans le palmarès des 100 femmes les plus influentes du Canada²⁷⁸.

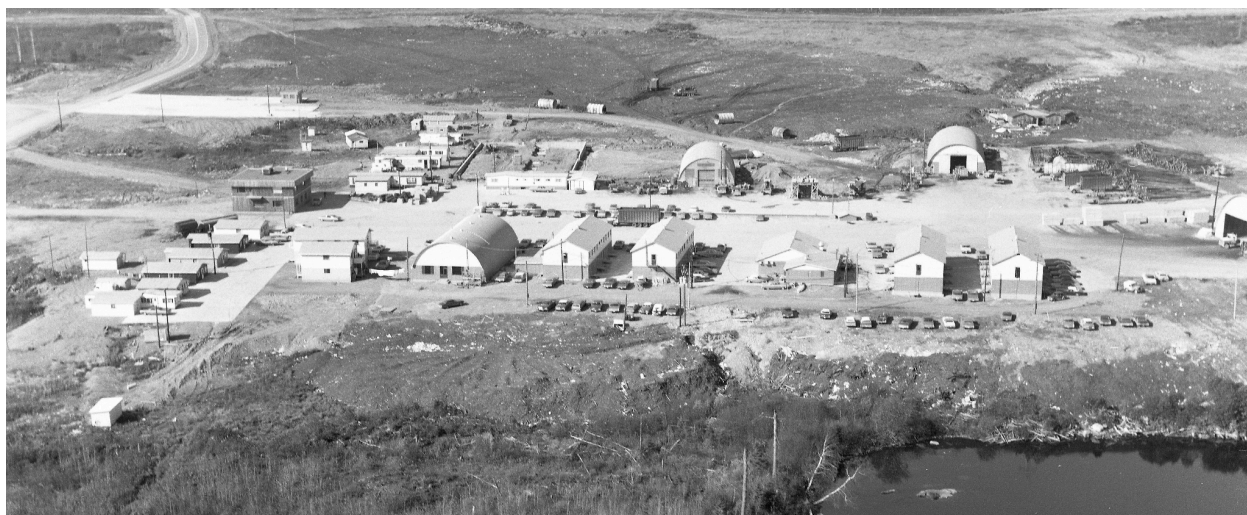


Photo : La scierie Barrette-Saucier, Lebel-sur-Quévillon, 1973. Gérald Bolduc \ SHBJ \ P114,S7,SS1,D9,P31

²⁷⁵ Thérèse Godbout. *Mémoires*. Archives privées.

²⁷⁶ A.F.É.A.S. *Dans l'histoire, des femmes aussi... au Saguenay-Lac-St-Jean* (volume 2), Sc. Modernes, 1980, p.108-109.

²⁷⁷ En 1965 Vianney Barrette et Gérard Saucier fondent la scierie Barrette-Saucier, à Lebel-sur-Quévillon. L'entreprise connaît une scission suite au décès de Vianney Barrette : son fils Yves s'installe à Chapais et fonde Barrette-Chapais en 1975. La scierie de Lebel-sur-Quévillon devient le Groupe Saucier, qui s'étend vers l'Abitibi.

²⁷⁸ Radio-Canada. *Ma vie après la Une : Guylaine Saucier*, 24 février 2023, [En ligne] <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/ma-vie-apres-la-une/segments/entrevue/433859/affaires-gestion-abitibi-foresterie-gouvernance>

La situation des travailleuses lors de la phase 1 des projets de la Baie-James est mieux documentée. Les grands chantiers hydroélectriques ont aussi lieu à une époque où plus de femmes sont bien implantées sur le marché du travail. Sur les chantiers de la Baie-James, elles occupent toutefois majoritairement des emplois traditionnellement féminins : femmes d'entretien, cuisinières, infirmières, secrétaires²⁷⁹. Elles se retrouvent d'ailleurs en minorité dans des postes décisionnels. Notons toutefois que ce type d'emploi est encore prédominant au Québec à l'époque. En 1972, Hydro-Québec emploie seulement 12% de femmes dans toute la province. Sur les chantiers, leur proportion est encore moins élevée. En 1977, sur le chantier du détournement EOL, on retrouve une femme pour 15 hommes²⁸⁰. Quant au chantier LG-2, en 1975 on trouve 163 travailleuses et 8389 travailleurs (1 femme pour 51 hommes). En 1979, ce ratio descend à 728 travailleuses pour 14 285 travailleurs (1 femme pour 19 hommes)²⁸¹.



Photo : Cafétéria du chantier LG-2, (197-). SHBJ \ PI94,S1,D1

²⁷⁹ Caroline Desbiens, *Puissance nord : territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*. Presses de l'Université Laval, 2015, p.206.

²⁸⁰ Barrette, *op.cit.*, p.99 ; 102-103.

²⁸¹ Desbiens, *op. cit.* p.206.

Parmi les défis auxquels les femmes sont confrontées dans ces milieux, le harcèlement au travail occupe une place jamais abordée dans l'histoire régionale. Il s'agit d'expériences vécues dont les femmes parlent peu ou à mots couverts, pour des raisons qui leur appartiennent. Pudeur, honte, peur des représailles, éducation au silence, banalisation. Une informatrice anonyme travaillant chez la *Domtar* de Lebel-sur-Quévillon relate le harcèlement qu'elle subit et une des stratégies d'évitement qu'elle utilise :

Il n'était pas question de prendre l'ascenseur, il y avait beaucoup trop d'hommes [...] et il y en avait toujours un pour essayer de te serrer dans un coin, je montais donc les étages à pied .

Âgée de 18 ans lors de son embauche, elle subit aussi le harcèlement de son collègue de bureau. Celui qu'elle décrit comme un bon père de famille et marié, juge drôle de lui montrer son pénis à tout bout de champ. Elle ne le dénoncera jamais, selon elle, pour ne pas nuire à sa famille et parce qu'il n'ira pas plus loin²⁸². Une commerçante de Matagami remarque une dégradation de la civilité envers les femmes dans le contexte de l'ouverture des chantiers de la Baie-James, qui amènent bon nombre de gens de passage. Elle ne se sent pas toujours en sécurité au travail et doit parfois appeler ses filles pour ne pas rester seule. Elle relate une situation où un client de passage l'attendait à la fermeture de son commerce, alors qu'elle lui a clairement fait savoir qu'elle n'était pas intéressée et qu'elle était mariée²⁸³.

Sur les chantiers hydroélectriques, la situation minoritaire des femmes les frappe dès l'arrivée à l'aéroport. À la cafétéria, lors des loisirs, au cours de leur travail quotidien, les femmes sont l'objet d'une attention perpétuelle. La SDBJ envisage un temps la construction de motels sur les chantiers, afin de réduire la tension sexuelle chez les travailleurs et de permettre aux couples de se rencontrer. Le projet ne voit toutefois jamais le jour : la SDBJ craint (probablement à raison) de voir la prostitution y proliférer. Les travailleuses écotent toutefois des effets collatéraux en devenant des objets de convoitise. Si certaines finissent par s'y habituer, de nombreuses autres se remémorent l'inconfort de la situation. Les travailleuses bénéficient de clubs féminins sur tous les chantiers (*Fémina*, *Mistral*, *Stæil*) qui leur sont réservés. Les hommes n'y sont admis que sur invitation. Ces clubs offrent un espace sécuritaire, et de répit, à celles qui sont confrontées à l'hostilité ou au harcèlement de collègues. Rappelons que ces travailleuses logent et résident sur leur lieux de travail pendant plusieurs semaines, et que la vie privée s'entremêle au travail. Les règles sont d'ailleurs strictes quant aux espaces de dortoirs et de détente. Ils sont séparés et interdits d'accès au sexe opposé²⁸⁴.

²⁸² SHBJ. Fiche de renseignements 2.

²⁸³ SHBJ, P99,S4,SS4,D1, P1, p.31

²⁸⁴ Desbiens, *op. cit.*, p.207 ; Barrette, *op.cit.* p.100;104-105.

*Dans une situation comme celle-là, [...] un club féminin... c'est essentiel ! Quand tu arrives au chantier, que tu es femme et que tu te fais siffler à tous les pas, ce qui est bien compréhensible et amusant même, mais 'tannant' à la longue, c'est normal qu'à un certain moment tu désires un endroit où tu auras enfin la paix, [...]*²⁸⁵

POLITIQUE

Les années 1950 et 1960 voient l'arrivée – lente et timide – des premières femmes comme actrices politiques. Cette lenteur n'est toutefois pas unique à la Baie-James : l'obtention des droits démocratiques ne signifie pas une entrée fulgurante au sein des sphères du pouvoir.



Photo : Thérèse Casgrain donnant une conférence à Montréal, 1945. BANQ \ P48,S1,P12345

Au niveau fédéral, les villes et localités de la Baie-James ont longtemps été ballottées d'une circonscription à l'autre. De 1949 à 1976, la majorité du territoire est inclus au sein de la circonscription *Villeneuve* (sauf Matagami, qui fait partie du comté *Abitibi* en 1968). Si en 1976 l'ensemble des villes et localités jamésiennes sont rattachées au comté *Abitibi*, Chapais et Chibougamau sont rattachées au comté de *Roberval* dès 1987. D'autres remaniements électoraux

²⁸⁵ Témoignage de Marceline Harvey dans «J'ai rien contre les hommes... c'est du monde, après tout !», *En Grande*, vol. IV, no. 20, novembre 1977, p. 14

ont lieu jusqu'à la création de la circonscription fédérale *Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou* en 2004²⁸⁶. La première femme à se présenter comme candidate pour représenter le territoire est Madame Thérèse Casgrain. Militante féministe et pionnière du droit de vote des femmes au Québec, elle devient en 1951 cheffe du *Parti Social-Démocrate du Québec*. Elle est alors la première femme cheffe d'un parti politique au Canada. C'est sous la bannière du *Parti Social-Démocrate du Canada*²⁸⁷ (et inscrite comme ménagère) qu'elle se présente dans le comté de *Villeneuve*, aux élections générales de 1957. Elle est défaite et termine 4e. Il faut attendre 1979 avant qu'une autre femme ne se présente à nouveau dans une circonscription fédérale pour représenter – entre autres – la Baie-James. Cette année-là, mesdames Doris St-Pierre, animatrice, et Judith Desjardins, conseillère en orientation, se présentent respectivement pour le *Parti Rhinocéros du Canada*, et l'*Union Populaire*. Notons qu'entre 1980 et 2004, sur 19 candidats à se présenter au titre de députés pour les divers comtés qui englobent la Baie-James, 6 sont des femmes²⁸⁸. La première représentante de la région élue au Parlement fédéral ne l'est qu'en 2019 : Sylvie Bérubé, du *Bloc Québécois*²⁸⁹.

Sur la scène provinciale, si les Québécoises ont obtenu le droit de vote en 1940²⁹⁰, seulement une poignée de candidates tentent leur chance au cours des élections suivantes. Il faut attendre les années 1970 pour que le nombre de candidates dépasse la vingtaine au Québec, et 1981 pour que leur proportion atteigne la barre des 15% des candidats²⁹¹. De 1952 à 1980, la Baie-James est divisée au sein des circonscriptions *Abitibi-Est* et *Abitibi-Ouest* (englobant Villebois, Val-Paradis, Beaucanton). Le comté d'*Ungava* est fondé en 1980. Aucune femme, à ce jour, n'y a été élue au titre de députée provinciale²⁹². La première femme à briguer la mandat de députée au sein du comté d'*Ungava* se présente en 1994 : Madame Marlène Charland se présente pour le *Parti de la Loi naturelle du Québec*²⁹³. Notons qu'avant la fondation de la circonscription, aucune femme ne s'était présentée pour les comtés d'*Abitibi-Est* et d'*Abitibi-Ouest* non plus.

²⁸⁶ Parlement du Canada. Parlinfo – Circonscriptions. [En ligne]. https://lop.parl.ca/sites/ParlInfo/default/fr_CA/ElectionsCirconscriptions/Circonscriptions

²⁸⁷ Le *Parti Social Démocrate du Canada* devient en 1961 le *Nouveau Parti Démocratique du Canada*.

²⁸⁸ Parlement du Canada. Parlinfo – Élections et candidats. [En ligne]. https://lop.parl.ca/sites/ParlInfo/default/fr_CA/ElectionsCirconscriptions/Circonscriptions

²⁸⁹ Le Citoyen. Sylvie Bérubé, femme audacieuse et déterminée. 26 mars 2021.

Sylvie Bérubé passe une partie de sa jeunesse à Lebel-sur-Quévillon.

²⁹⁰ À l'exception des femmes autochtones, qui n'obtiennent le droit de vote au Québec qu'en 1969.

²⁹¹ Denyse Baillargeon. *Repenser la nation – L'histoire du suffrage féminin au Québec*. Les éditions du Remue-Ménage, 2019, p.181-187

²⁹² Girard, *op. cit.* p.473

²⁹³ Assemblée nationale du Québec. *Les résultats électoraux depuis 1867*, [en ligne]. <https://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/resultatselec/index.html>

Marlène Charland obtient 372 votes, sur un total de 13 426. Notons que la seconde femme à se présenter dans la région ne tente sa chance qu'en 2003 : Gloria Trudeau, sous la bannière de l'Action Démocratique du Québec.

C'est sur la scène municipale que les Jamésiennes font leur plus grande entrée – quoique toujours timide – en politique. C'est au cours des années 1970 que les premières femmes sont élues au sein des conseils municipaux régionaux. En 1974, Marie-Rose Noël devient la première femme à accéder au poste d'échevin, à Chapais. L'année suivante, Agathe Walsh accède au conseil municipal de Lebel-sur-Quévillon. À Joutel, Lise Bryce est élue en 1977, alors qu'à Chibougamau Mariette Proulx est élue en 1979. Les premières conseillères municipales de Matagami font leur entrée à l'hôtel de ville en 1985 : Madame Nicole L. Grignon (1985-1988) et Madame Liliane Connelly (1985-1993). Finalement, ce n'est qu'en 1993 qu'une première femme, Muguetta Benedetti, occupe un siège au conseil de la Municipalité de la Baie-James²⁹⁴.



Photo : Mme Agathe Walsh, 1975. Gérald Bolduc \ SHBJ \ P114,S9,SS1,D46,P1

²⁹⁴ Comité du 25e anniversaire de la MBJ. op. cit., p.26

La région se situe toutefois dans la moyenne québécoise. C'est au cours des décennies 1980, 1990 et 2000 que l'on voit un nombre significatif de femmes intégrer les conseils municipaux de la province²⁹⁵. La première Jamésienne à accéder à la fonction de mairesse est Marie-Rose Noël, en 1975, à Chapais. Mère de 11 enfants, celle qui s'implique dans la vie municipale après la mort de son mari avait été élue conseillère municipale de Chapais pour un premier mandat. Quelques mois plus tard, le maire en poste décède subitement. C'est alors à Madame Noël que revient la mairie²⁹⁶. Il faut attendre 1985 pour qu'une autre femme, Anita Pedneault, ne soit nommée à la mairie de Chapais, suite à la démission du maire élu. La première élection d'une mairesse n'a lieu à Chapais qu'en 1998 : Louise Saucier à Chapais²⁹⁷. À Chibougamau, au cours de la période, aucune femme n'accède à la mairie. La première mairesse à y être élue est Manon Cyr, en 2009. Villebois se démarque en 1979 par l'élection de Valentine Girard (née Boivin) comme Présidente de la localité. Elle devient alors la première femme élue à la Baie-James, mais serait la troisième femme élue²⁹⁸ mairesse au Québec. Elle conserve la présidence de la localité jusqu'en 1990. Quant à Matagami, Lebel-sur-Quévillon et la Municipalité de la Baie-James, aucune femme n'a jamais été portée à la mairie. Enfin, à Joutel, la première femme à être élue à la présidence ne l'est qu'en 1996 : Madame Ginette Reid²⁹⁹. Il n'y en aura pas d'autres, la localité est démantelée 2 ans plus tard.

La présence des femmes dans le milieu politique régional s'exprime autrement, dans des rôles de soutien, d'organisation et d'administration. Pensons à Muguette Benedetti, organisatrice pour le Parti Libéral³⁰⁰. Au cours des années 1970, elles sont nombreuses à intégrer les bureaux des administrations municipales. En 1977, Lucyle Paquet (née Dufour), et Cécile Ferland sont nommées par la municipalité de Lebel-sur-Quévillon afin de les représenter au congrès de la corporation des officiers municipaux agréés du Québec. La même année, Ghyslaine Boutet décroche le poste de secrétaire-administrative de la ville³⁰¹. Deux ans plus tard, Lucyle Paquet, promue trésorière et administratrice-gérante, devient la première femme du Québec membre de l'*Association des directeurs généraux des municipalités du Québec* (ADGMQ).³⁰² Au cours de la période, elles occupent toutefois rarement des postes décisionnels.

²⁹⁵ Baillargeon, *op. cit.* p.190-192

²⁹⁶ L'Union : Victoriaville et les Bois-Francs, « Un maire féminin en milieu urbain », 4 novembre 1975.

Le Soleil, « Être "mère" et "maire" n'est pas toujours facile », 30 septembre 1976.

²⁹⁷ Comité du 50e anniversaire de Chapais, *op. cit.* p.19-21.

²⁹⁸ De nombreuses femmes occupent les rôles de mairesse précédemment, mais peu avaient été directement portées au pouvoir par la voie des urnes.

²⁹⁹ Mme Reid est également la dernière personne à occuper ce poste : la localité ferme en 1998 et est démantelée.

³⁰⁰ A.F.É.A.S. *op. cit.*, p.108-109.

³⁰¹ Gagné; Pelletier, *op. cit.*, p.113

³⁰² Association des directeurs généraux des municipalités du Québec ADGMQ, (en ligne) <https://adgmq.qc.ca/lassociation/>

Finalement, la présente recherche ne nous a pas permis d'explorer en détail l'implication politique des Jamésiennes au sein d'organisations syndicales et de mouvements citoyens. Au cours de la période étudiée, de nombreuses femmes sont toutefois actives dans les actions syndicales des hommes, prennent part aux relèves de piquetage des mineurs...parfois à leurs risques. En 1981 à Chapais, une voiture des cadres de la mine fonce sur la ligne des femmes pendant qu'elles assurent la relève du piquetage. Deux d'entre elles subissent des blessures mineures³⁰³. Leur implication au sein de campagnes telles l'*Opération Parapluie* ou dans la construction de la *Route des Conquérants* mérite d'être exploré. Leur revendications au sein des réseaux de la santé, de l'éducation, le milieu communautaire ou pour l'accès à des services de garde n'ont pas non plus été abordées. Nous n'avons pas pu couvrir les regroupements et actions féministes au cœur de la région, qui compte certaines militantes convaincues, comme Valentine Boivin à Villebois. Finalement l'implication de regroupements politiques tel le comité des femmes libérales par exemple, est à explorer.

SPORTS, LOISIRS ET CULTURE

Les années suivant la fondation des villes et localités jamésiennes marquent le développement d'infrastructures de loisirs. Les villes jamésiennes accueillent des espaces dédiés au curling, au bowling, au ski alpin et au ski de fond, au hockey et au patinage sur une glace intérieure et extérieure, ainsi qu'aux sports d'intérieurs. Des séances de projection et des spectacles sont aussi organisés au sein des salles communautaires de toute la région. Chaque ville développe son calendrier, ponctué de carnivals, de festivals ou de célébrations. Si, au cours de la période, les hommes assurent généralement la présidence de ces évènements, de nombreuses femmes s'impliquent au sein des comités organisateurs. Elles s'impliquent aussi dans le développement d'activités de loisirs et sportives pour les jeunes. Si de nombreuses activités offertes sont mixtes, certains clubs de loisirs se développent spécifiquement pour les jeunes filles.

³⁰³ La Sentinelle, « Un incident des plus regrettable », 3 juin 1981.



Photo : Les Majorettes Les Cristaux des neiges de Chibougamau, 1968. SHBJ \ P005,S2,SS4,D51,P4

Chapais, Chibougamau, Matagami, Joutel et Lebel-sur-Quévillon comptent leur propre corps de majorettes, qui animent les célébrations et rencontres sportives en ville. À Lebel-sur-Quévillon, *Les Forestières* rassemblent au départ plus de 150 jeunes filles, encadrées majoritairement par des femmes dont Claudette Saint-Cyr, Lise Sylvain, Louise Brousseau et sœur Monique Morissette. *Les Forestières* sont particulièrement actives lors d'événements comme les festivals et carnivals, mais aussi dans la présentation de pièces de théâtre. En décembre 1973 elles interprètent même la pièce *Les Belles-sœurs* de Michel Tremblay. Elles jouent aussi les rôles de camelots en ville³⁰⁴. À Joutel, à partir de 1985, elles se rassemblent sous le corps des *Farandoles*, alors qu'à Chapais, les majorettes se nomment *Opémiska*. À Chibougamau, le corps de majorettes *Les Cristaux des neiges* est fondé en 1962. Georgette Sabourin et Germaine Lanctôt dirigent le mouvement, repris en 1965 par Alice Lortie qui rassemble au fil des ans entre 50 et 80 jeunes filles, de 8 à 17 ans. En 1988, une baisse de la participation mène à la fermeture de l'organisation³⁰⁵. Enfin à Matagami, l'organisation

³⁰⁴ Gagné, Pelletier, op. cit., p.80, 97, 122 et 131

³⁰⁵ SHBJ. Fonds P014 Les Cristaux des Neiges de Chibougamau

locale porte le nom *Les Rubis*. La fabrication des uniformes est souvent artisanale : à Matagami, les chapeaux des jeunes filles sont construits avec des gallons d'eau de javel ! Les majorettes ne sont pas les seules organisations où les jeunes filles peuvent se regrouper. À Lebel-sur-Quévillon, elles peuvent s'impliquer au sein des jeannettes, fondées par Denise Corbeil, afin d'offrir des loisirs aux filles. Joutel et Lebel-sur-Quévillon comptent des clubs 4H, alors qu'à Chapais Muguette Benedetti participe en 1963 à la fondation des Scouts. Les jeunes filles de Matagami peuvent s'impliquer dans une division locale des *Guides du Canada*, fondée par Elizabeth Comba. Cette dernière est d'ailleurs très impliquée dans le centre jeunesse anglophone de la ville, le *Drop-in*³⁰⁶. De plus en plus d'activités mixtes sont aussi accessibles aux jeunes filles, qui peuvent également joindre divers clubs. À Chapais et Chibougamau, les escadrons de cadets de l'aviation 838 Lions Chapais et 839 Lions Chibougamau sont fondés en 1978 et 1979, au moment où le mouvement des *Cadets du Canada* s'ouvre aux jeunes filles. La jeune Johanne Benedetti est la première cadette-commandante de l'escadron de Chapais³⁰⁷.



Photo : Partie de basket-ball féminin, lors des Jeux d'hiver régionaux de Chapais, 1979. SHBJ \ P134,S1,D1,P56

³⁰⁶ Société d'histoire de Matagami. Fonds PM24 Elizabeth Comba

³⁰⁷ SHBJ. P86,S1,SS3,D9.

Des clubs sportifs féminins se forment, tels les clubs de balle-molle, de ballon-balais et de curling. Au cours des années 1960 et 1970, des cours de patinage artistique et de danse se développent et sont particulièrement populaires chez les jeunes filles. Certaines athlètes féminines se démarquent aussi, comme Marie Cyr et Nathalie Laliberté, qui remportent respectivement l'or et l'argent en ski de fond, lors des Jeux d'hiver régionaux de l'Abitibi, tenus à Lebel-sur-Quévillon en 1980. La même année, 5 femmes de l'endroit remportent à leur tour des médailles lors du championnat de judo du Nord-Est québécois et du Nord-Ouest ontarien à Rouyn-Noranda³⁰⁸. À Chibougamau au cours des années 1970, Madame Claire Verreault devient un des piliers du club d'escrime Scaramouche. Celle qui s'implique d'abord au club pour soutenir son conjoint Henri Sassine, prend en charge les athlètes les plus jeunes. Poursuivant ses formations de maître d'armes, elle se bâtit au fil des ans une solide réputation dans le monde du sport de haut niveau. Le club d'escrime mène ses athlètes jusqu'aux Jeux olympiques : en 1984 et 1988, la chibougamoise Jacynthe Poirier représente le Canada aux Jeux olympiques de Los Angeles et de Séoul, aux épreuves de fleuret³⁰⁹.

Les femmes sont actives dans le développement et la tenue de loisirs éducatifs et culturels. L'A.F.É.A.S. de Chapais est particulièrement impliquée dans la création de la bibliothèque municipale³¹⁰, alors qu'à Joutel le service est sous l'égide d'Alice Cauvier. Au cours des années 1970, les Jamésiennes sont de plus en plus présentes au sein de ces organisations. À Chibougamau, en 1977, Marie-Claire Borgo, directrice des Loisirs culturels pour la ville, forme un comité des Loisirs culturels. Cernant un besoin au niveau du développement patrimonial, Madame Borgo réunit des membres influents de la communauté pour composer le premier conseil d'administration de la *Société d'histoire régionale de Chibougamau*³¹¹. En 1979, Madame Francine Gauthier coordonne les fêtes du 25e anniversaire de Chibougamau. À Lebel-sur-Quévillon, Soeur Nicole et Cécile Ferland créent un festival des arts, regroupant ainsi la musique, le théâtre, la peinture et la chanson. Dès 1968, avec l'ouverture de l'hôtel, la présentation de spectacles est désormais possible ; parfois de grosses pointures de la musique s'y rendent, dont *Benny Barbara and the Platters*³¹². Les jeunes y bénéficient aussi d'une discothèque, d'une maison des jeunes, de cours d'art plastique, de dessins, de peinture et d'astrologie, de clubs d'échecs, philatéliste et

³⁰⁸ Gagné, Pelletier, op. cit., p.80, 97, 122 et 131

³⁰⁹ SHBJ, P100.

³¹⁰ SHBJ, Fond P020 A.F.É.A.S. Chapais

³¹¹ L'organisme devient la Société d'histoire de la Baie-James en 2022.

³¹² Gagné, Pelletier, op. cit., p. 62-75

scrabble³¹³. Un club de tissage est mis sur pied sous l'initiative de 8 femmes, dont Agathe Walsh et Lise Sylvain³¹⁴.

La musique occupe une place importante au sein des loisirs. Dès la naissance de Lebel-sur-Quévillon, les religieuses montent une chorale qui se réunit dans leur propre sous-sol. Plus tard, les talents musicaux des jeunes d'Aline et Hélène Ferland leur permettent d'accéder à la finale provinciale du *Festival de musique de Québec*³¹⁵. Du côté de Matagami, comme l'école Galinée est le premier édifice public de la ville, la plupart des loisirs, événements et activités sportives se déroulent en son sein. Les soirs et fins de semaine, l'endroit se transforme en salle de spectacle, plancher de danse, salle de cinéma, discothèque, etc. Pour Villebois, Val-Paradis et Beaucanton, la vie sociale, les loisirs et la culture s'organisent autour de soirées dansantes, de cartes ou d'activités paroissiales comme la chorale. Mireille Girard nous révèle aussi que les jeunes filles et femmes de Villebois organisent annuellement une pièce de théâtre présentée à l'ensemble de la communauté. Elle raconte même qu'une femme a coupé sa robe de mariée pour en faire une poupée, pour une des pièces. Quant à sa grand-mère, Valentine Girard (née Boivin), elle fait venir de Montréal des bus remplis de vêtements. L'intérieur de ces bus sont aménagés comme des boutiques, et des volontaires participent à des défilés de modes dans le restaurant familial.

Dans l'ensemble des villes et localités jamésiennes, le plein air occupe une grande place dans les loisirs des femmes et des hommes. Raquette, skis de fond, motoneige, VTT, pêche, chasse, camping font partie des activités que bon nombre de gens pratiquent. Le curling est aussi pratiqué dans l'ensemble de ces communautés et est particulièrement populaire à Chapais. Des centres de plein air se développent au cours des années 1970, variant l'offre d'activité. Mentionnons le centre de Ski Mont-Chalco de Chibougamau, le camp Nicabau, le chalet de ski de Lebel-sur-Quévillon, le camping Joulac de Joutel, le club de ski Funkski ainsi que la base de plein air du Mont Fenouillet.

À Radisson et au sein des villages temporaires des chantiers, les loisirs et les sports sont mis de l'avant par la SEBJ pour attirer les travailleurs et les inciter à rester³¹⁶. Des centres de loisirs sont aménagés au sein des campements de travailleurs et des villages de cadres. On dénote une forte implication des locaux dans la mise en place des sports et loisirs : les expertises individuelles sont sollicitées dans la prise en charge des loisirs. Radisson compte dès 1975, des équipes féminines de hockey et de ballon-balais. Beaucoup de loisirs sont aussi mixtes. Les résidents peuvent pratiquer le curling. Une piste de ski est également aménagée, et le village possède son

³¹³ *Ibid.*, p.73-75, 97 et 117 et Comité du 25e anniversaire de Lebel-sur-Quévillon, *op.cit.*, p. 34 et 42

³¹⁴ Gagné, Pelletier, *op. cit.*, p.130

³¹⁵ *Ibid.*, p.76

³¹⁶ Barrette, *op. cit.*, p.64

association de chasse et pêche³¹⁷. Radisson compte également un club de poterie et un club de menuiserie, qui fusionnent en 1979, pour former le club des artisans, rassemblant environ une cinquantaine de membres lors de sa première décennie d'existence. La natation occupe une grande place à Radisson, et il est possible d'y pratiquer le water-polo et de participer à des spectacles sur l'eau, dirigés par Ginette Lafrenière³¹⁸. Une des activités les plus populaires de LG-2 est la tenue de parades de mode féminine par des employées... la salle étant remplie essentiellement d'hommes³¹⁹. À Sakami, les résidents et résidentes peuvent participer à des activités de natation, de ballet, de ski alpin, de ski de fond, de raquette, de gymnastique, de danse et de bowling. Pour Christine Rochette et Rachel Dorion, la natation est un point de rencontre et de socialisation matinal pour les femmes, dont les enfants sont à l'école et le mari travaille. En été, les femmes ont aussi leur club de baseball³²⁰.



Photo : Les membres d'une équipe de Bowling de Sakami, jouant au billard, 1980. SHBJ \ P197,S2,D1,P2

Un fait particulier, commun à Radisson et à tous les villages de chantier, est la présence de clubs à but non lucratifs, réservés aux femmes. Les clubs *Fémina* de Radisson et LG-3, le *Staël* de LG-4 et *Le Mistral* du chantier EOL, permettent aux femmes de se retrouver entre elles. En effet, l'isolement et la situation minoritaire des femmes sur les chantiers est pesante : elles sont isolées et subissent des commentaires déplacés et des avances perpétuellement. Néanmoins, les clubs ne sont pas exclusifs aux femmes. En effet, elles peuvent inviter un homme de leur choix en plus de

³¹⁷ Barrette, *op. cit.*, p.69-70

³¹⁸ Favreau, *op. cit.*, p.27-33

³¹⁹ Barrette, *op.cit.*, p.76

³²⁰ SHBJ. Entrevue Rachel Dorion et Christine Rochette, 2024.

leur mari. Celles-ci sont alors responsables du comportement de leurs invités, qui ne doivent leur présence qu'à celle de leur hôtesse. Un homme qui se comporte mal est expulsé et la femme qui l'a invité reçoit un avertissement. Ainsi, le club offre un lieu d'interaction réglementé, encadré et sain entre hommes et femmes. Une invitation au club représente pour les hommes une opportunité de rencontrer plusieurs femmes différentes. Ces clubs offrent donc une certaine forme de pouvoir aux femmes. Cécile Leclerc relate que les vendredis soir à la cafétéria du chantier LG-2, beaucoup d'hommes, aux tons charmeurs, venaient quémander une invitation au club *Fémima*³²¹. Hélène Pelletier quant à elle, nous raconte que des groupes atteignant la cinquantaine d'hommes se formaient à l'extérieur du club *Fémima*. Ceux-ci accostent toutes les femmes en route vers le club dans l'espoir d'entrer³²². Ces clubs sont des lieux de détente, de rencontres... et de fête. Certains soirs, jusqu'à 1000 bières sont consommées dans le bar-discothèque³²³. Diverses activités sont organisées au sein des clubs, comme des soirées d'Halloween et de Saint-Valentin, des vins et fromages, des cours d'expression corporelle³²⁴, en plus des soirées de danses et de spectacles³²⁵. Enfin, rappelons que l'existence des clubs féminins sur les chantiers du Projet Baie-James est en soi une petite révolution : jusqu'en 1979 au Québec, les femmes sont interdites d'entrée dans les tavernes³²⁶. Finalement, la vie culturelle sur les chantiers est animée par des grosses pointures du monde artistique québécois. Les résidents de Radisson et les travailleurs des chantiers ont l'occasion d'assister à des spectacles de Dominique Michelle, Robert Charlebois, Renée Claude, Diane Tell ou Claude Dubois, par exemple. L'État québécois va jusqu'à défrayer les coûts de spectacles de danseuses nues sur les chantiers³²⁷. Le présent rapport ne permet pas d'étudier plus en détail le sujet, mais la situation pose la question de l'usage du financement public pour l'exploitation du corps des femmes dans ce contexte.

ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES

Les organisations communautaires sont des rouages essentiels du bien-être des collectivités et de leur développement. Elles pallient les absences de services publics et sont la première ligne d'action face aux besoins criants de la population. Les femmes occupent une grande place au sein

³²¹ Entrevue de Cécile Leclerc, 2007. SHBJ, P99,S4,SS5,D2,P1

³²² SHBJ, Entrevue Hélène Pelletier, 2024

³²³ Progres dimanche, *La belle blonde*, 31 juillet 1977,

³²⁴ Barrette, *op.cit.*, p.104

³²⁵ SHBJ. Entrevue de Christine Rochette et Rachel Dorion, 2024

³²⁶ Barrette, *op. cit.*, p.104

Notons que l'accès des femmes à toutes les tavernes sans discrimination ne sera adopté qu'en 1986 au Québec.

³²⁷ SHBJ, Fond P194 Luc Rivard

de ces organisations, souvent bénévoles. Les organisations communautaires sont aussi des espaces de socialisation, des porte-voix, des réseaux d'entraide et des espaces permettant le développement des aptitudes personnelles. Le projet actuel ne permet pas de soulever toutes les implications et bénéfices engendrés par ces organisations féminines au sein des communautés jamésiennes. Nous nous contenterons de mettre en lumière certaines organisations et implications marquantes.

À l'exception de Radisson, toutes les villes et localités jamésiennes accueillent une branche locale du *Cercle des Fermières*. Si l'organisation est fondée en 1915 sous la tutelle de l'Église catholique pour valoriser le mode de vie agricole et les arts ménagers, le mouvement subit des modifications au cours des années 1960. En plus de la séparation avec l'Église catholique, les *Cercles des fermières* sont moins axés sur la vie agricole que sur la valorisation du travail ménager, de l'économie domestique et la transmission de savoirs artisanaux. Ils sont très populaires, car ils représentent pour les femmes des opportunités d'apprentissage et de socialisation³²⁸. De 1954 à 1966, Régina Boivin est présidente du cercle de Villebois. Parmi les actions posées par l'organisation locale, le Cercle met sur pied une caisse des décès qui consiste à récolter des fonds pour soutenir les familles endeuillées par la mort d'un proche³²⁹. Le Cercle de Joutel est fondé dès 1967, alors que celui de Chibougamau est fondé en 1977. Sa première présidente est Marguerite Lavoie-Paradis et l'organisme rassemble au début 18 femmes, mais compte 79 membres en 1985. En plus des cours d'artisanat, les *Cercles des Fermières* agissent comme relais informationnels auprès des femmes sur des sujets tels que la nutrition, les testaments, les services de santé, l'éducation, la violence faite aux femmes, la ménopause, la sexualité, la gérontologie, l'environnement, etc³³⁰. Dans le même ordre, des *Cercles d'économie domestique* sont aussi fondés à Chapais et à Chibougamau. Pour la seule année 1963-64, le *Cercle* de Chibougamau compte 175 membres³³¹.

Parmi d'autres organisations féminines de tradition catholique, mentionnons le *Mouvement des Femmes Chrétiennes*. Fondée à Chibougamau en 1957 sous l'appellation des *Dames de Sainte-Anne*, l'organisation féminine catholique change de nom en 1966. Parmi leurs activités, elles mettent sur pied un comité d'entraide chrétienne aux familles endeuillées et, lors de leurs rencontres, l'organisation est un espace de réflexion et de parole pour les femmes sur des sujets variés, dont les manières de mieux venir en aide aux plus démunis³³². Chapais possède aussi sa

³²⁸ Yolande Cohen. *Femmes de paroles*. Le jour, 1990, p.93

³²⁹ Comité du 50e anniversaire de Villebois, *op. cit.*, p.41 ; 82

³³⁰ SHBJ, Fond 159 Cercle des Fermières de Chibougamau

³³¹ Jocelyne Lamoureux, Michèle Gélinas et Katy Tari. *Femmes en mouvement : trajectoires de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), 1966-1991*. Boréal, 1993, p. 57

³³² SHBJ, Fond P034 Cercle des Femmes chrétiennes St-Marcel

branche locale de l'organisation. Parmi les organisations de tradition catholique qui laissent une place notable aux femmes, mentionnons le *Cercle Lacordaire et Jeanne d'Arc*, dont la présidence est bicéphale, c'est-à-dire présidée par une présidente et un président. Le *Cercle* de Chibougamau est fondé en 1961 et sa première présidente est Madame « Roland » Lavoie. En 1967, la branche chibougamoise compte 101 membres actifs, dont 48 femmes³³³. Pour finir, mentionnons la présence d'organisations telles les *Marie-Reine* à Chapais et Chibougamau et l'*Ordre des Filles d'Isabelle* à Villebois, Lebel-sur-Quévillon, Chapais et Chibougamau, dont les activités caritatives varient – entre autres – entre les services aux endeuillés, la préparation de paniers de Noël, la récupération et la réparation de vêtements³³⁴.



Photo : Les membres du Cercle des Fermières de Joutel, 1967. SHBJ \ P152,S4,D6,P8

La naissance des villes minières est marquée par une présence anglophone notable. Parmi les organisations féminines anglophones, mentionnons la branche matagamienne de la *Women's Institute*. Fondée à Matagami dès 1964 par Elizabeth Comba, l'organisation est la version anglophone des *Cercles des Fermières*³³⁵, visant à valoriser le travail domestique et les pratiques

³³³ SHBJ, Fond P011 Cercle Lacordaires et Jeanne D'Arc de Chibougamau

³³⁴ Gagné, Pelletier, *op. cit.* p.323

³³⁵ Collectif Clio, *op. cit.* p.325-326

artisanales. Madame Comba y reste présidente jusqu'en 1989, et est membre du conseil d'administration provincial de l'organisme, de 1976 à 1985. Madame Comba s'implique également dans la *Protestant Women Guild*, en étant trésorière de 1969 à 1972, puis présidente de 1975 à 1979³³⁶.

L'*Association féminine d'éducation et d'action sociale* (AFEAS) figure parmi les organisations féminines particulièrement actives à Chapais et Chibougamau. Issue de la fusion de l'*Union catholique des femmes rurales* et des *cercles d'économie domestique*, cette fédération est fondée en 1966 et s'implante tant au niveau provincial qu'à Chapais et Chibougamau. L'organisation a comme mandat d'intervenir dans toutes les sphères sociales qui touchent les femmes : éducation, santé, conditions de travail³³⁷. L'organisation se dote comme mandat d'être :

« [...] le reflet des besoins de la femme, son interprète, son moyen d'affirmation et se présente comme un agent de socialisation. À titre de corps intermédiaire sérieux et reconnu, elle se croit plus utile que jamais pour être la voix des femmes et agir comme groupe de pression auprès des organismes gouvernementaux (...) on se préoccupe de l'éducation, de la famille, des communications sociales, de l'économie et de la politique. »³³⁸

À Chapais, l'AFÉAS est particulièrement active dans les demandes pour la conversion de la clinique médicale locale en CLSC. La section locale est préoccupée par l'accès aux services de santé difficile pour les femmes et leurs familles, et exige d'avoir une de leurs membres sur le conseil d'administration de l'hôpital de Chibougamau. Les pressions portent fruit : en 1975, Mme Lucette Larochelle (née Corriveau) est admise au conseil d'administration de l'hôpital. Elle y siège pendant 21 ans. Mme Larochelle compte d'ailleurs plusieurs années d'implication au sein de l'organisme et cumule 10 années à la présidence. L'AFÉAS de Chapais est également impliquée dans la fondation de la bibliothèque municipale³³⁹. Enfin, l'organisation s'illustre également dans des campagnes de sensibilisation aux enjeux environnementaux, d'embellissement urbain, d'exposition d'artisanat et la dénonciation des publicités télévisées destinées aux enfants, entre autres.

³³⁶ Société d'histoire de Matagami. Fonds PM24 Elizabeth Comba

³³⁷ Collectif Clio, op. cit. p.468

³³⁸ La Sentinelle, « L'AFEAS, Tu connais? », 9 octobre 1973

³³⁹ SHBJ, Fond P020 A.F.É.A.S. Chapais



Photo : Mme Marie-Rose Noel inaugure la bibliothèque municipale de Chapais. SHBJ \ P125,S1,D1,P5

Certaines organisations et comités à majorité féminine voient le jour de manière autonome afin de combler des besoins urgents au sein de la communauté. À Chibougamau, le *Comité de Secours d'Urgence* est fondé par Mme « Rosaire Leroux ». Il voit le jour pour fournir des fonds, des meubles et des denrées aux familles dans le besoin. Déjà en 1966, le Comité organise des bingos et des collectes, qui lui permettent de distribuer 8 799\$ en aide d'urgence à des familles chibougamaises³⁴⁰. En valeur de 2024, cette somme correspond à plus de 81 000\$. Un des exemples les plus marquants de mobilisation suit la tragédie du Club Opémiska de Chapais, en 1980. Marie-Rose Noël fonde un comité d'urgence pour aider les enfants des victimes et répond avec deux de ses adjoints aux appels des proches des victimes³⁴¹. Avec mesdames Lucette Larochelle et Rollande Grondin (née Jubinville), les femmes prennent la charge de solliciter les entreprises et de fournir des repas aux familles en deuil³⁴².

³⁴⁰ La Voix des Travailleurs de Chibougamau-Chapais, 17 novembre 1967.

³⁴¹ La Tribune, « Plusieurs jours pour identifier les victimes », 2 janvier 1980.

³⁴² SHBJ. Fiche de renseignement 7

CONCLUSION

Les femmes sont la raison d'être des villes et localités jamésiennes. Presque toutes sont nées comme des villes de compagnie, pour y accueillir les familles des travailleurs. C'est l'établissement des femmes et des enfants qui fait la différence entre un campement temporaire de travailleurs et une communauté vivante et durable. Les femmes sont à la genèse de l'histoire jamésienne. Nos travaux – ou *débroussaillage* – bien que sommaires, ont permis de mettre en lumière certaines réalités locales et régionales particulières vécues par ces femmes. Les premières qui s'installent dans l'actuelle Baie-James arrivent dans des communautés à peine organisées. Elles sont confrontées à une crise du logement engendrée par le boom industriel et à un manque criant de services. L'éloignement et les limitations des services essentiels leur imposent un niveau d'organisation domestique et logistique auquel peu de Québécoises sont alors confrontées. L'accès variable et parfois sommaire aux services essentiels les forcent à s'organiser entre elles. Les défis de l'éloignement géographique et de l'accès souvent restreint aux services essentiels constituent en fait les principales différences entre la réalité des Jamésiennes et celles des Québécoises du sud.



Photo : Pierrette Drolet et Thérèse Larouche à Chibougamau, 1953. SHBJ \ P005,S2,SS4,D57,P25

Le projet visait à brosser un portrait général de l'histoire des femmes à la Baie-James, entre 1900 et 1987. Retracer leur histoire n'est pas une mince affaire, sur un si vaste territoire. Les données statistiques de l'époque les noient souvent dans les réalités abitibiennes et jeannoises. Les premières données sur le Nord-du-Québec mettent les femmes jamésiennes, crie et inuites dans le même panier. Or toutes ces femmes vivent des réalités si différentes que ces données sont souvent inutilisables. L'accès aux archives constitue encore le principal enjeu de la recherche en histoire régionale : nos corpus d'archives témoignent encore majoritairement – et malheureusement – des réalités chibougamoises et chapaisiennes. Il en va de même pour l'accès à la presse régionale : les journaux et publications locales des communautés demeurent inaccessibles. La collecte et la préservation des archives de l'Ouest de la Baie-James est donc un enjeu majeur. Bien qu'assurément incomplet, ce *débroussaillage* constitue toutefois la première démarche jamais entamée pour reconstituer l'histoire des femmes de toute la Baie-James, dans son étendue et sa diversité. Il était temps.

C'est avec beaucoup de questions que nous terminons la production de ce rapport : tellement de sujets n'ont pu être abordés, faute de temps. Nous les laissons en suspens, et espérons voir fleurir de nouveaux travaux dédiés aux femmes du Nord. L'éloignement des services est au cœur de nombreux questionnements. Quel accès réel aux études postsecondaires pour les Jamésiennes ? Et quelles embûches pour y parvenir ? Au niveau de la santé, qu'en est-il des épouses de travailleurs dont la santé a été hypothéquée au travail ? Première ligne de soins, nous aimerions en savoir plus sur celles qui se sont retrouvées à la fois pilier financier de famille, et en situation de proche-aidance. Nous n'avons pas pu nous aventurer sur le champ de la justice, mais il y a aussi beaucoup à faire. Certaines femmes interrogées ont évoqué des situations familiales où toutes les formes de violences étaient présentes, qu'elle provienne d'un père, d'un frère ou d'un conjoint. L'une d'elle a insisté pour que nous parlions du climat de harcèlement sexuel perpétuel qui régnait au cours de sa jeunesse³⁴³. Nous ne semons pour l'instant que ces quelques mots. Nous ne souhaitons pas bâcler le sujet, que nous n'avons pas eu le temps d'aborder dans le cadre de ce projet. Il est trop important pour n'en rester qu'à ces quelques lignes. Les encarts des journaux régionaux sont parsemés de récits de violences conjugales et de femmes sans ressources financières suite aux actions d'un conjoint. Encore une fois, quelles ressources et quels recours pour elles ? Qu'en est-il de celles qui se sont retrouvées isolées au Nord, sans réseau familial pour les soutenir dans de telles situations ? Quelles étaient les embûches de l'accès à la justice ? Qu'en est-il d'ailleurs des femmes ayant eu des démêlés avec la justice ? Les archives judiciaires étant conservées à l'extérieur de la région, l'étude de ces questions devient un projet en soi. De même, si l'aspect de la prostitution et de la traite des femmes a été survolé pour l'époque des camps miniers,

³⁴³ SHBJ. Fiche de renseignement 7.

tout est encore à creuser pour la suite. Faire l'histoire des femmes implique de parler de toutes les femmes, et de toutes les manières de traverser sa vie de femme. Finalement nous n'avons pas pu nous pencher spécifiquement sur les différentes communautés culturelles, linguistiques et religieuses qui ont marqué l'histoire de la région. En effet, à leur fondation, les villes jamésiennes comptent d'importantes communautés anglophones et multiculturelles, gravitant surtout autour de l'industrie minière. Voilà encore un champ à explorer.

Nous souhaitons terminer en soulevant quelques pistes pour augmenter la visibilité et la valorisation de notre histoire au féminin. La centralisation des archives familiales, des entreprises et des organismes communautaires – de toute la région – est la clé pour valoriser l'histoire des Jamésiennes (et des Jamésien d'ailleurs), et de l'ensemble des villes et localités. C'est la première étape pour voir fleurir des expositions, des publications, de nouveaux travaux de recherche historique sur le territoire, et garantir un accès durable au public à notre patrimoine. Le milieu culturel est aussi un levier d'action important. Nos villes et localités sont garnies de monuments aux prospecteurs, mineurs, ingénieurs, entrepreneurs forestiers. La valorisation de l'histoire des Jamésiennes passe aussi par la multiplication de projets culturels ou documentaires dédiés aux femmes. Nous aimerions voir se multiplier des expositions, des biographies, des œuvres, des murales, des balados ou des dossiers leur étant dédiés dans la presse régionale. Qu'elles soient réalisées en collaboration avec la Société d'histoire ou issues du milieu culturel, professionnel, médiatique ou de la recherche amateur. Nos administrations municipales et régionales ont aussi le pouvoir de stimuler cette production par leurs appels à projets. Finalement, un des plus grands pouvoirs pour pallier à l'invisibilisation des Jamésiennes repose justement entre les mains de nos administrations municipales, via leurs comités de toponymie et d'urbanisme. Si les femmes constituent près de 50% de la population régionale, encore peu de rues, de bâtiments ou d'espaces publics portent les noms de femmes qui ont marqué l'histoire de nos communautés.

Quant à la Société d'histoire, nous poursuivons nos efforts pour améliorer la représentation et la préservation du patrimoine régional. La majorité de nos démarches d'acquisitions d'archives ciblent les femmes. Au cours des dernières années, nous avons tenté d'assurer une représentation égale aux hommes et aux femmes sur nos réseaux sociaux et au sein de nos publications régulières dans le journal *La Sentinelle*. La moitié de nos expositions virtuelles depuis 2022 sont aussi consacrées aux femmes. Nous visons la même proportion pour nos expositions locales. Notre centre de documentation met maintenant à la disposition du public, une collection d'ouvrages sur l'histoire des femmes. Finalement, nos futurs projets de recherches ou d'entrevues – même touchant l'histoire industrielle – prendront en compte certains enjeux spécifiques aux Jamésiennes.

Il est temps de rendre aux femmes du Nord la place qu'elles méritent.

BIBLIOGRAPHIE

Synthèses

- CHABOT, Denys. *Val-d'Or*. Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or, 2009.
- COLLECTIF CLIO. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*. Le Jour, 1992.
- DÉSY, Jean, et François HUOT. *La Baie-James des uns et des autres*. Productions FH, 2009.
- FRENETTE, Jacques. *L'histoire des Cris de Chibougamau. Une bande amérindienne révèle son identité*. Centre indien cri de Chibougamau, 1985.
- GIRARD, Camil, et Normand PERRON. *Histoire du Saguenay – Lac-Saint-Jean*. Presses de l'Université Laval, IQRC, 1989.
- GIRARD, Réjean, et al. *Histoire du Nord-du-Québec*. Presses de l'Université Laval, INRS, 2012.
- MARCHAND, Suzanne. *Partir pour la famille. Fécondité, grossesse et accouchement au Québec, 1900-1950*. Septentrion, 2012.
- RIVARD-BOUDREAU, Émélie. *Val-d'Or au féminin*. Société d'histoire et de généalogie de Val-d'Or. À PARAÎTRE, 2025.
- VINCENT, Odette, et al. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Presses de l'Université Laval, IQRC, 1995.

Monographies

- A.F.É.A.S. *Dans l'histoire...des femmes aussi... au Saguenay-Lac-St-Jean*. Volume 1, Éditions Sc. Modernes, 1978.
- BAILLARGEON, Denyse. *Repenser la nation – L'histoire du suffrage féminin au Québec*. Les éditions du Remue-Ménage, 2019.
- BÉGIN, J.-D. *Hommage du Ministère de la Colonisation a Sainte-Camille-de-Villebois*. 1960. 45 pages
- COHEN, Yolande. *Femmes de paroles : l'histoire des Cercles de fermières du Québec – 1915-1990*. Éditions Le Jour, 1990.
- COMITÉ DE L'ALBUM-SOUVENIR DE JOUTEL. *Joutel, 1965-1990*. Joutel, 1990.
- COMITÉ DU 25E ANNIVERSAIRE DE LABEL-SUR-QUÉVILLON. *Label-sur-Quévillon, 1966-1991*. Label-sur-Quévillon, 1991.
- COMITÉ DU 25E ANNIVERSAIRE DE MATAGAMI. *Matagami, la rencontre des eaux...tres*. 1963-1988. Matagami, 1988.
- Comité du 50e anniversaire de VILLEBOIS. *Au pays des pins gris ou cinquante ans de petite histoire à villebois*. Comité Villebois 35-85. 1985.

DESBIENS, Caroline. *Puissance nord : territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*. Presses de l'Université Laval, 2015.

FAVREAU, C. *Radisson 1975-1985*, Comité du 10e anniversaire de Radisson, 1985, 54 pages

GAGNÉ, Marie ; PELLETIER, Stéphane. *Lebel-sur-Quévillon : la fierté d'une ville du Nord !* Rouyn, L'ABC de l'Édition, 2016.

LAFLEUR, Normand. *La vie quotidienne des premiers colons en Abitibi-Témiscamingue*. Éditions Leméac, 1976.

LAVOIE, Pierrette. *Portraits de femmes*. 2 tomes. Valcanton, Regroupement de femmes de Valcanton, 2012.

LEMIEUX, Denise, MERCIER, Lucie. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940*. IQRC, 1992

LOCALITÉ DE BEAUCANTON. *Beaucanton fête ses 75 ans. 1935-2010*. Beaucanton, 2010.

MANSION, Hubert. *Chibougamau, dernière liberté*. Michel Brûlé. coll. « La Saga du Nord ». 2009. 354 p

MUNICIPALITÉ DE LA BAIE-JAMES. *Municipalité de la Baie James. L'aventure d'une municipalité unique en son genre 1971-1996*. MBJ, 1996.

ROUSSEAU, Nicole ; DAIGLE, Johanne. *Infirmière en colonie. Soins et médicalisation dans les régions du Québec, 1932-1972*. Presses de l'Université Laval, 2013.

VINET, Alain, DUFRESNE, Francine, VÉZINA, Lucie. *La condition féminine en milieu ouvrier – Une enquête*. IQRC, 1982.

Thèses et mémoires

BARRETTE, Marie-France. *De Bersimis à La Grande : la vie des travailleurs dans les camps et les villes-ressources durant la construction des grands projets hydroélectriques*. Rapport, UQAM, 2026, [en ligne] : <https://histoire.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/21/2017/03/Barrette-Marie-France.pdf>

BERNARD, Jean-Philippe. « *Emparons-nous du sol !* » *Chômage, retour à la terre et colonialisme durant la grande dépression au Québec*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2022.

BRYCE, Louise. *Les femmes et la quotidienneté à la frontière minière en Abitibi: Val-D'or 1933-1950*. Mémoire de Maîtrise, Université d'Ottawa, 1998, [en ligne] : <https://ruor.uottawa.ca/items/637b5e86-409f-44f1-aaed-0e64add3ebb1>

FAUCHER, Alexandre. *De l'or et des putes : Vie et mort d'un village de squatters abitibien*. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 2013, [en ligne] : https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/10390/Faucher_Alexandre_2013_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y

Articles

DAIGLE, Johanne ; ROUSSEAU, Nicole et SAILLANT, Francine. « Des traces sur la neige...La contribution des infirmières au développement des régions isolées du Québec au XXe siècle ». *Recherches féministes*, vol. 6, no 1, 1993, pp. 93-104.

HAMELIN, Louis-Edmond. « Le mythe de Jos Chibougamau au cours des décennies 1940 et 1950 ». *Saguenayensia*, vol. 35, no. 1, 1993, pp.3-10.

HART, Lawrence. « Le premier couple marié à Chibougamau ». *Saguenayensia*, vol. 1, no. 1, 1959, pp.10-14

LEBLOND, Pierre « Caractéristique d'un village minier de compagnie : Joutel » dans *l'Abbittibi-Témiskaming 5*, 1979, Cahier du département d'Histoire et de géographie, no.5, pp.122-137

LEMIEUX, Frédéric. « Les missionnaires-colonisateurs « gouvernementaux » entre Église et État, 1911-1936 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 72, no 2, 2018, pp.41-68.

Journaux et revues

En Grande

La Voix des travailleurs Chapais-Chibougamau

La Gazette officielle du Québec

L'Écho de Chapais

La Gazette du Nord

Le Progrès Dimanche

La Sentinelle

Le Soleil

La Presse

The Chibougamau Miner

La Tribune

The Chibougamau Courier

The Yellowknife

Récits et témoignages

BOUCHER, Isabelle. *Histoire d'une pionnière de Villebois*, Rouyn-Noranda, Collège du Nord-Ouest, 1977, p. 143-173. [en ligne] : <https://depositum.uqat.ca/id/eprint/417/1/abbittibi4.pdf>

GODBOUT, Thérèse. *Mémoires*. Archives privées.

GOURD, Benoît-Beaudry. *De ressources et de vaillance. Mémoire de la génération pionnière du Nord-du-Québec*. Table régionale de concertation des Aînés du Nord-du-Québec, 2010.

Archives

Société d'histoire de la Baie-James (SHBJ)

Collection P005 Société d'histoire de la Baie-James

Collection P006 Jean-Claude Simard

Fonds P011 Cercle Lacordaire et Jeanne d'Arc

Fonds P020 A.F.É.A.S. Chapais

Fonds P034 Mouvement des femmes chrétiennes de St-Marcel de Chibougamau

Collection P063 Soeur Thérèse Ouellet

Collection P058 Laurence Lafond-Guérin

Fonds P086 Marie-Claude Duchesne

Fonds P099 Table régionale de concertation des aînés Nord-du-Québec

Fonds P108 Thérèse Villeneuve

Fonds P121 Opémiska Minnova

Collection P130 Muguette Benedetti

Collection P152 Guylaine Belley

Fonds P159 Cercle des fermières de Chibougamau

Fonds P182 A.F.É.A.S. Chibougamau

Fonds P186 Mines Patino Ltée

Collection P94 Luc Rivard

Société d'histoire de Matagami

Fond P024 Elizabeth Comba

Bibliothèque et Archives Canada

Avis de décès

Avis de décès : *Betty Wetmore*, 2018 [en ligne].

Avis de décès : *Hank Giegerich*, 2020 [en ligne].

Avis de décès : *Margaret Sloan*, 2016 [en ligne].

Avis de décès : Michael Edward Giegerich, 2021, [En ligne].

Recensements canadiens

Recensement canadien 1931

Recensement canadien 1941

Recensement canadien 1951

Recensement canadien 1956

Recensement canadien 1961

Recensement canadien 1966

Recensement canadien 1971

Recensement canadien 1976

Recensement canadien 1981

Documentaire

L'Amour a des Ailes, Netima, 2014.

Ressources web

Ancestry

Association des directeurs généraux des municipalités du Québec ADGMQ

Banque du Canada., Feuille de calcul de l'inflation.

Répertoire du patrimoine culturel du Québec